

Cahiers du mouvement ouvrier

La Révolution russe (II)

C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyite et Révolutionnaires Internationaux

N° 52 - Quatrième trimestre 2011 (octobre-novembre-décembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- **Présentation** p. 5
- **Biographies** p. 8
 - Raphael Abramovitch (menchevik et Bund)
 - Alexandre Chliapnikov (bolchevik)
 - Felix Dzerjinski (bolchevik)
 - Abraham Gotz (S-R de droite)
 - Alexandra Kollontai (bolchevique)
 - Nikolaï Krestinski (bolchevik)
 - Valerian Ossinski (bolchevik)
 - Moïse Ouritski (bolchevik)
 - Gueorgui Piatakov (bolchevik)
 - Proch Prochian (S-R de gauche)
 - Karl Radek (bolchevik)
 - Larissa Reisner (bolchevique)
 - Timothée Sapronov (bolchevik)
 - Jacob Sverdlov (bolchevik)
- **Marcel Picquier : Walter Benjamin** p. 85
- **Chronique des falsifications** p. 99
- **Le devenir du Maitron** p. 106
- **Notes de lecture** p. 107

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont pu acquérir une vingtaine d'exemplaires de l'ouvrage épuisé de Jean-Pierre Cassard : *Les trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale* (160 pages). Nous pouvons en faire parvenir un exemplaire aux vingt premiers demandeurs au prix coûtant de 7 euros (port compris).

Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **30 euros** ;
- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

“La révolution est nécessaire non seulement parce que c’est le seul moyen de renverser la classe dominante, mais aussi parce que seule une révolution permet à la classe qui effectue ce renversement de balayer toute la pourriture du vieux système et de devenir ainsi capable de fonder la société sur des bases nouvelles.”

(Karl Marx, *L’Idéologie allemande*)

Les révolutions ne sont ni faites ni combattues uniquement par des dirigeants dont le nom reste dans l’histoire ; elles sont faites par des masses immenses qui restent anonymes, dont on peut restituer les mouvements, les actions, les réactions, l’évolution, les changements, mais auxquelles il est difficile de donner un visage. Elles sont aussi faites par des militants et des cadres amenés à un moment à jouer un rôle important, voire déterminant, mais qui souvent sombrent, au fil des années, dans un oubli immérité, car sans eux l’histoire n’aurait pas été tout à fait la même, voire parfois pas la même du tout...

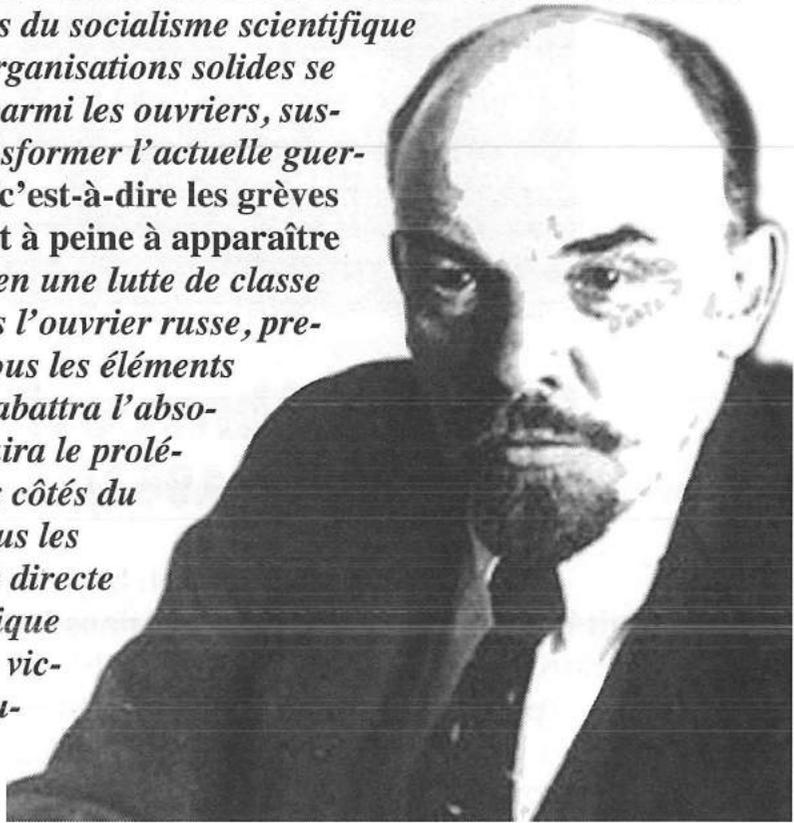
Ainsi, en dehors des historiens, qui se souvient aujourd’hui de Jacob Sverdlov qui pourtant fut — sans le titre — le véritable secrétaire du Parti bolchevique d’avril 1917 à sa mort brutale le 18 mars 1919 et tint alors les rênes du Parti bolchevique qu’il dirigea en réalité quasiment seul avec Lénine en 1918 et au début de 1919 ?

Et même chez les historiens, qui se souvient du socialiste-révolutionnaire de gauche Proch Prochian, allié des bolcheviks de juillet 1917 à mars 1918, puis organisateur d’une demi-insurrection contre les bolcheviks en juillet 1918 par hostilité à la paix de Brest-Litovsk, passé dans la clandestinité pour combattre ces derniers, emporté par le typhus en décembre et à qui Lénine rend hommage dans un article de la *Pravda* datée du 20 décembre 1918 ?

Ce deuxième numéro consacré à la révolution russe tente de reconstituer quelques-unes de ces figures. Pour resituer leur activité dans l’histoire de la révolution russe, nous renvoyons à la longue chronologie détaillée publiée au début du n° 51 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Biographies

“L’histoire tout entière est précisément formée d’actions de personnalités, qui sont sans nul doute des forces agissantes. (...) Lorsque les représentants avancés de la classe ouvrière se seront assimilés les idées du socialisme scientifique (...) et que des organisations solides se seront fondées parmi les ouvriers, susceptibles de transformer l’actuelle guerre économique (c’est-à-dire les grèves qui commencent à peine à apparaître en Russie) (...) en une lutte de classe consciente, alors l’ouvrier russe, prenant la tête de tous les éléments démocratiques, abattra l’absolutisme et conduira le prolétariat russe (aux côtés du prolétariat de tous les pays) par la voie directe d’une lutte politique déclarée, vers la victoire de la révolution communiste” (1)



(1) Lénine, *Œuvres complètes* (édition russe), tome 1, pp. 311-312.



Raphael Abramovitch (1880 - 1963)

Raphael Abramovitch (pseudonyme de Rein) naquit le 21 juillet 1880, à Dvinsk, dans le nord de la Russie d'Europe, en dessous d'Arkhangelsk. Il entre à l'Institut polytechnique de Riga et en est exclu en 1901 pour participation aux manifestations de protestation estudiantines. Cette même année, il adhère au Bund. L'année suivante, le groupe du Bund de Riga est démantelé par la police. Abramovitch échappe miraculeusement à l'arrestation. Il quitte la Russie pour la Belgique et achève ses études à Liège. Au printemps 1904, il revient à Dvinsk en tant que représentant du comité central du Bund. Dans la scission du POSDR en 1903, il se range, comme la quasi totalité des bundistes, du côté des mencheviks.

“Que chaque rue devienne un champ de bataille !”

Le 10 janvier 1905, il apprend, comme des millions de sujets de l'empire, la répression sanglante de la manifestation emmenée la veille par le pope Gapone au palais d'Hiver. Il rédige aussitôt, au nom du Bund, un tract qui est un appel lyrique et exalté à l'insurrection et réduit les revendications des manifestants au combat *“pour la liberté”* sans doute parce qu'à Dvinsk personne n'a connaissance du texte de la pétition rédigée et massivement signée seulement quelques jours avant, pétition qui réclame la fin de la guerre avec le Japon, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de huit heures, l'organisation indépendante des travailleurs, etc.

“Camarades, Le grand jour est venu ! La révolution est venue ! Elle a commencé à Saint-Petersbourg et va embraser de sa flamme le pays tout entier... Camarades, dans toutes les villes dressez-vous pour le combat ! Abandonnez votre travail dans les boutiques et les fabriques. Que chacun descende dans la rue en déployant le drapeau rouge. Attaquez les armureries ! Que chacun s'empare d'un fusil, d'un revolver, d'un sabre, d'une hache, d'un couteau ! Armez-vous ! Si les soldats du tsar vous attaquent, vous serez capables de vous défendre comme des soldats de la révolution.

Que chaque rue devienne un champ de bataille.”

En octobre 1905, il entre au comité exécutif du soviet de Petersburg en tant que menchevik, il est délégué au quatrième congrès de Stockholm du POSDR, congrès d'unification entre mencheviks et bolcheviks qui sanctionne l'entrée du Bund dans le POSDR. Il entre au comité central du POSDR au titre du Bund. Délégué au V^e Congrès du POSDR (à Londres, en 1907), il appartient à sa majorité menchevique et, dès sa formation, au courant que Lénine qualifie de *“liquidateur”* ; ses membres veulent en effet

liquider l'activité clandestine ou illégale au profit de la seule activité légale à la Douma et dans les institutions créées ou autorisées par le régime, ce qui limiterait l'action du parti aux possibilités acceptées par ce dernier (interdisant, par exemple, toute propagande pour la République, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc.).

Les mencheviks présentent sa candidature aux élections à la deuxième Douma, après la dissolution, en juillet 1906, de la première, dont la majorité ne convenait ni au tsar ni à son Premier ministre Stolypine. Orateur puissant, il mène une campagne vigoureuse, mais il est rayé des listes par les autorités.

A la fin de 1909, il est arrêté et exilé dans le gouvernement de Vologda, en Russie d'Europe, au sud de Dvinsk. Il s'en enfuit et part à l'étranger. Au lendemain de la conférence organisée par Lénine à Prague, en janvier 1912, pour exclure les liquidateurs du POSDR, il appartient au bloc dit d'août, c'est-à-dire à la conférence organisée à Vienne en particulier par Trotsky et qui rassemble tous les autres courants que les bolcheviks.

Pendant la guerre, il occupe la position dite centriste de Kautsky et Bernstein, qui consiste, en gros, à dénoncer la guerre... mais pas les socialistes patriotes qui votent les crédits de guerre !

Le bras droit de Martov

Il rentre en Russie, en mai 1917, retrouve sa place au comité central du Bund et fait partie du groupe des mencheviks internationalistes, dirigé par Iouli Martov, opposé à la poursuite de la guerre, et participe à la rédaction de son bulletin d'information, *La feuille volante*, à la parution très intermittente. Il est, après Martov, le représentant le plus éminent de ces mencheviks internationalistes. Délégué au premier congrès des soviets (3-24 juin), il y dirige la commission de la question des nationali-

tés. Il y défend la solution de "l'autonomie culturelle", qu'il juge seule correspondant aux intérêts du prolétariat. Il est élu au titre des mencheviks au comité exécutif des soviets, puis au bureau de ce comité exécutif, c'est-à-dire son véritable organe dirigeant.

Lors des journées de juillet, il accuse les bolcheviks d'avoir préparé un complot. En même temps, lors de la réunion du comité d'organisation des mencheviks du 3 juillet, il déclare : "Le moment du passage du pouvoir aux soviets est arrivé" (1).

Délégué au congrès d'unification des groupes mencheviks et voisins du 19 au 26 août, il déclare, lors de la discussion du rapport politique : "La démocratie (c'est-à-dire les partis se réclamant du socialisme) a tout fait pour rétrécir la base de la révolution. Elle a capitulé et couvert des actions girondines par des phrases jacobines. On dit que le prolétariat est faible pour renverser sur lui tout le fardeau de la lutte. On en conclut qu'il faut s'allier aux forces créatrices qui existent dans la bourgeoisie. Croyez-vous qu'il y ait des forces créatrices dans notre bourgeoisie ? Elle n'est que le commis de l'impérialisme européen (...). Nous sommes déjà une colonie européenne. La politique qui mène à livrer aux mains de l'impérialisme allié les destinées de la révolution russe ne peut déboucher sur l'émancipation de la Russie de l'impérialisme européen. La conciliation avec la bourgeoisie n'est possible que sous une seule forme : nous nous soumettons à elle si nous considérons qu'elle détient les clés du salut. J'admets un tel point de vue, mais je ne vois pas le prolétariat vous suivre" (2). Cette analyse ne l'amène pas à passer du constat à une décision d'action.

A la fin du congrès il est élu au comité central du POSDR menchevik en tant que délégué au congrès et non plus en tant que représentant du Bund. En septembre, Abramovitch est nommé membre du Préparlement désigné par Kerensky lui-même comme substitut à une Assemblée constituante dont les élections sont repoussées le plus tard possible.

Lors du deuxième congrès des soviets, il fait partie des dirigeants men-

cheviks qui, pour protester contre la prise du pouvoir par les bolcheviks, appellent les délégués à quitter le congrès. Il se prononce pour la formation d'un gouvernement de coalition socialiste homogène. Lors d'une réunion avec la direction menchevique du syndicat des cheminots (le Vikjel), le 29 octobre 1917, il se prononce pour la conclusion d'une paix "sans vaincus ni vainqueurs" et propose surtout de former "un troisième gouvernement" (en plus du gouvernement provisoire renversé et du Conseil des commissaires du peuple) devant lequel les deux parties devraient capituler" (3).

Pour Abramovitch, en effet, la révolution d'Octobre "était le pire malheur pour une authentique révolution, pour la classe ouvrière, pour toute la Russie". Mais il doit constater : "La révolution bolchevique n'aurait pas été possible si elle ne s'était pas appuyée sur la sympathie de larges masses d'ouvriers et de soldats (...). Le bolchevisme reflète l'humeur spontanée de masses ouvrières peu conscientes aux tendances révolutionnaires et socialistes mais sans maturité." En même temps, il se prononçait contre "l'union avec la partie bourgeoise et petite bourgeoise de l'armée et contre le fait d'aider à écraser par le fer et par le feu une grande partie de la classe ouvrière" (4).

Il est élu, au nom de la fraction menchevique, au comité exécutif des soviets, en janvier puis mars 1917. Il se prononce contre la signature du traité de Brest-Litovsk.

Le père fondateur de "l'assemblée des mandataires"

Abramovitch est alors l'un des principaux organisateurs du mouvement dit des "mandataires des usines et fa-

(1) *Oktiabrskoie vooroujenie*, 1917 Petrograd, Leningrad 1967, tome 1, p. 333.

(2) *Rabotchaia Gazeta*, 22 août 1917.

(3) *Oktiabreskoie vooroujenie*, op. cit., tome 2, p. 405.

(4) *M Rafès, Dva goda revolioutsii na Oukraine, Raskol Bunda*, Moscou 1920, pp. 51-53.

briques”, qui organise, à Petrograd, une fraction de la classe ouvrière de la ville (près d’un quart) contre les bolcheviks et leur politique. A peine les dirigeants bolcheviks ont-ils quitté la ville, le 10 mars, que, le 13 mars, s’y réunit, à l’initiative des mencheviks, une assemblée de “mandataires” d’ouvriers de vingt-cinq entreprises de Petrograd, dont les plus grosses (Poutilov, Alexandrovski, Troubotchny, Siemens, Nobel, Stary Lessner, etc.). Ils adoptent une résolution en faveur de la liberté de la presse et une déclaration exigeant du prochain congrès des soviets qu’il “1) refuse de confirmer la paix léonine et traîtresse ; 2) décide la destitution du Conseil des commissaires du peuple ; 3) convoque immédiatement l’Assemblée constituante et lui transmette tout le pouvoir” (5). Cette triple exigence, reprise des mencheviks et des SR, dresse face au pouvoir cette assemblée qui diffuse largement le compte rendu de ses débats et ses résolutions.

Les 20 et 21 juillet, cette assemblée convoque à Moscou un congrès ouvrier panrusse, dispersé par le pouvoir. Abramovitch est arrêté, avec nombre de ses participants, et libéré six mois plus tard à la suite des réclamations des partis sociaux-démocrates européens.

Jusqu’à la fin de la guerre civile, il soutient la tactique élaborée par Iouli Martov de “paix avec les bolcheviks” mais intervient à plusieurs reprises pour exiger la fin de “la terreur économique et politique”.

Du “Bund social-démocrate” au bureau de l’Internationale ouvrière socialiste

La XII^e Conférence du Bund, en avril 1920, décide à la majorité de quitter le POSDR menchevik et d’adopter le programme du Parti communiste russe. Abramovitch constitue avec la minorité pro-menchevique un “Bund social-démocrate”, puis il émigre à la fin de l’année. Il dirige la délégation étrangère du

comité central du Bund social-démocrate, participe à la création du *Sotsialisticheski Vestnik*, l’organe des mencheviks à l’étranger, avec Dan et Martov, dont, après la mort de Martov, il est le rédacteur en chef jusqu’en 1962, à la veille de sa mort. Il est membre du Comité des dix qui fonde à Vienne l’Internationale socialiste, dite Deuxième Internationale et demie, qui regroupe un bref moment les socialistes de gauche et prépare la reconstitution de l’Internationale socialiste, disloquée par la guerre de 1914, en 1923, et reformée sous le nom d’Internationale ouvrière socialiste (IOS). Il est en permanence membre du comité exécutif et du bureau de l’IOS jusqu’à la dislocation factuelle de cette dernière lors de la guerre de 1939.

La maladie de Martov, qui meurt en avril 1923, confie à Abramovitch le rôle de porte-parole des mencheviks (avec Dan) auprès des partis sociaux-démocrates étrangers. Sa maîtrise de l’allemand, et plus tard du français, lui facilite ce rôle. Il définit deux axes de sa lutte “contre les éléments d’utopisme, de terrorisme et de dictature de la minorité qui se manifestent de plus en plus vigoureusement dans le caractère du pouvoir bolchevik” et pour que soit apporté “tout le soutien politique et moral à la révolution qui lutte pour son existence contre la réaction, intérieure et extérieure”, en un mot contre l’intervention étrangère et pour la reconnaissance de la Russie soviétique (6).

Un voyage clandestin à Moscou

A la fin de l’été 1928, Abramovitch se rend clandestinement en URSS pour tenter de prendre contact avec les derniers militants bolcheviks. Echappe-t-il à l’attention du Guépéou ou ce dernier laisse-t-il délibérément Abramovitch repartir pour ne pas provoquer un scandale international en arrêtant un membre du bureau de l’Internationale ouvrière so-

(5) *Rabotchei oppositionnoie dvijenie v bolchevitskoï Rossii*, Moscou, p. 51.

(6) *Sotsialisticheski Vestnik*, mars-avril 1963, p. 26.

cialiste ? Toujours est-il que le membre du comité central menchevik suivant, Bronstein, qui se rend en URSS, est arrêté quasiment dès son arrivée. Ensuite, lorsque le Guépéou, sur ordre de Staline, monte, en 1931, un procès contre un prétendu bureau des mencheviks — dans lequel il fait figurer d'anciens mencheviks comme Soukhanov, Groman et quelques autres ralliés au régime qui tous travaillent loyalement dans ses institutions —, il utilise largement le voyage d'Abramovitch en prétendant que ce dernier était venu en URSS pour préparer une intervention militaire étrangère en URSS et convaincre les mencheviks de Russie d'appuyer cette intervention étrangère à laquelle, en réalité, les mencheviks, ainsi présentés comme des traîtres, sont tout à fait hostiles.

En 1936, son fils unique, Marc Rein, membre du groupe socialiste de gauche Neu Beginnen, part en Espagne combattre aux côtés des républicains contre les franquistes. Le 10 avril 1937, le NKVD l'enlève dans son hôtel. Il ne réapparaîtra jamais. Le NKVD l'a liquidé en secret.

Dans le camp du "monde libre"

En 1940, il émigre aux Etats-Unis. Au lendemain de la guerre, dans le numéro de janvier 1946 de *Sotsialistitcheski Vestnik*, il écrit :

"Il n'y a plus aucun doute que la dictature bolchevique, utilisant son énorme puissance militaire et diplomatique et son pouvoir sur les partis communistes de tous les pays, prépare de façon planifiée une sphère "soviétique" de domination dans le monde entier, en poussant toutes les autres grandes puissances dans un bloc défensif contre l'agression soviétique (...). Cette politique du pouvoir soviétique n'est pas seulement une menace pour la cause de la paix (...). Elle est archinationale (...). Elle est archinationaliste, bien qu'elle promette exté-

rieurement le passage du monde entier sous la domination de la dictature du prolétariat." Il affirme ensuite que le salut de la Russie, "comme dans les années 1920", passe par la "libération du pays du régime de la dictature totalitaire et le passage à un régime de liberté politique et de démocratie".

Il affirme enfin que la "tâche de porter l'idée de la démocratie libératrice et salvatrice au peuple russe et au monde entier est celle de Sotsialistitcheski Vestnik et du parti menchevik". Certes, mais ce parti a été liquidé en URSS, même si, en 1948, Staline crée des camps spéciaux pour interner les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les trotskystes pourtant à peu près tous anéantis ! Dès lors, si l'on constate que, parlant d'une menace du prétendu impérialisme soviétique qui contraindrait tous les autres Etats à se rassembler pour se défendre, Abramovitch ne dit mot de l'impérialisme américain, on peut conclure sans exagération qu'il se range dans le camp du monde dit "libre" c'est-à-dire celui dominé par l'impérialisme américain, à qui, sans doute, il attribue en réalité la mission de "libérer" les peuples de l'Union soviétique. Il n'est pas le seul à faire ainsi partie du parti américain, pendant que son vieux camarade Dan se range du côté de la bureaucratie stalinienne, dont Abramovitch ne parle pas, comme si l'URSS de 1945 était toujours celle de 1921. Après avoir ainsi illustré l'une des conséquences de la vision du monde divisé en deux prétendus blocs qui fait de la classe ouvrière de chaque prétendu bloc un simple appendice de sa classe ou de sa couche dirigeante, Abramovitch, en 1962, publie en anglais ses Mémoires intitulées : *La révolution soviétique 1917-1939*. Il meurt l'année suivante, en août 1963. Sa mort annonce la disparition prochaine de l'organe historique du courant menchevik *Sotsialistitcheski Vestnik* et de ce courant lui-même.

Marc Teulin



Alexandre Chliapnikov (1885 - 1937)

(Autobiographie)

Je suis né à Mourom dans le gouvernement de Vladimir. Mon père, petit bourgeois de Mourom, avait exercé différents métiers, tour à tour meunier, manœuvre, charpentier et commis. Ma mère était la fille d'un ouvrier de l'usine métallurgique "Dostchatoe". Je perdis mon père très tôt, je n'avais pas encore trois ans quand il se noya et laissa ma mère avec quatre enfants, dont le plus jeune n'avait que quelques mois.

Veuve, sans moyens ni soutien, elle eut une vie extrêmement pénible. Dès leur plus jeune âge, tous les enfants durent s'habituer à travailler pour se rendre

utiles et aider leur mère dans sa lutte difficile pour la vie. Malgré sa pénible existence, ma mère s'efforça d'élever autant que possible ses enfants dans l'esprit des anciennes coutumes et de la vieille foi. Les familles de mon père et de ma mère étaient des "vieux-croyants" (1) d'une

(1) Les "vieux croyants" sont des orthodoxes qui refusèrent au XVII^e siècle d'accepter les réformes (purement rituelles) décidées par le patriarche Nikon au milieu du XVII^e siècle. L'Eglise orthodoxe les persécuta violemment (avec l'aide de l'Etat) et envoya sur le bûcher des milliers d'entre eux. Ils étaient en général d'un moralisme rigoureux (NDLR).

secte du Pomori persécutée par la police et les popes. Dès ma plus petite enfance, j'ai fait connaissance avec les persécutions religieuses. La grande rue de notre petite ville de province avec ses disputes et ses rixes, les bagarres de rues des adultes, joua un grand rôle dans mon éducation.

Malgré toute sa bonté, notre mère dut nous abandonner à nous-mêmes pendant une bonne partie de notre enfance. Elle menait une lutte pénible pour la vie, pour le pain de ses quatre gosses. Elle acceptait n'importe quel travail pour nous trouver un morceau de pain. Il y avait des jours où, depuis la première heure jusqu'à la nuit avancée, nous ne la voyions pas à la maison. Il y avait des soirs, où, nous, les gosses, restés à la maison sans la moindre surveillance, nous nous inquiétions particulièrement de ce qu'elle était devenue : c'étaient les soirs d'hiver où, blanchisseuse, elle allait à l'Oka rincer le linge des autres. Nous usions de notre liberté à nos dépens, et revenions à la maison gelés jusqu'aux os, au lit pour de longs mois, causant à notre mère de nouveaux soucis et de nouvelles dépenses.

Comme j'étais vieux-croyant, les registres d'état civil ne portent pas de données exactes sur ma date de naissance. Dans les dossiers du "conseil de la petite bourgeoisie", j'ai trois dates de naissance : 1893, 1894 et 1895. La raison en est simple. A ma sortie de l'école primaire je dus chercher tout de suite du travail, et il était indispensable de me déclarer plus âgé que je n'étais. Une pièce au secrétaire ou au scribe du conseil faisait l'affaire, et l'âge s'élevait, à la demande, d'une année ou deux.

J'étais un gosse de huit ans quand je suis entré à l'école primaire. J'en sortis trois ans plus tard sachant lire et écrire. L'école ne fut pas une mère pour moi ni ses instituteurs des éducateurs. L'instituteur qui connaissait mon appartenance religieuse, me persécutait par tous les moyens, et pendant trois ans, à chaque lendemain de fête il me faisait tenir deux heures à genoux pour n'avoir pas été à l'église et me laissait sans déjeuner jusqu'à cinq heures de l'après-midi. Les maîtres étaient de grossiers jeunes gens,

qui avaient souvent recours à la justice du coup de poing avec leurs élèves. Dès ces années-là, la vie m'apprit qu'il n'y a pas de justice en ce monde. Sous l'influence de toute une série de textes religieux, je me préparai à la lutte pour la justice divine de la vieille foi. Dès que je sus lire, ma mère commença à me faire lire tout haut *La Vie des saints martyrs*, les psaumes de David, dont j'ai appris un certain nombre par cœur. Les persécutions religieuses, les persécutions dans la rue et à l'école, la pauvreté et la misère de la famille, tout cela favorisait mes rêves d'enfant et mes dispositions à la lutte et au martyre.

Dès la fin de l'école, je cherchai donc un travail. A cet âge-là, je n'en dédaignais aucun : j'allais tantôt cueillir des fruits, tantôt tamiser le sable dans une fonderie, je faisais encore d'autres métiers trop pénibles pour mon âge, payés de quinze à vingt kopeks pour douze heures de travail par jour. Le contact quotidien avec la vie d'usine, avec les artisans de l'ancienne génération, éveilla en moi le désir de devenir un artisan libre et indépendant. Je rêvais d'être tourneur sur métaux et je tentai de toutes mes forces d'y parvenir. J'eus la chance de tomber au village de Vatcha dans l'atelier de mécanique de la fameuse usine métallurgique de héritiers de D. D. Kondratov. Là je commençai mon apprentissage d'artisan sur une raboteuse, et en 1900 j'allai à Sormovo, où j'eus la chance de passer au tour. Après avoir travaillé quelques mois dans les usines de Sormovo, je fis un long voyage sur l'eau vers Piter, la capitale du Nord. Après une longue période éprouvante à la recherche de travail dans les usines de Piter, je m'installai enfin comme aide-ajusteur à l'usine de constructions navales de la Neva. Je n'avais pas encore dix-huit ans, et malgré mes tentatives pour corriger de ma propre main ma carte d'identité et transformer 15 ans en 17, je n'atteignis pourtant pas sur ma carte l'âge exigé pour le travail sur les métiers et les machines-outils.

Pendant l'hiver 1901, une grève éclata à Piter, suivie de la célèbre répression sanglante de l'usine d'Oboukhov. Travaillant à l'usine Semiannikovski, j'y

pris une part active pour mon âge : je regroupai les garçons de tous les ateliers, des constructions navales aux menuiseries, pour chasser les ouvriers qui ne voulaient pas prendre part à la grève. Nous remplissions nos poches d'écrous, de rognures, et de toutes sortes de petits morceaux de fer et nous nous rendions dans les docks et les ateliers ; nous criblions ceux qui ne s'étaient pas soumis à la décision commune de faire grève d'une grêle de débris de fer, d'écrous, de boulons, et les forcions ainsi à se joindre au mouvement général. En bandes, nous nous portions à la porte de l'usine Semiannikovski, nous apparaissions dans le secteur de l'usine d'Oboukhov. Des policiers à cheval et à pied nous menaçaient de leur fouet de cuir, mais cela ne faisait que nous affermir dans notre ardeur combative. Pour avoir pris une part aussi active à la grève, je fus renvoyé de l'usine Semiannikovski, et je fus inscrit sur les listes noires.

Mes efforts répétés pour entrer dans d'autres usines furent vains : entré avec l'aide d'ouvriers à l'usine d'Oboukhov, au bout de deux semaines je fus congédié pour avoir participé à la grève. Puisqu'il était impossible d'entrer dans une grande usine, je dus travailler dans de petits ateliers. La paye y était à tel point insignifiante qu'elle ne pouvait même pas couvrir la location d'une chambre, et je dus passer la nuit dans les bains de la ville, dont ces ateliers poursuivaient la réparation. Au bout d'un an, après toutes sortes d'épreuves dans la capitale, ayant amassé de l'argent pour le voyage, je revins à Sormovo, et de là dans mon pays.

Pendant la grève de Piter, j'avais fait connaissance avec la propagande révolutionnaire. J'avais sans cesse en main des brochures dont je ne me rappelle plus les titres aujourd'hui, mais dont le contenu ne m'étonnait pas, puisqu'elles décrivaient ce que j'avais vécu et compris moi-même dans ma jeunesse. A Sormovo, je reçus de l'organisation sociale-démocrate locale une série entière de brochures et de feuillets, et quelques numéros du journal social-démocrate paru à cette époque à Nijni-Novgorod. Je revins à Mourom avec cette littérature. Dans ma ville natale je trouvai rapidement une

place de tourneur remplaçant, avec des travaux de mécanique. Le travail à l'usine me donna la possibilité de faire de la propagande, tant chez les ouvriers de l'usine que tout autour, dans la région.

En 1903, notre travail intéressa le comité social-démocrate du parti ouvrier de Nijni-Novgorod, qui commença à nous envoyer ses hommes et de la littérature. A Mourom se créa un comité du parti dont dépendaient les industries minières de Vyksa et de Kulebaki, et également des entreprises textiles et autres de la région de Mourom. Il y eut deux provocateurs dans l'organisation du POSDR de Mourom : un employé des postes et l'ouvrier Moiseev. Leur conduite devint bientôt suspecte et ils furent exclus de l'organisation. Bien que cette exclusion ait sauvé au moins une partie de l'organisation, ils causèrent néanmoins la perte de son noyau. Au début de 1904 il y eut des arrestations dans la région : près de dix hommes furent arrêtés, au nombre desquels l'auteur de ces lignes. La gendarmerie établit un dossier complet sur l'organisation social-démocrate du parti ouvrier de Mourom. Cependant l'affaire ne put aller jusqu'au procès, car les provocateurs furent démasqués à temps pendant que l'instruction suivait son cours. Resté en prison plus longtemps que tous les autres, neuf mois au secret, je fus libéré et placé sous la surveillance de la police. La liberté surveillée me permit d'entrer de nouveau à l'usine.

Les événements de 1905 provoquèrent dans notre région toute une série de grèves et de protestations, dans lesquelles l'organisation prit une part active. Elle organisa en juillet 1905 un meeting en l'honneur des ouvriers tombés pendant la fusillade du Dimanche rouge du 9 janvier. La police ayant attaqué ce meeting, il se transforma en une manifestation armée : on se battit contre la police et on défila dans la ville toute la soirée. Une semaine après cette manifestation, je fus arrêté et enfermé au bagnon central de Vladimir avec un groupe de camarades, la prison de Mourom n'étant pas considérée comme assez sévère.

La grève d'octobre (1905) arracha l'amnistie des prisonniers politiques, et je fus libéré. A ma sortie de prison, j'en-

traï de nouveau dans les rangs des révolutionnaires sociaux-démocrates. Les Cent-Noirs de Vladimir me rouèrent de coups le jour de ma libération, et je revins dans mon pays le visage riche de pièces à conviction. A l'exemple des ouvriers de Piter, je fondai un soviet local de députés ouvriers et des syndicats locaux : les organisations du parti prirent un caractère légal.

Le mois d'octobre fut pour moi celui de la conscription. Une commission spéciale examina ma date de naissance, déterminant mon âge d'après mon allure extérieure, et fixa 1905 comme date d'appel sous les drapeaux. La classe de 1905 était dans des conditions de soulèvement révolutionnaire. Des manifestations de jeunes éclataient ici et là ; une partie importante des jeunes conscrits était, comme on disait alors, infectée par la propagande révolutionnaire. Personnellement, je refusai de prêter le serment de fidélité au service du tsar et de la patrie, mais les autorités n'osèrent pas m'arrêter pour cette attitude, car elles craignaient un désordre sous les drapeaux et dans les prisons.

Je n'eus pourtant pas à entrer dans les rangs des armées tsaristes, car deux mois après ma sortie du bagne de Vladimir, un décret du gouverneur ordonna de m'arrêter sans tarder. La police tenta plusieurs fois de me reprendre, mais la menace d'une insurrection armée me sauva. Je fus cependant pris à l'improviste la nuit de Noël chez le coiffeur où j'étais passé me faire raser en l'honneur du jour de fête. Je restai en prison jusqu'au début de 1907, où en janvier je fus condamné encore à deux ans de forteresse ; mais je fus libéré avant l'exécution de la sentence sous caution de 300 roubles. Je fus arrêté encore une fois à Moscou dans une école technique au cours d'une rafle de S. R., mais je sortis de prison à peine un mois après.

Je militai en 1907 dans une organisation du parti de la région de Lefortov, puis j'allai à Piter. Là, je pris part aux travaux du comité de Pétersbourg en qualité d'organisateur du secteur de Peskovka (auparavant Rojdestvenski) ; j'étais membre du comité de Pétersbourg et participai à diverses conférences de

l'organisation jusqu'au début de 1908. Je partis alors pour l'étranger, où je vécus jusqu'au printemps 1914, errant d'usine en usine, en France, en Angleterre et en Allemagne.

Je revins en Russie au mois d'avril 1914 avec le passeport d'un Français du nom de Noé. Je travaillai alors chez Lesner, puis chez Erikson comme tourneur ; et je remplis diverses tâches pour le parti à la demande de la fraction de la Douma et du comité de Pétersbourg. Je participai aux grèves et aux meetings de cette période. A la fin de septembre je partis pour l'étranger sur les ordres du comité de Pétersbourg comme agent de liaison avec le comité central, et avec de nombreux messages de caractère international.

En 1915, j'allai en Suède, au Danemark, en Norvège, je travaillai en Angleterre, et en novembre je revins clandestinement à Piter. Là, sur ordre du conseil central, je pris la direction du bureau du comité central social-démocrate russe. Au début de 1916, je partis de nouveau pour l'étranger. Toutes ces années, je travaillai en contact très étroit avec la partie émigrée du comité central, dont V. I. Lénine, et G. Zinoviev. A partir de 1915 je devins membre du comité central par cooptation. En 1916 j'allai en Amérique chercher des fonds pour le parti. A la fin de l'année, je revins de nouveau en Russie. Le bureau du comité central organisé en 1915 était à cette époque en partie arrêté, en partie désorganisé, et je dus travailler à créer un nouveau bureau du comité central.

La politique de nos organisations pendant l'hiver 1916-1917 rapprochait les masses du dénouement révolutionnaire dans la lutte contre le tsarisme. Pendant cette période notre parti ouvrier social-démocrate russe était le seul parti révolutionnaire qui ait appelé les masses ouvrières à l'insurrection armée contre le tsarisme et contre la guerre. A la fin de février-début mars, je pris une part active aux événements révolutionnaires. Membre du groupe initial qui fonda le soviet des députés ouvriers de Petrograd, je fus élu le 27 février au comité du soviet des députés ouvriers.

Le comité exécutif me chargea du soin d'armer les ouvriers, et je fournis en

armes les premiers cadres de la garde rouge ouvrière. Sur ordre des comités du parti de Pétersbourg et de Vyborg, et également du soviet de la région de Vyborg, j'élaborai le règlement de la garde rouge, le plan de son organisation et l'ordre de ses fournitures d'armes. Je contribuai aussi à mettre au point le retour de nos émigrés, et à accueillir Lénine et ses compagnons le 3 avril 1917.

Au cours d'une tournée de propagande au début d'avril, commotionné dans la collision de ma voiture et d'un tramway, je dus rester deux semaines à l'hôpital. Par la suite je participai à l'œuvre du parti et du comité central, ainsi qu'à l'organisation des syndicats de Piter. Les métallurgistes de Pétersbourg m'élisent en avril président de leur syndicat, et trois mois après, lors de la création du syndicat panrusse des ouvriers métallurgistes, je devins président de son comité central provisoire. Je pris part au premier congrès des soviets, et à tous les événements liés à ces journées. Je fus élu membre du comité exécutif central des soviets.

Je participai aux événements des 3-5 juillet : comme membre du comité exécutif je parcourus les casernes et vins en aide aux camarades bolcheviks maltraités et arrêtés. Je représentai ensuite les syndicats dans diverses administrations, et participai à la conférence de Moscou et à la conférence démocratique de Pétersbourg. Je fus élu vice-président de la conférence des usines du secteur industriel de Pétersbourg.

Militant du parti et président du plus gros syndicat des ouvriers métallurgistes, j'ai assisté à de nombreuses réunions organisées par le comité central pour préparer la révolution d'Octobre. Au cours de la révolution d'Octobre, je m'occupai d'organiser des détachements de combat et d'appeler les syndicats à soutenir activement la révolution et à en assurer le succès. Je pris part au deuxième congrès des soviets où je fus élu membre du conseil des commissaires du peuple, en tant que commissaire au Travail. Avec les forces des syndicats et l'aide du commissariat au Travail, je menai la lutte contre le sabotage et la grève des employés, J'organisai le travail du com-

missariat au Commerce et à l'Industrie jusqu'à sa liquidation. Je contribuai à l'aménagement du Conseil du contrôle ouvrier et à sa transformation en Conseil supérieur de l'économie nationale. Je pris part au premier congrès des syndicats (janvier 1918). Par un arrêté du Conseil des commissaires du peuple et du soviet de Petrograd, je fus de plus nommé président de la commission chargée d'évacuer Petrograd en face du danger allemand.

Je fus pendant l'été 1918 délégué spécial à l'approvisionnement en pain des secteurs industriels russes. Dans le Caucase du nord, je tombai en pleine guerre civile : coupé pendant de nombreuses semaines de la Russie centrale par la garde blanche, je sortis de l'encerclement par des chemins secrets et clandestins. La même année, un arrêté du comité central me désigne comme membre du Comité militaire révolutionnaire (CMR) du front sud, puis comme président du CMR du front Caucase-Caspienne, où je restai de 1919 au début de 1920.

Voilà quelques renseignements sommaires sur mon travail jusqu'en 1920. Donner plus de détails serait énumérer une importante partie des événements révolutionnaires de cette époque, auxquels j'ai participé. Parler de moi plus amplement après 1920, c'est étaler une toute petite parcelle de l'histoire du parti et de la lutte sociale dans notre pays soviétique, ce dont, à l'heure actuelle, je n'ai ni le temps ni la possibilité.

L'homme aux mains calleuses

Chliapnikov, éduqué dans l'atmosphère du rigorisme des "vieux croyants", fut l'un des meilleurs représentants des cadres ouvriers qui furent l'épine dorsale du Parti bolchevique et à qui la longue lutte clandestine contre le tsarisme avait donné le goût de la liberté de parole et de critique... A quoi s'ajoute une fierté, un peu naïve, d'être un vrai prolétaire d'usine aux mains calleuses, ce que Lénine raillait en déclarant lors de la discussion syndicale : *"Comme toujours, le camarade Chliapnikov nous*

parle de son caractère authentiquement prolétarien" (2).

Les circonstances — l'exil des dirigeants bolcheviques de l'intérieur et le démantèlement du parti — mirent Chliapnikov à la tête du bureau russe du comité central, réorganisé à la fin de 1916. Chliapnikov, lorsque la guerre éclate, se laisse un bref moment gagner par la vague de chauvinisme qui balaye le mouvement ouvrier européen et russe ; mais cette fièvre patriotique ne dure guère, et Chliapnikov est en Russie l'agent de liaison fidèle de Lénine lorsqu'éclate la révolution de Février. Dirigeant du bureau russe du comité central, avec Molotov et Zaloutski, il est, comme eux, dépassé par les événements.

Chliapnikov dans ses souvenirs sur 1917 se montre honnêtement tel qu'il fut, un témoin attentif qui suit les événements et n'a en tête qu'une idée : s'opposer à l'armement des ouvriers réclamé par les dirigeants du rayon de Vyborg, car il craint que cela ne détourne les soldats de la révolution.

Chliapnikov assiste à la réunion constitutive du soviet de Petrograd, le 27 janvier au soir. Il n'y définit aucune ligne politique propre et apparaît, selon le bolchevik Kaiourov *"incapable de donner des directives pour le lendemain"* (3).

Au lendemain de la révolution, il se situe à l'aile gauche du parti. Hostile au gouvernement provisoire et favorable à l'élargissement de la guerre impérialiste en guerre civile, il est mis à l'écart par le groupe Kamenev-Staline-Mouranov à partir de la mi-mars.

Accidenté et absent de la conférence d'avril du parti, il n'est pas élu au comité central. Il s'oriente dès lors vers le travail syndical : élu en avril président de l'Union des métallos de Petrograd, il devient en juillet président du syndicat panrusse des métallos qu'il gagne au bolchévisme ; en juin, il est désigné avec Riazanov comme représentant des bolcheviks au conseil central panrusse des syndicats alors créé. Devant la perspective de l'insurrection ouverte par Lénine et Trotsky, il reflète à la fois le conservatisme syndical en période révolutionnaire et l'hésitation des masses devant l'ac-

tion qui met en cause leur avenir. A la réunion élargie du comité central du 10 octobre, il déclare : *"Au syndicat des métallos l'influence des bolcheviks est prédominante, mais l'idée du soulèvement bolchevik n'y est pas populaire ; les rumeurs à ce sujet ont même soulevé la panique"* (4).

Nommé commissaire du peuple au Travail, il se rallie à la droite bolchevique qui veut parvenir à un gouvernement de coalition (bolcheviks, mencheviks et S. R.). Le 4 novembre, les droitiers démissionnent de leurs responsabilités. Chliapnikov s'associe à leur déclaration mais *"estime inadmissible de renoncer aux responsabilités et aux devoirs"* (5). Puis il se range et reste silencieux pendant la crise de Brest-Litovsk.

Ensuite, les missions militaires l'accaparent. En juin 1918, le comité central l'envoie, avec Staline, comme directeur des approvisionnements dans le sud de la Russie. Staline reste à Tsaritsyne, Chliapnikov continue sa route vers le Caucase. En octobre, il est nommé au CMR du front sud, puis, en décembre, se voit confier le commandement du front Caspienne-Caucase qui vient d'être formé et dont le centre est Astrakhan. Le front recouvre les 11^e et 12^e armées qui s'effondrent bientôt. En février 1919 (et non 1920 comme il le dit), il est rappelé à Moscou. Elu membre suppléant du comité central au VII^e Congrès de mars 1918, il commence au début de 1919 à développer les thèses qui formeront dès septembre 1920 l'opposition ouvrière et qui présentent les syndicats sont le *"seul organisateur responsable de l'économie"*. Il ne peut les défendre au VIII^e Congrès de mars 1919 car la direction l'envoie alors en mission en Norvège et il cède son poste à la présidence du syndicat des métallos à son camarade Medvedev.

La querelle syndicale qui éclate à la fin de 1920 lui permet de préciser ses vues, autour desquelles se constitue l'op-

(2) Lénine, *Œuvres complètes* (russe), tome 43.

(3) Jean-Jacques Marie, *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, Seuil, 1967, p. 37.

(4) *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, Maspéro, 1964, p. 151.

(5) *Ibid.*, p. 199.

position ouvrière, qu'il dirige avec les dirigeants du syndicat des métallos, Medvedev et Loutovinov, Kisselev, président du syndicat des mineurs, et Alexandra Kollontaï. L'opposition ouvrière rassemble les petits cadres syndicaux hostiles à la tutelle des "spécialistes" et à l'étatisation croissante de l'économie. Chliapnikov propose "un congrès national des producteurs élisant la direction de l'économie" ou des organismes tripartites (parti-soviets-syndicats) responsables devant les syndicats, dont il veut en même temps qu'ils prennent la direction du mécontentement ouvrier "tout en combattant à toutes forces la tendance à fomenter des grèves". Ses thèses trouvent un écho certain dans un parti las de l'ultra-centralisme suscité par la guerre civile, alors même que la classe ouvrière, morcelée, atomisée, épuisée est incapable d'affronter les tâches de la production.

La révolte de Cronstadt et l'instauration de la NEP poussent Lénine à faire interdire provisoirement par le X^e Congrès les fractions, et donc à dissoudre les regroupements existants, dont l'opposition ouvrière qu'il fait de plus condamner par le congrès comme proche de Cronstadt ; mais il veut conserver les opposants à la direction où Chliapnikov et Koutouzov sont élus.

A l'audition de la résolution de Lénine contre les fractions, Chliapnikov annonce sa démission du comité central. Sur proposition de Lénine, le congrès la refuse. Un paragraphe — non publié, donc secret sauf pour les membres du congrès — de la résolution, massivement votée, donne au comité central et à la commission centrale de contrôle, créée à ce congrès, le droit d'exclure un de leurs membres, à condition de recueillir une majorité de deux tiers des voix. En août, Lénine lui demandera d'exclure Chliapnikov, coupable d'avoir mis en pièces une résolution du présidium du Conseil suprême de l'économie nationale dans une réunion. La majorité vote l'exclusion, mais il manque une voix à la majorité requise des deux tiers.

En février 1922, Chliapnikov signe la déclaration des "22" par laquelle l'opposition ouvrière fait appel auprès de l'In-

ternationale des sanctions prises contre elle. Menacé d'exclusion, il prononce un discours ironique et mordant devant le XI^e Congrès (mars 1922) : il y déclare le parti aussi démoralisé qu'en 1907, en pleine vague de réaction, dénonce la NEP comme anti-ouvrière, stigmatise l'orientation propaysanne du parti et le refus d'engager une politique d'industrialisation. Il raille : "Vladimir Ilitch a déclaré hier que le prolétariat en tant que classe dans le sens où Marx l'entendait, n'existait pas. Permettez-moi de vous féliciter de constituer l'avant-garde d'une classe qui n'existe plus. On dit que le prolétariat de notre pays est déclassé qu'il est terriblement à la traîne, et, à entendre les discours mielleux du camarade Kamenev, il semble même que les ouvriers d'avant-garde de Moscou expriment les intérêts des gros fermiers." Puis il ajoute : "C'est nous qui apparemment dirigeons la machine de l'Etat, mais nous n'allons pas où nous le voulons." Pourquoi ? Parce que, affirme-t-il, "nous nous sommes trop éloignés du chauffeur de notre révolution : le prolétariat" (6). Le congrès lui donne un avertissement sévère.

A partir de ce moment, l'opposition ouvrière, décimée, démoralisée, débordée sur sa gauche par des groupes clandestins (La Vérité ouvrière, le Groupe ouvrier, etc.), se dissout.

Chliapnikov trouve un emploi dans une administration du Gosplan (comité d'Etat à la planification). Au début de 1924, Medvedev adresse à un ancien membre de l'opposition ouvrière à Bakou une lettre, à la rédaction de laquelle Chliapnikov a contribué, critiquant la politique économique de la direction du Parti communiste. Le destinataire de la lettre la lit à quelques communistes de Bakou. Et là s'arrête la diffusion de cette modeste épître.

Au même moment, alors que la bataille fait rage entre l'opposition de gauche et l'appareil, Chliapnikov déclare qu'il n'existe aucune différence entre les deux parties et que le sort de la classe

(6) XI^e Congrès, Moscou 1961, troisième séance, 28 mars 1922, pp. 103-105.

ouvrière leur est parfaitement égal. Le secrétariat l'envoie à Paris comme conseiller de la légation soviétique Il y reste en 1924-1925 et reprend la rédaction de ses souvenirs sur 1917.

A son retour à Paris, il s'associe un moment à l'opposition unifiée qui se proclame en avril 1926. La direction brandit aussitôt l'inoffensive "lettre de Bakou" de 1924 où elle dénonce la tentative de reconstituer un groupe de l'opposition ouvrière et elle se déchaîne contre Chliapnikov. Le 15 juin 1926, Staline écrit à Molotov et à Boukharine : "*Je pense que bientôt le parti cassera la gueule et à Trotsky et à Gricha [Zinoviev] et à Kamenev et en fera des renégats dans le genre de Chliapnikov*" (7).

La *Pravda* dénonce le 30 juillet dans la "lettre de Bakou" le texte d'un "*groupe ultra-droitier (...) de capitulards devant la ploutocratie financière internationale*". Puis, le 17 octobre 1926, la *Pravda* publie un long communiqué du comité central où figure une dénonciation des anciens dirigeants de l'opposition ouvrière, accusés, entre autres, d'avoir participé en bloc à l'opposition unifiée, d'avoir une activité fractionnelle illégale, de bafouer les décisions des congrès du Parti communiste, etc. Medvedev et Chliapnikov y répondent par une lettre du 19 octobre 1926 que la *Pravda* ne publie bien entendu pas. Ils y nient toute participation à l'opposition unifiée, toute activité fractionnelle, tout refus des positions définies par les congrès. Ils "*condamnent toute expression organisée [c'est-à-dire débouchant sur la constitution d'un groupe ou d'une fraction] d'opinions contredisant les décisions du parti*". Mais Staline veut les mettre à genoux. Il fait blâmer Chliapnikov et exclure Medvedev du parti. Les deux hommes protestent. Staline exige d'eux une autocritique publique qu'ils écrivent et dont la rédaction finale est revue par le bras droit brutal et borné de Staline, Lazare Kaganovitch. Les deux hommes reconnaissent leurs "erreurs". Le texte est publié dans la *Pravda* datée du 30 octobre 1926. Chliapnikov se consacre dès lors au troisième tome de ses souvenirs sur 1917, qui paraît en 1928.

Mais Staline ne lâche pas sa proie. En avril 1930, le Guépéou prétend avoir découvert un groupe de "l'opposition ouvrière" à Omsk. Vrai groupe ou groupe fabriqué, on ne sait, mais Chliapnikov n'y a jamais participé.

Il consacre en réalité l'essentiel de son activité à rédiger ses souvenirs dont le premier tome était sorti en 1924 et dont le quatrième et dernier est publié en 1931. Ces souvenirs trop véridiques mettent Staline en fureur. La *Pravda* les dénonce en janvier 1932. Le bureau politique exige qu'il corrige ses prétendues erreurs en public sous peine d'exclusion. Chliapnikov demande à publier un ultime tome de ses souvenirs dans lequel il corrigerait certaines "inexactitudes et erreurs"... tout à fait imaginaires. Refusé. Le 9 mars 1932, la *Pravda* publie une déclaration de Chliapnikov reconnaissant ses prétendues "erreurs".

Cet aveu ne le sauve pas. Rien d'ailleurs n'aurait pu le sauver vu son passé de militant ouvrier bolchevique. Le 17 juin 1933, la commission d'épuration du Gosplan l'exclut du Parti communiste pour refus de reconnaître ses fautes et l'accuse d'avoir complètement rompu avec le bolchevisme. Le 15 juillet, il écrit à Staline pour lui demander "*de mettre fin aux outrages dont il est la victime*". Le 29 septembre 1933, la commission centrale d'épuration, où siège désormais Nicolas Iejov, le convoque, l'interroge, le soumet à une rafale d'accusations railleuses, conclut que "*si nous laissons aujourd'hui Chliapnikov dans le parti, pas un seul membre du parti ne le comprendra*", et l'exclut. Chliapnikov déclare qu'en tout état de cause il se considère toujours membre du Parti communiste. En décembre, son vieux camarade Medvedev est lui aussi exclu.

Ils sont l'un et l'autre arrêtés un mois après le meurtre de Serge Kirov, le 1^{er} janvier 1935, ainsi que d'autres anciens membres de l'opposition ouvrière (sauf Kollontaï qui vit une existence paisible de diplomate en Suède) et sont accusés d'avoir constitué une fantaisiste "*organisation contre-révolutionnaire mosco-*

(7) Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, 2001, p. 311.

vite" de l'opposition ouvrière dont les ramifications s'étendaient à Omsk et à Rostov.

A la mi-avril, la conférence spéciale du NKVD condamne douze accusés, dont Chliapnikov, à cinq ans de prison. Huit mois plus tard, elle remplace la prison par un exil à Astrakhan où Chliapnikov doit purger la fin de sa peine ; mais deux ans plus tard, le NKVD réexamine son affaire en l'insérant dans le cadre des accusations

de terrorisme et de sabotage que Staline met au centre du deuxième procès de Moscou. Elle l'accuse d'avoir, dès 1927, ordonné le passage au terrorisme et d'avoir en 1935-1936 ordonné l'assassinat de Staline. Chliapnikov et Medvedev, qui refusent d'avouer ce qu'on exige d'eux, ne peuvent figurer dans un procès public et sont fusillés le 3 septembre 1937.

Jean-Jacques Marie



Felix Dzerjinski

"Jelezny Felix" (Felix de fer)

(1887 - 1926)

L'autobiographie de Dzerjinski que nous publions ci-dessous est remarquable par ce que son auteur passe sous silence. Lorsqu'il l'écrit, il est devenu un soutien à peu près inconditionnel de Staline et fait de la discipline (et une discipline de fer !) une exigence fondamentale. Aussi efface-t-il ce qui dans son activité contredit cette exigence. Aucun des faits qu'il cite n'est faux, ni même déformé, mais le nombre de faits omis ou oubliés est grand. Nous allons en rétablir quelques-uns.

Une étrange conclusion...

Quel lecteur peut aujourd'hui (et quel lecteur pouvait hier en 1926 ou 1927) comprendre ce que signifient les lignes qui concluent son autobiographie : sa participation à six commissions d'enquête dans le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) dirigé par Rosa Luxemburg et son mari (ancien mari à partir de 1907), Leo Jogisches ! Qu'il conclue son texte par ces lignes qui renvoient à des événements oubliés

depuis longtemps peut paraître étonnant. En réalité elles ont valeur d'avertissement. Dzerjinski renvoie à des commissions disciplinaires dont la dernière (celle de 1912) éclaire la nature. Leo Jogisches, soutenu par Rosa Luxemburg et Felix Dzerjinski, dirigeait le SDKPiL d'une main de fer. Les congrès étaient rares alors que l'exil n'empêchait nullement Lénine d'en réunir (en exil bien sûr) et le comité central était tout puissant.

Ainsi, lorsque Dzerjinski fonde une section du SDKPiL à Cracovie au début de 1903, il définit sa conception du parti en des termes très brutaux : il définit la section du parti comme *“un nouveau type d'organisation où les seuls droits sont ceux de travailler pour appliquer les instructions du comité central, de s'instruire soi-même, de diffuser la littérature du parti, etc.”* (1).

Partisan de Rosa Luxemburg en Pologne et de Lénine en Russie

Dzerjinski fait la connaissance de Lénine en 1906 alors qu'il est l'un des lieutenants de Rosa Luxemburg à laquelle il demeurera attaché pendant de longues années. Il soutient les bolcheviks à l'intérieur du parti russe. Après 1911, lorsque la scission au sein du parti polonais accroît l'animosité de Rosa Luxemburg envers Lénine, Dzerjinski continue à soutenir les bolcheviks dans les affaires russes et à les combattre aux côtés de Rosa Luxemburg dans les affaires polonaises.

En 1912, le comité du SDKPiL de Varsovie sous la houlette de Karl Radek et de Ganecki, s'oppose à la direction du SDKPiL. Avec l'appui de Dzerjinski, Leo Jogisches monte une commission qui exclut Radek sur des accusations infamantes (quoique reposant sur quelques indécidables — d'ailleurs alors grossières — commises par Radek dans sa jeunesse). Leo Jogisches accuse en même temps — avec l'accord de Dzerjinski — Ganecki (futur homme de confiance de Lénine !) d'être un agent de la police tsariste et le fait exclure lui aussi. Radek

exclu du parti polonais l'est peu après, de façon quasi mécanique, du Parti social-démocrate allemand où il anime l'un des courants dits radicaux (c'est-à-dire de gauche) à Brême.

L'adhésion au Parti bolchevique

En mars 1917, libéré de la prison de Moscou par la révolution, Dzerjinski, avec comme bagage vingt ans d'activité révolutionnaire et onze ans de baigne et d'exil, adhère formellement au Parti bolchevique. En août 1917, il est élu par le congrès au comité central. Dans la période qui suit, alors que l'état-major du parti était divisé, il apporta son appui total à Lénine, en fait minoritaire. Au moment décisif, lors du comité central extraordinaire du 16 octobre, il fut parmi ceux qui défendent, contre Kamenev et Zinoviev, la résolution de Lénine sur l'insurrection qui exige le passage immédiat à l'action. Il rédige en même temps, par souci de compromis, une résolution qui restera lettre morte proposant la création d'un bureau politique comprenant ces deux derniers. Il appartient au centre militaire révolutionnaire de cinq membres (Staline, Sverdlov, Boubnov, Ouritski et Dzerjinski), créé le 16 octobre par ce comité central, et qui ne se réunira jamais. Mais, en son nom, il participe alors au comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd. Le 24 octobre, on le charge de surveiller les actes du gouvernement provisoire et ses ordres.

A la tête de la Tcheka

A la fin de décembre 1917, Lénine lui a confié la direction de la Tcheka parce qu'il a confiance en sa fermeté. Il hésite un moment à la lui laisser lorsqu'en juillet 1918 Dzerjinski se laisse arrêter et enfermer un moment par les S-R de gauche révoltés (qui comptent en leurs rangs le vice-président de la Tcheka Alexandrovitch). *“Son choix au poste de la Tcheka, écrit Georges Haupt, ne fut*

(1) Lettre de Dzerjinski à Cezaryna Wojnarska du 13 février 1903. In Jean-François Fayet, *Karl Radek*, Peter Lang, 2004, p. 43.

pas un hasard : ce fut lui qui réclama le "sale travail" autant par masochisme que poussé par la hantise de l'espionnite : il voyait des agents de l'Okhrana partout." Homme d'une extrême tension nerveuse, il semblait, selon Trotsky, se trouver toujours en pleine mobilisation.

Si Dzerjinski conclut son autobiographie en rappelant discrètement son fait d'armes de la commission d'enquête de 1912 dans le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie, il omet de rappeler qu'en janvier-mars 1918 il s'est brutalement opposé à Lénine sur la paix de Brest-Litovsk et a été l'un des plus vigoureux dirigeants du courant gauchiste hostile à la paix dans le Parti bolchevique. Ainsi, le 11 janvier 1918 il déclare au comité central : "*La conclusion de la paix n'est autre chose que la capitulation sur tout notre programme (...). Le camarade Lénine fait de façon masquée ce qu'ont fait en octobre Zinoviev et Kamenev.*" (2). Eux l'avaient fait ouvertement. Lénine est donc pire. Le 18 février, face à l'offensive allemande qui reprend, il fait partie des six qui votent contre la proposition de "*conclure immédiatement la paix*" contre les sept qui votent pour (Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Zinoviev). Le 22 février, il se prononce toujours contre la signature de la paix, mais s'oppose aussi à Boukharine, partisan de la guerre révolutionnaire mais qui refuse d'accepter, en ce cas, l'aide militaire des alliés.

En revanche, lorsque ce jour-là un groupe de membres du gouvernement et du comité central (onze en tout !) décident de démissionner de leurs fonctions pour mieux "*développer dans les cercles du parti une large propagande contre la politique du centre du parti*", Dzerjinski signe avec Ioffé et Krestinski une déclaration maintenant leur hostilité à la signature mais rejetant une telle propagande qui risquerait de déboucher, affirmement-ils, sur une scission inadmissible (3).

A la tête de la Tcheka, une organisation qui ne recrute pas toujours — loin de là — les meilleurs éléments révolutionnaires (qui préfèrent d'autres tâches plus politiques ou militaires) et où se

glissent ici et là des voyous, des bandits et des voleurs, il organise régulièrement son épuration. En février 1919, il constitue à l'intérieur de la Tcheka "un groupe de fer" qui organise des descentes dans des détachements de la Tcheka, les organismes des soviets et du parti suspects de corruption, de prévarication et d'abus divers, et les châtie sévèrement. Plusieurs centaines de tchékistes, accusés de prévarication, vols et autres abus, seront fusillés entre cette date et 1921. Lorsqu'en 1922 la Tcheka devient le Guépéou, il continue à assurer la direction.

Il intervient en urgence au début de 1919, lors de la catastrophe dans la région de Perm sur le front de l'Est qui voit Koltchak et ses armées franchir l'Oural ; en mars 1919, Lénine l'envoie aussi à Toula briser la grève des ouvriers, en majorité mencheviques, de la principale fabrique d'armes de la Russie soviétique qui en manque cruellement. Au cours de l'hiver de 1920 où il doit faire face aux énormes difficultés de transport que créaient les tempêtes de neige.

Des bezprizorniki à l'"union" contre les privilèges...

Son nom devient alors synonyme de terreur ; il est l'épouvantail de la bourgeoisie et de la social-démocratie. Le socialiste autrichien Oskar Blum compare l'écho de son nom à l'esprit de Banco au banquet de Macbeth. Au lendemain de la guerre civile, il consacre pourtant une partie de son activité à la tentative d'accueillir et de réintégrer dans la société — au milieu de la misère ambiante — une partie des "bezprizorniki", ces enfants orphelins qui, au nombre de quatre millions, hantent les rues des villes et des villages, livrés à la faim, à la mendicité ou au petit banditisme.

Hostile aux privilèges dont certains cadres du parti (et de la Tcheka) font vite une consommation grandissante, il y ré-

(2) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Maspéro, 1964, p. 239.

(3) *Ibid.*, pp. 281 et 285.

pond d'une façon pour le moins originale (mais sans doute peu efficace !). Un jour, entre mars 1921 et mars 1922 (le document n'est pas daté), il propose de créer une sorte de chevalerie de l'égalité contre les privilèges intitulée "*union d'aide au parti et aux soviets*" qui affirme : "*Le moment actuel exige seulement des obligations sans aucun droit*" (4). Ce rigorisme moralisateur n'aboutit à rien. Son union ne verra jamais le jour.

Il manifeste son hostilité au droit des nations à l'autodétermination dans la droite ligne des positions de Rosa Luxemburg (similaires à celles de Boukharine), qui jugeait cette revendication dépassée et donc réactionnaire à l'ère de l'impérialisme.

Soutien à Staline

Cette hostilité l'amènera en 1922-1923 à soutenir Staline contre Lénine dans la fameuse affaire géorgienne qui oppose le comité central du PC géorgien à la politique d'intégration de Staline et de Sergo Ordjonokidzé. Dzerjinski, qui dirige la commission d'enquête désignée par le comité central, manœuvre en faveur de Staline et maquille les faits. Sa rigueur morale si souvent vantée ne résiste pas au soutien qu'il apporte à Staline. Lénine se rend compte qu'on cherchait à le duper et riposte ; il rend Staline et Dzerjinski responsables de la politique de russification et les dénonce tous les deux brutalement comme des chauvins dans ses textes sur l'autonomie de la fin décembre 1922. Ce blâme le rapproche davantage encore de Staline, à qui il apportera par la suite son aide dans la lutte contre l'opposition.

En octobre 1923, il dirige la sous-commission du comité central chargée d'un rapport sur la situation politique. La lucidité de ses déclarations en sous-commission concernant la mort de la démocratie à l'intérieur du parti contraste avec le rapport final qui demande une recrudescence de la répression. Trotsky commence sa lettre au comité central du 8 octobre 1923 en évoquant une proposition de Dzerjinski : "*Obliger les membres du parti à informer le Guépéou, le comité central et la commission*

centrale de contrôle de tout regroupement au sein du parti dont ils pourraient avoir connaissance." Trotsky y voit là "*un symptôme extrêmement inquiétant (...) d'une extrême dégradation de la situation à l'intérieur du parti*" (5).

Dzerjinski avait toujours rêvé de responsabilités dans le domaine économique ; Staline, en 1924, réalisa ce désir en le nommant président du Conseil supérieur de l'économie nationale (CSEN), fonction qu'il cumula avec la présidence du Guépéou. A ce poste, il est l'un des artisans de la politique de la NEP. Sympathisant de la droite dirigée par Boukharine, il soutient son alliance avec Staline et, en tant que suppléant au bureau politique où il est élu en 1924 et réélu l'année suivante, il prend une part active à la lutte contre l'opposition de gauche puis contre l'opposition unifiée. Il dénonce le danger de l'émergence d'un Bonaparte en URSS. Mais ce Bonaparte, il le découvre non pas en Staline mais en Trotsky ! Surmené, en avril 1926, au cours d'une réunion du comité central il dénonce violemment l'opposition unifiée et surtout Kamenev et Zinoviev. En plein milieu de son discours, il s'effondre, terrassé par une crise cardiaque que Staline et ses amis tentent d'utiliser contre l'opposition jugée responsable de sa mort soudaine. Radek, alors membre de l'opposition, déclare en apprenant son décès : "*Félix est mort à temps. C'était un schématique. Il n'eût pas hésité à rougir ses mains dans notre sang*" (6).

(4) Voir le texte complet de ce document étonnant dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24 (septembre-octobre 2004), pp. 48-49.

(5) *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54 (décembre 1994), p. 49.

(6) Cité par Georges Haupt, in Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, p. 306.

Felix Dzerjinski

(autobiographie)

(Noms de parti : Astronome, Franek, Jozef et Jacek.)

Je suis né en 1877 dans une famille de petits hobereaux polonais. Je fis mes études au lycée de Vilna. En 1894, élève de terminale, j'entrai au cercle d'études social-démocrate puis, en 1895, au parti social-démocrate de Lituanie. Alors que j'étudiais moi-même le marxisme, je dirigeai des cercles d'études pour apprentis ouvriers et artisans. C'est là qu'en 1895 on me surnomma Jacek. Je quittai le lycée de mon propre gré en 1896, estimant que les actes devaient refléter les convictions, qu'il fallait être plus proche des masses ouvrières et s'éduquer à leur contact. J'étais constamment en guerre avec la direction du lycée, étant d'un naturel fougueux et impulsif.

En 1896 toujours, je demandai aux camarades de m'envoyer dans les masses et de ne pas me limiter au travail des cercles. A cette époque, une lutte opposait l'intelligentsia aux dirigeants ouvriers qui exigeaient que les intellectuels leur enseignent l'orthographe et des connaissances générales mais qu'ils ne fourrent pas leur nez "dans ce qui ne les regarde pas", c'est-à-dire dans les masses. Malgré cela je réussis à devenir agitateur et parvins à pénétrer dans les masses non encore touchées, au cours de soirées dans les cafés où se réunissaient les ouvriers.

Au début de 1897, le parti m'envoya comme agitateur et organisateur à Kovno, ville industrielle, où le Parti social-démocrate n'était pas encore implanté et où l'organisation du Parti socialiste polonais (PPS) venait d'être démantelée. Là, il me fallut pénétrer dans le tréfonds des masses ouvrières et je pus prendre conscience de la plus horrible misère et de l'exploitation, particulièrement de la main-d'œuvre féminine. C'est là aussi que j'appris à organiser pratiquement une grève. Dans la seconde moitié de

cette même année, on m'arrêta dans la rue sur la dénonciation d'un jeune ouvrier séduit par les dix roubles que lui avaient promis les gendarmes. Peu désireux de révéler ma résidence, je déclarai aux gendarmes m'appeler Jebrowski. En 1898, on m'envoya pour trois ans en exil dans le gouvernement de Viatka, d'abord à Nolinsk puis, pour me punir de mon caractère rebelle et d'une querelle avec un policier, et aussi parce que je me mis à travailler dans une fabrique de tabac, on m'expédia cinq cents verstes plus au nord dans le village de Kaigorodsk. En 1899 (en août), je pris la fuite en barque car j'étais rongé de tristesse. Je rentrai à Vilno. J'y trouvai la social-démocratie lituanienne en pourparlers d'unification avec le PPS. Si j'étais un ennemi acharné du nationalisme et considérais comme le pire des crimes le fait qu'en 1898, alors que j'étais en prison, la social-démocratie lituanienne ne se soit pas unie au POSDR (*Parti ouvrier social-démocrate de Russie — NDLR*). C'est ce que j'écrivis de prison au dirigeant de l'époque de la social-démocratie lituanienne, le docteur Domachevitch.

Lorsque j'arrivai à Moscou, les anciens camarades étaient déjà en exil et les étudiants avaient pris la direction du mouvement. On ne me laissa pas prendre contact avec les ouvriers et on se hâta de me faire passer la frontière, me mettant en rapport avec des contrebandiers qui, par la route de Vilkomirsk, me menèrent en carrosse juif à la frontière. Dans ce carrosse, je fis la connaissance d'un garçon qui, pour dix roubles, parvint à m'obtenir un passeport dans une petite ville. J'allai à la gare où je pris un billet pour Varsovie, où j'avais l'adresse d'un bundiste. A l'époque, Varsovie ne possédait pas d'organisation sociale-démocrate. Seuls existaient le PPS et le Bund. Le Parti social-démocrate avait été décimé.

Je pris contact avec les ouvriers et parvins rapidement à rétablir notre organisation, détachant du PPS d'abord des cordonniers puis des groupes entiers de menuisiers, de métallurgistes, d'ouvriers tanneurs et de boulangers. Alors commença une lutte acharnée avec le PPS qui se termina inévitablement par notre victoire bien que nous ne disposions ni de moyens financiers, ni de littérature ni d'une intelligentsia. A ce moment-là, les ouvriers me surnommèrent "Astronome" et "Franek". En février 1900, je fus arrêté lors d'une réunion et enfermé dans le 10^e bâtiment de la citadelle de Varsovie, puis dans la prison de Siedlce. En 1902, je fus déporté pour cinq ans en Sibérie orientale. Sur la route de Viliouinsk, l'été de la même année je m'échappai de Vecholenka en barque en compagnie du socialiste révolutionnaire Sladkopevets. Cette fois, j'émigrâi : des bundistes amis organisèrent mon voyage.

Peu de temps après mon arrivée, en août de la même année, à Berlin se réunifia la conférence du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie, au cours de laquelle fut décidée la publication de *Czerwony Sztandar*. Je m'installai alors à Cracovie pour organiser le travail de liaison et d'entraide du parti au-delà de la frontière. A partir de ce moment-là, on m'appelle "Jozef". Jusqu'en janvier 1905, je me rendis de temps en temps en Pologne russe accomplir un travail clandestin.

En janvier, je m'y installai tout à fait en tant que membre de la direction générale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie. En juillet, je fus arrêté lors d'une réunion dans un faubourg et libéré par l'amnistie d'octobre 1905. En 1906, je fus délégué au congrès d'unification du POSDR à Stockholm. Je rentrai au comité central du POSDR en tant que représentant de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie. D'août à octobre, je travaillai à Pétersbourg. A la fin

de 1906, je fus arrêté à Varsovie et libéré sous caution en juin 1907. Puis, je fus arrêté une nouvelle fois en avril 1908. On me jugea deux fois, pour mes activités présentes et passées et je fus condamné à deux reprises à la déportation, et, fin 1909, on m'expédia en Sibérie, à Tasseevka. J'y passai une semaine et m'enfuis à l'étranger par Varsovie. Je m'installai de nouveau à Cracovie, me rendant de temps en temps en Pologne russe. En 1912, je m'installai à Varsovie. Le 1^{er} septembre, on m'arrêta encore, on me jugea pour mon évasion et on me condamna à trois ans de bague. En 1914, après le début de la guerre, on m'envoya à Orel où je purgeai ma peine. Puis, à Moscou, en 1916, on me jugea pour mon activité politique de 1910-1912 et je fus condamné à six ans de bague supplémentaires.

Je fus libéré par la révolution de février 1917 de la prison centrale de Moscou. Jusqu'en août 1917, je travaillai à Moscou, puis Moscou me délégua, en août, au congrès du POSDR (b) où je fus élu au comité central. Je poursuivis mon activité à Petrograd. Je pris part à la révolution d'Octobre en tant que membre du CMR (*comité militaire révolutionnaire* — *NDLR*). Puis, après la dissolution de ce dernier, on me confia la création de l'organisme de répression de la contre-révolution (Vétchéka, dont je fus nommé président). Puis, je fus nommé commissaire du peuple à l'Intérieur et, de surcroît, en avril 1921, commissaire du peuple aux Transports (c'est à ces titres que je poursuivis mon activité). Jusqu'en 1917, j'avais été un révolutionnaire professionnel dans la clandestinité et j'avais passé en tout onze ans en exil, en déportation, au bague et en prison. J'avais été mêlé à une enquête sur les affaires du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie à Kovno une fois, et à Varsovie cinq fois : en 1897, 1900, 1905, 1906, 1908, 1912.



Abraham Gotz (1882 - 1940)

On ne peut évoquer Abraham Gotz sans évoquer d'abord son frère aîné, Mikhaïl, né seize ans avant lui, en 1866, et qui sera jusqu'à sa mort, en 1906, le principal dirigeant et théoricien des socialistes-révolutionnaires. Les deux hommes naquirent dans la famille d'un des plus riches commerçants juifs de Moscou.

Son frère aîné Mikhaïl

Mikhaïl fit des études au lycée puis à l'Université, à Moscou. A la fin de ses études, il entre en contact avec des survivants de la Narodnaïa Volia qui, le 1^{er} mars 1881, avait abattu le tsar Alexandre II. Il fonde un groupe de jeunes populistes infiltré par le provocateur policier Zoubatov qui les livre en 1886. Arrêté, il est déporté à Iakoutsk, en télégue, soit un trajet de plus de quatre mille kilomètres. Là, au bout de quelques mois, le 22 mars 1889, les déportés reçoivent l'ordre de poursuivre leur trajet jusqu'à Sredne-Kolimsk, trois mille kilomètres plus loin, toujours en télégue. Ils doivent, en plein hiver, sans vêtements chauds, traverser des étendues

presque désertes, parfois dénuées de la moindre route. C'est la mort à peu près certaine. Ils refusent d'obéir. Quatre sont abattus, quatre autres grièvement blessés, dont Mikhaïl Gotz qui reçoit une balle en pleine poitrine. Les survivants sont jugés et tout d'abord condamnés à la pendaison pour révolte. Leur peine, sauf pour trois, accusés de résistance armée, est commuée en travaux forcés. Gotz et un autre jeune dirigeant S-R, Minor, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Une campagne internationale arrache sa grâce dix ans plus tard. Il décide alors de partir à l'étranger. En 1900, il s'installe à Genève où, avec Guerchouni (chef de l'organisation de combat chargée des attentats terroristes contre des dirigeants du régime jusqu'à son arrestation, en 1903, et son remplacement par son adjoint, Yevno Azev, vieil agent de l'Okhrana), il jette les fondements du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), fondé en 1902, dont il devient le principal dirigeant et le principal théoricien.

Il part se faire soigner en Italie où la police l'arrête bientôt sur demande de l'ambassade de Russie. Lorsque les S-R

émigrés l'apprennent, c'est pour eux un coup de tonnerre car, écrit Tchernov, "tous les fils du travail politique du parti se concentraient en Mikhaïl Goltz comme en leur centre naturel (1)". Une campagne internationale dans laquelle s'engagent Jaurès et Clemenceau et les socialistes italiens sous la houlette de Turati le sort vite des griffes de la police italienne.

Le superviseur du travail terroriste

Au comité central du PSR, c'est lui qui est chargé de superviser le groupe de combat terroriste dirigé par Azev. Non seulement il ne devine jamais le rôle provocateur d'Azev, mais ce dernier devient son intime et il le défend bec et ongles contre ceux qui émettent des doutes à son encontre. Ainsi, un jour, il envoie Azev voir une femme membre du groupe Emancipation de Pierre Strouve à Moscou. Celle-ci lui adresse une lettre où elle lui demande : "Pourquoi m'avez-vous envoyé un type répugnant qui sent l'espion à un kilomètre ?" Gotz rit. Comment pourrait-on rouler un homme comme lui ? "Ma recommandation s'appuie sur l'expérience de ma vie" (2) qui manifestement ne suffit pas ! Il se fixe alors à Nice d'où il croit diriger l'activité terroriste du PSR à travers Azev qui, en réalité n'en fait guère qu'à sa tête, surtout après avoir fait assassiner, en juillet 1904, le ministre de l'Intérieur Plehve jugé par tous responsable du pogrome de Kichinev en 1903. Or Azev était juif...

La vague de grèves qui déferlent sur la Russie au lendemain du Dimanche rouge amène Mikhaïl Gotz à écrire dans *La Russie révolutionnaire*, datée du 1^{er} juillet 1905 : "La révolution à venir s'achèvera seulement grâce aux efforts des travailleurs — les ouvriers et les paysans (...). Ils ne restreindront pas le champ de la révolution au seul bénéfice de la bourgeoisie ; ils la transformeront au contraire en une révolution permanente, poussant pas à pas la bourgeoisie hors des positions qu'elle aura occupées, donnant le signal de la révolution européenne où ils trouveront de nouvelles forces."

Les séquelles de la fusillade de 1886 se font de plus en plus sentir et lui interdisent de rentrer en Russie en 1905. Il meurt l'année suivante, à Berlin. Guerchouni dit de lui : "Il était la conscience vivante du parti."

Abraham...

Abraham Gotz, lui, naît en 1882. Il fait des études à l'Institut réal de Moscou, adhère en 1896 à l'Union du nord des socialistes-révolutionnaires qui sera l'une des composantes du Parti socialiste-révolutionnaire fondé en 1902. Il s'exile en 1900, et s'inscrit à la faculté de droit de Berlin. Au printemps 1906, au moment de la mort de son frère Mikhaïl, il entre dans le groupe de combat des S-R, fort d'une trentaine de personnes. Selon Boris Savinkov, l'un des principaux membres de ce groupe de combat, Mikhaïl Gotz était "un socialiste-révolutionnaire orthodoxe qui voyait dans le terrorisme la forme supérieure de la lutte révolutionnaire" (3).

Il est arrêté en 1907 et condamné à huit ans de travaux forcés qu'il effectue à la centrale d'Alexandrovsk. Lorsqu'il en sort, après la déclaration de la guerre, il se fixe à Irkoutsk où il appartient au groupe des partisans sibériens de Zimmerwald qui comprend Irakli Tsereteli, Fiodor Dan, Vladimir Voitinski etc.). Il dirige la revue *Sibir*.

Pour la coalition avec les constitutionnels-démocrates monarchistes (Cadets)

Au lendemain de la révolution de février, il procède lui-même à l'arrestation du général gouverneur de la région, A. Plitz, et fonde un comité des organisations sociales, un comité du PSR et une organisation militaire. Mais il ne traîne pas à Irkoutsk ; il revient à Petrograd dès

(1) Victor Tchernov : *Pered Bouriei*, New York, éd. Tchekhov, 1953, p. 150.

(2) *Ibid.*, p. 154.

(3) Boris Savinkov, *Izbrannoie*, Leningrad, 1990, p. 169.

le 19 mars ; le 29 mars, il est élu membre du présidium de la conférence panrusse des soviets ouvriers et soldats et, le même jour, il est élu au comité exécutif du Soviet de Petrograd. Lors de la crise d'avril qui se conclut par la démission du ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, Milioukov, il insiste pour que les S-R entrent au gouvernement à condition que les mencheviks y entrent eux aussi. Les mencheviks refusent d'abord un instant, mais, le 1^{er} mai, le soviét de Petrograd, à majorité S-R et menchévique, où Gotz dirige la fraction S-R, se prononce pour la participation des socialistes à un gouvernement de coalition. Gotz fait partie de la commission alors formée pour négocier avec le gouvernement du prince Lvov en place. Le dirigeant S-R Victor Tchernov voyait en lui un excellent ministre de l'Intérieur mais, ajoute-t-il, "*Gotz ne voulait entendre parler pour lui d'aucun poste ministériel. Il renvoyait surtout à son origine juive, susceptible de se mettre en travers de son chemin et d'éveiller des passions racistes*" (4).

Tchernov résume dans ses Mémoires la position de Gotz au lendemain de février, position qu'il attribue à toute l'équipe d'Irkoutsk : "*Par la bouche de Gotz s'exprimait fondamentalement tout un groupe, celui des "zimmerwaldiens de Sibérie" (...). Sur eux tous pesait un vieux dogme à mes yeux vieilli et qui stérilisait leur travail. Selon ce dogme la révolution russe était condamnée à être une révolution purement bourgeoise et toute tentative de sortir de ces cadres naturels et inévitables serait une aventure nuisible. Mais si notre révolution est en principe bourgeoise, alors sa "réalisation" retombe sur les épaules de la bourgeoisie. Nous ne pouvons la remplacer ; le maximum de ce que nous pouvons faire c'est de soutenir et de pousser en avant prudemment la bourgeoisie appelée à faire la révolution*" (5).

Le 12 mai, il devient membre du comité de rédaction des *Izvestia*, l'organe des soviets. Il appartient aussi au comité de rédaction du journal du comité de Petrograd du parti S-R, *Delo naroda*. Le 18 mai, le congrès des soviets paysans l'élit à leur comité exécutif.

Au III^e Congrès des S-R, fin mai-début juin 1917, il fait adopter une résolution sur la guerre qui affirme : "*Nous appelons les peuples des pays en guerre à contraindre leurs gouvernements et leurs classes dirigeantes à rejeter les ambitions annexionnistes, à prendre la question de la paix entre leurs mains (...). Nous déclarons que les buts impérialistes de guerre sont étrangers au peuple russe et aux larges masses d'ouvriers et de la paysannerie, et que la démocratie russe n'a jamais désiré et ne désire aucune conquête.*" La résolution exige ensuite que "*le gouvernement provisoire prenne toutes les mesures pour réviser et liquider tous les traités secrets signés par le gouvernement tsariste*"... mais dont Gotz ne demande pas la publication qui sera faite seulement par le Conseil des commissaires du peuple sous l'impulsion de Trotsky, en novembre-décembre 1917. Ils restent donc secrets (6).

Mais le mécontentement croissant des masses ouvrières et paysannes et en particulier des soldats-paysans qui ne veulent plus de la guerre sape le gouvernement de coalition. Le 24 octobre au soir, écrit Orlando Figès, "*même Dan et Gotz, qui comptaient jusque-là parmi les partisans les plus obstinés de la coalition, abandonnèrent Kerenski et appelèrent à la mise en place d'un gouvernement démocratique attaché à la paix et à des réformes radicales*" (7). Ils veulent ainsi retirer le tapis de dessous les pieds des bolcheviks. Mais c'est un peu tard.

L'homme de la contre-insurrection ratée

Orlando Figès évoque, au lendemain du congrès des soviets, "*l'arrestation et le tabassage des dirigeants S-R, Gotz et Zenzinov, par les marins bolcheviks*" (8), mais il ne donne aucune référence permettant de vérifier cette affir-

(4) Victor Tchernov, *op. cit.*, p. 315.

(5) *Ibid.*, p. 324.

(6) *Protokoly 3 ego sjezda PSR*, Petrograd, 1917, p. 477.

(7) Orlando Figès, *La révolution russe*, Folio histoire, 2007, t. 2, pp. 892-893.

(8) *Ibid.*, p. 920.

mation douteuse si l'on en juge par l'activité débridée de Gotz dans les jours qui suivent l'insurrection. Ou alors le tabassage fut des plus modestes ! Dès sa formation, le 25 octobre, Gotz entre en effet dans le comité du salut de la patrie et de la révolution qui tente d'organiser la résistance aux bolcheviks et une contre-insurrection. Le comité central du PSR lui confie l'organisation de la contre-offensive militaire contre les bolcheviks. Le 28 octobre, il participe à la réunion de la commission militaire du comité de salut et du comité central du PSR qui décide d'organiser le lendemain un soulèvement d'élèves officiers contre les bolcheviks. Gotz est l'un des dirigeants de ce soulèvement vite écrasé par les troupes fidèles aux bolcheviks. Ce même jour est adressé à toutes les unités militaires et aux soviets locaux un télégramme signé du S-R Avksentiev, de Gotz et de quelques autres les invitant à obéir aux ordres du commandant en chef de la fantomatique "Armée de salut", d'arrêter les émissaires du Comité militaire révolutionnaire et invitant à une réunion de coordination *"toutes les unités qui reprennent leurs esprits après l'aventure bolchevique"* (9).

Puis Gotz se rend à Gatchina où Kerenski a rassemblé quelques centaines de soldats qu'il croit fidèles. Gotz le rencontre le 31 octobre et signe avec lui, les S-R Avksentiev, Voitinski, Stankevitch et Semionov un télégramme à toutes les unités au nom du comité exécutif des soviets sortant et sorti les invitant à envoyer le maximum de détachements à Louga et à Gatchina pour organiser la contre-offensive. Le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd réagit en ordonnant l'arrestation de Gotz, qui se cache comme il peut, ce qui ne l'empêche pas d'être élu à l'Assemblée constituante au titre de la région de Penza.

Il ne participe pas au IV^e Congrès du PSR (26 novembre-5 décembre 1917), mais le congrès le réélit au comité central du PSR. Il revient à Petrograd. Le 18 décembre, il est arrêté en tant que membre du comité de défense de l'Assemblée constituante formé par les S-R. Le commissaire à la Justice, le S-R de

gauche Steinberg, le fait libérer le lendemain même.

Après la dissolution de l'Assemblée constituante, le 5 janvier, par les bolcheviks et les S-R de gauche qui lui opposent le pouvoir des soviets, Gotz est l'un des dirigeants du travail militaire des S-R. Il entre ainsi au printemps 1918 dans l'état-major de l'Union de la renaissance à Petrograd. Il organise des groupes armés qu'il envoie sur "le front de la Volga" contre l'Armée rouge en formation, mais il ne parvient pas à se rendre sur le territoire contrôlé par le Komoutch. D'après Lydia Konopleva, membre du groupe de combat des S-R, qui rejoint les bolcheviks après son arrestation en 1919, Gotz l'aurait autorisée à tenter d'abattre Lénine au printemps 1918 avant de revenir sur cette décision. Il part dans le sud, à Odessa. Il appartient au bureau du PSR de la Russie du sud où il développe la tactique de la "lutte sur deux fronts" : contre les bolcheviks et contre les blancs.

Lors de la conférence des S-R à Odessa, en février 1919, il affirme que les S-R peuvent appuyer l'intervention étrangère dans la guerre civile mais *"seulement dans le cas où cette intervention se réaliserait en étroite collaboration de la démocratie russe et de la démocratie occidentale"*, coopération que cette dernière est tout à fait prête à engager pour liquider la révolution russe qui menace les intérêts du capital international, démocratique ou pas (10). Il est arrêté en 1920.

"Dans le dos de votre comité central !"

Lors du procès des S-R en juin 1922, Mikhaïl Gotz développe une ligne de défense fondée sur les dissensions au sein de la direction du parti bolchevik en octobre 1917. La guerre civile a, affirme-t-il, dressé les travailleurs les uns contre les autres des deux côtés de la barricade. *"Qui est responsable de la guerre civi-*

(9) *Polititicheskie deiateli Rossii* 1917, Moscou, 1993, p. 87.

(10) *Minouvcheie*, Moscou 1990, t. 2, pp. 43-44.

le ?”, demande-t-il. Il répond, non pas comme on pourrait s’y attendre, “*les bolcheviks*”, mais... le “*comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd*”, contre la volonté du comité central du parti bolchevik ! Et il développe longuement :

“Vous savez que le comité central du Parti communiste était contre la prise du pouvoir, contre le coup de force. Ce coup de force a été perpétré et inspiré par le comité militaire révolutionnaire en association avec les comités de Petrograd et de Moscou dans le dos du comité central.”

Et il apostrophe le procureur, Krylenko, qui ne répond rien : “*Oui, camarade Krylenko, ce coup de force a été réalisé dans le dos de votre comité central, contre la volonté de votre comité central.*” Puis, affirmant que les S-R et leurs alliés ont dû “*défendre les conquêtes de la révolution de février*” contre ce coup de force, il ajoute :

“Le II^e Congrès des soviets a été contraint de sanctionner l’acte accompli, en dehors de lui, au seuil même de sa convocation, car il ne pouvait à ce moment, quand le pouvoir était entre les mains du comité militaire révolutionnaire, annuler le coup de force réalisé.” Gotz ajoute enfin : “*Si la majorité du II^e Congrès ne sympathisait pas avec les méthodes et les voies par lesquels avait été effectué le coup de force d’Octobre, les buts au nom desquels avait prétendu effectuer le coup de force d’Octobre, ces buts trouvaient un vif écho dans le milieu des travailleurs, car (...) ces buts, les slogans qu’avancèrent les bolcheviks pendant les journées d’Octobre, c’étaient les vieux slogans de la révolution de février et qui malheureusement pour cette révolution née dans les conditions tragiques de la guerre internationale, ne purent pas, ne parvinrent pas et ne réussirent pas à être pleinement réalisés”* (11).

Cette déclaration de Gotz appelle quelques commentaires :

Certes la poursuite de la guerre par la Russie a fait peser sur la révolution russe un fardeau insupportable et provoqué la colère des masses et surtout des soldats-paysans. Mais Gotz omet de rappeler

que lui et les autres dirigeants S-R — sauf les futurs S-R de gauche comme Natanson — ont appuyé la poursuite de la guerre et ont participé (sauf Gotz personnellement) au gouvernement de coalition qui l’a menée.

Le gouvernement de coalition auquel participaient les S-R et les mencheviks, et que Gotz soutenait sans réserve, s’opposait de toutes ses forces déclinantes au partage des terres que réclamaient et que réalisaient eux-mêmes les paysans.

Lorsque se produit l’insurrection d’Octobre, la grande majorité des réformes démocratiques ne sont toujours pas promulguées. C’est le gouvernement des commissaires du peuple qui les promulguera.

Enfin, il est vrai que la majorité du comité central du parti bolchevik était hostile à l’insurrection et a tout fait pour l’effacer dans les jours qui ont suivi en menant une propagande acharnée pour un gouvernement socialiste homogène. Mais Gotz, pour des raisons tactiques, efface la pression énorme de Lénine pour contraindre la majorité du comité central à soutenir une insurrection qu’elle rejetait ; c’est cette pression qui a, si l’on peut dire, emporté le morceau ; il met en avant le comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd présidé par Trotsky, qui a effectivement organisé l’insurrection, mais n’a pu le faire que grâce à cette pression formidable de Lénine sur les sommets de son parti. Trotsky n’avait adhéré au parti bolchevik qu’en août 1917, deux mois et demi avant l’insurrection. Le mettre en avant c’est tenter de le dissocier des dirigeants bolcheviks hostiles à l’insurrection (Kamenev, Zinoviev, Noguine, etc.) ou passifs (Staline, Sokolnikov, etc.), et toujours en fonction alors même que Lénine est sur la touche à cause de sa maladie depuis le 25 mai. Gotz veut suggérer : c’est un nouveau venu, voire un intrus, qui a bafoué la volonté du comité central. Ce calcul butte sur une difficulté : tous les dirigeants hostiles à l’insurrection en octobre 1917 affirment désor-

(11) *Soudebny protsess nad sotsialistami-revolioutionnerami (juin-août 1922)*, Moscou Rosspen, 2002, pp. 759-760.

mais avec plus ou moins d'impudence en avoir été de chauds partisans : la perspective de la succession de Lénine oblige à ce pieux mensonge.

Un condamné en sursis

Le tribunal le condamne à mort avec onze autres dirigeants S-R, mais ces condamnations sont suspendues, les condamnés étant considérés comme des otages contre d'éventuels attentats de groupes S-R. En 1924, cette peine de mort est remplacée par une condamnation à cinq ans de prison. Puis il bénéficie d'une amnistie, avec interdiction de vivre à Moscou, Leningrad et autres grandes villes et est envoyé en exil à

Simbirsk, la ville natale de Lénine. Il est employé un moment dans la commission du plan de cette ville. Les socialistes-révolutionnaires, parti purement russe — quoiqu'adhérent à la Deuxième Internationale, à la différence des mencheviks — a disparu à la fin des années 1920 sans laisser d'héritage politique. Malgré cela, Gotz est à nouveau arrêté, en 1937, au cours de la grande vague de répression qui submerge l'URSS. Le 20 juin 1939, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS le condamne à vingt-cinq ans de privation de liberté pour activité antisoviétique et l'envoie au goulag, au Kraslag, où il trouve la mort, le 4 août 1940.

Jean-Jacques Marie



Alexandra Kollontai (1872 - 1952)

Alexandra Kollontai est née en 1872, à Pétersbourg d'une mère finlandaise et d'un père, Domontovitch, colonel russe, d'origine ukrainienne, promu général dix ans plus tard. En 1878, envoyé en Bulgarie après la victoire de la Russie sur l'Empire ottoman, il est nommé directeur de cabinet du vice-roi de Bulgarie

installé par les Russes, puis rappelé après rédigé un projet de Constitution de la Bulgarie jugé trop libéral. Elle passe son enfance et sa jeunesse à Petrograd et en Finlande. Son père la fait instruire à la maison par des cours particuliers ; elle passe son baccalauréat à 16 ans.

L'historien de la littérature Viktor Ostrogorski lui trouve des dons littéraires et

la pousse vers le journalisme. Elle se marie très jeune, en partie par esprit de révolte contre ses parents, affirme-t-elle. Mais, au bout de trois ans, elle se sépare de son mari, l'ingénieur Vladimir Kollontaï.

Une année décisive

Comme beaucoup de jeunes filles et femmes de l'intelligentsia libérale, elle s'engage dans les sociétés de diffusion de la culture et d'instruction qui donnent des leçons aux ouvriers et qui servaient déjà, au milieu des années 1890, de façade à une série d'entreprises clandestines. Elle milite dans le "musée itinérant d'assistance scolaire du matériel didactique", qui noue des liens avec les détenus de la forteresse de Schlüsselburg et organise des soirées de bienfaisance pour récolter de l'argent pour la "Croix-Rouge" politique. *"1896 fut une année décisive dans ma vie, écrit-elle dans son autobiographie. Je passai le printemps de cette année à Narva, dans la fameuse fabrique de Kremgolskaia. La vue de l'asservissement de douze mille tisseurs m'impressionna profondément. A ce moment, précise-t-elle, je n'étais pas encore marxiste et penchais plutôt vers le "populisme" et le terrorisme"* (1).

A ce moment sont publiées l'une après l'autre les deux premières revues marxistes légales, *Natchalo et Novoe Slovo*, dont la lecture éveille son intérêt pour le marxisme comme explication du monde capitaliste. Lorsqu'éclate la grande grève des ouvriers du textile de Petrograd en 1896, à laquelle prirent part 36 000 ouvriers hommes et femmes, elle participe à l'organisation de collectes et de l'aide aux grévistes. Elle découvre ainsi la lutte des classes.

En août 1898, alors qu'en Russie les populistes et les marxistes se livrent une lutte féroce, elle part pour l'étranger étudier les sciences économiques et sociales après avoir écrit sa première étude sur la psychologie de l'éducation, *Bases de l'éducation selon Dobrolioubov*, qui paraît en septembre 1898 dans la revue *Obrazovanie*.

A Zurich, elle entre à l'Université suivre des cours sur la question ouvrière.

C'est alors que, selon elle, elle devient une "marxiste orthodoxe". Son professeur chantait les louanges de Bernstein alors qu'elle s'enthousiasme pour Kautsky et sa revue *Neue Zeit* et pour les articles de Rosa Luxemburg, tout particulièrement sa brochure *Réforme ou Révolution* dans laquelle elle réfutait Bernstein.

En 1899, elle part en Angleterre étudier le mouvement ouvrier anglais et en particulier rencontrer Sydney et Béatrice Webb, qu'elle considère vite comme de vieux réformistes aimables qui parlent une autre langue qu'elle. Puis elle retourne en Russie, à l'automne 1899. En un an, un changement s'était produit. Les tenants du marxisme dit "légal" (Strouve, Tougan-Baranovski), qui rejetaient du marxisme l'analyse du développement du capitalisme mais rejetaient la lutte des classes, sont passés ouvertement du côté de la défense du grand capital. Les étudiants et l'intelligentsia se passionnaient avec autant de force pour le révisionnisme de Bernstein qu'ils l'avaient fait pour Marx. Nietzsche et son "aristocratie de l'esprit" devinrent à la mode.

La découverte du marxisme

Kollontaï écrit dans son autobiographie : *"Je me souviens, comme si c'était hier, d'une soirée organisée dans l'appartement du père de Elena. Stassova (...), au bénéfice de la "Croix-Rouge" politique. Strouve fit une conférence sur Bernstein. Le public était trié, beaucoup de militants clandestins s'y trouvaient et cependant le discours de Strouve fut accueilli avec sympathie et approbation. (...). Je pris la parole (...). Ma défense trop passionnée des "orthodoxes" (gauche) fut généralement désapprouvée et accueillie avec un haussement d'épaules indigné. L'un trouvait que c'était d'une impertinence sans précédent que de prendre la parole contre des autorités aussi reconnues que Strouve et*

(1) G. Haupt et J. J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspéro, 1969, p. 312.

Tougan, un autre, qu'une telle attaque faisait l'affaire de la "réaction", un troisième que nous avons déjà dépassé le stade des "phrases" et que nous devons devenir des politiciens réalistes (2).

Elle écrit des articles contre Bernstein, sur le rôle de la lutte de classe, défendant les "orthodoxes" dans la revue *Naoutchnoe Obozrenie*, mais la censure les juge impubliables en l'état et les coupe.

Elle décide alors de se pencher sur la Finlande, province autonome de l'Empire russe, dont le régime tsariste bafoue de plus en plus l'autonomie, la Constitution, les lois propres, au moment même où se développe dans le pays un prolétariat industriel de plus en plus vigoureux auquel elle décide de s'intéresser.

Nouveau départ

En 1901, elle part pour l'étranger. Elle se lie personnellement avec Kautsky, Rosa Luxemburg, Lafargue, à Paris, et Plekhanov, à Genève. Elle publie dans la revue *Neue Zeit* de Kautsky, un article sous le pseudonyme d'Hélène Maline. Au début de 1903 paraît son livre *Vie des ouvriers finlandais*, enquête économique sur la situation des travailleurs finlandais et l'économie de la Finlande. Cette même année, elle prend pour la première fois la parole dans une réunion publique organisée par des étudiants pour opposer la conception du monde idéaliste à la conception du monde socialiste. L'été 1903, elle repart à l'étranger alors qu'une vague de grèves, partie du sud, déferle sur la Russie. Les esprits se déchaînaient. Deux forces antagonistes s'opposaient de plus en plus : la Russie ouvrière marchant vers la révolution et l'autocratie. Le groupe "Osvobodzenie", avec Strouve à sa tête, occupait une situation intermédiaire. Beaucoup de ses amis rejoignent ce groupe où ils voient la "force réelle". Elle rompt avec eux.

Dans l'émigration socialiste, les discussions se poursuivent désormais non plus entre populistes et marxistes, mais entre mencheviks et bolcheviks. Kollontaï a des amis dans les deux camps entre lesquels elle ne choisit pas. Elle revient

en Russie à la fin de 1903. Le 9 janvier 1905, elle fait partie des manifestants qui se dirigent vers le Palais d'Hiver derrière le pope Gapone. *"La vue du massacre cruel des ouvriers désarmés, écrit-elle, s'imprima pour toujours dans ma mémoire ; un jour de janvier extraordinairement ensoleillé, des visages confiants dans l'attente, le signal fatidique des troupes déployées autour du palais... des mares de sang sur la blancheur de la neige, les fouets de cuir, les cris, des gendarmes, les morts, les blessés... les enfants fusillés."* Elle ajoute : *"Le comité du parti se méfiait de cette manifestation du 9 janvier. Un grand nombre de camarades dans les réunions ouvrières convoquées à cet effet essayèrent de dissuader les ouvriers de participer à cette manifestation qui leur paraissait n'être qu'une provocation et un piège. Quant à moi, je pensais qu'il fallait y aller. Cette manifestation prouvait la détermination de la classe ouvrière, elle s'avérait une école de l'activité révolutionnaire"* (3).

Elle collabore au journal clandestin que les bolcheviks de Petrograd commencent alors à éditer. Elle rédige leur manifeste pour une Assemblée constituante qui rencontre un vif succès. Maintenant pendant toutes ces années un contact étroit avec la Finlande, elle contribue à l'unité d'action des deux partis social-démocrates russe et finlandais contre le tsarisme.

Elle est alors l'une des toutes premières socialistes russes à poser les fondements d'une organisation de femmes ouvrières et organise des meetings spéciaux à leur intention. A partir de 1906, elle défend l'idée d'un bureau spécial ou d'une commission particulière du POSDR pour défendre et représenter les intérêts des ouvrières.

Dix ans de menchevisme

Elle travaille avec les bolcheviks jusqu'en 1906. Elle s'en sépare lorsqu'ils se prononcent pour le boycott des élections à la Douma d'Etat. Elle se rallie alors aux mencheviks et restera dans leurs rangs

(2) *Ibid.*, p 314.

(3) *Ibid.*, pp. 315-316.

jusqu'en 1915. En 1908, inculpée dans deux procès, l'un pour l'organisation des ouvrières du textile, l'autre pour un appel à l'insurrection dans sa brochure *La Finlande et le socialisme*, elle quitte la Russie. Elle vit en émigration de la fin de 1908 jusqu'en mars 1917. Au lendemain de la conférence de Prague de janvier 1912 qui chasse les liquidateurs du POSDR, elle fait partie du bloc d'août constitué par Trotsky et dirigé contre Lénine. Elle efface cet épisode (comme bien d'autres) de son autobiographie.

A l'étranger, elle milite en Allemagne, en France, en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Italie, au Danemark, en Norvège, adhère au Parti socialiste de ces pays.

Dès le début de la guerre, elle est arrêtée en Allemagne où elle se trouve alors et puis expulsée en Suède où on l'arrête pour propagande antimilitariste. En 1915, elle se range du côté des partisans de Zimmerwald et plus précisément du côté des bolcheviks contre les sociaux-patriotes. De cette date à 1917, elle est l'une des rares fidèles de Lénine qui correspond alors souvent avec elle. Elle voyage et milite en Norvège et en Suède, puis aux États-Unis à l'invitation du groupe allemand du Parti socialiste américain.

Après février 1917

Rentrée à Petrograd en mars 1917, elle s'oppose à la ligne de soutien critique au gouvernement provisoire adoptée par la majorité (Staline-Kamenev). Et lorsque, le 4 avril, Lénine prononce son discours historique devant la conférence des bolcheviks médusés, seule Kollontai prend la parole pour le soutenir. Alors court dans Petrograd une tchastouchka qui dit : *"Quoi que Lénine pépie, Kollontai toujours le copie."*

Elle est la première femme élue au comité exécutif du soviét de Petrograd puis au comité exécutif panrusse. Elle est arrêtée avec d'autres leaders bolcheviks par le gouvernement de Kerenski en juillet 1917 et libérée, après l'échec du putsch de Kornilov en septembre, à la requête du soviét de Petrograd. Entre-temps, le VI^e Congrès du Parti bolchevik (en août 1917) l'élit en son absence au comité central. Son presti-

ge est alors si grand que, le 5 octobre 1917, le comité central l'élit à la commission du programme chargée de mettre à jour un programme que Lénine jugeait vieilli. Elle figure en tête de la liste (en troisième position) des candidats bolcheviks à l'Assemblée constituante.

Elle est commissaire du peuple à l'Assistance publique dans le premier cabinet du gouvernement bolchevik et promulgue des décrets pour la protection et la sécurité de la maternité et de l'enfance.

Kollontai vue par Sadoul

Le capitaine Jacques Sadoul, de la mission militaire française, qui la rencontre alors chez elle en fait une description significative de l'effet qu'elle produit : *"Le ministre de la Santé publique est vêtu d'une élégante gaine de velours sombre, drapée à l'antique qui moule agréablement les formes harmonieuses d'un corps long et souple, visiblement libre de toutes entraves. Visage régulier, traits fins, cheveux légers et flous, yeux bleus profonds et doux... Kollontai est une fort jolie femme de 40 ans à peine. Penser d'un ministre qu'elle est jolie c'est étrange et je note cette sensation que jamais encore aucune audience ministérielle ne m'avait fait éprouver (...). Intelligente, cultivée, très éloquente, accoutumée aux succès grisants de la tribune populaire, la Vierge rouge, d'ailleurs mère de famille, reste très simple, très femme du monde peut-être"* (4).

"Vierge rouge" est une appellation assez contestable ! Ses nombreuses aventures amoureuses (avec Chliapnikov, le marin de la Baltique, Dybenko, Marcel Body, etc.) feront quelque tapage et auront parfois des conséquences politiques.

De Brest-Litovsk à l'opposition ouvrière

Poussée plus par le sentiment que par l'analyse, elle se rallie aux "communistes de gauche" en janvier-mars 1918

(4) Jacques Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, Fr Maspéro, 1971, p. 95.

lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk et déclare au VII^e Congrès du Parti bolchevik : “*Si notre République soviétique doit périr, d’autres porteront l’étendard en avant.*” Ce romantisme exacerbé lui coûta sa place au comité central quelle ne retrouvera jamais. Elle efface encore cet épisode de son autobiographie décidément très sélective.

Spécialiste de la sexualité, parangon de “l’amour libre” (ce qu’elle passe encore sous silence dans son autobiographie) et de l’émancipation de la femme, elle est nommée, en 1920, responsable du secteur féminin du Parti bolchevik.

Elle garde encore un certain prestige, et lorsqu’elle se joint à l’opposition ouvrière en 1920, elle apporte à ce groupe de syndicalistes (Chliapnikov, Kisselev, Medvedev) le poids d’un nom et un certain talent de plume. Elle rédige une brochure, l’opposition ouvrière, au début de 1921, qui ne connaîtra qu’une diffusion fort limitée.

Elle y écrit : “*Le point cardinal de la controverse entre les dirigeants du parti et l’opposition ouvrière est le suivant : à qui le parti confiera-t-il l’édification de l’économie communiste ? Au Conseil supérieur de l’économie nationale avec tous ses départements bureaucratiques, ou aux syndicats industriels ?*” Et, esquissant une analyse générale des dangers de dégénérescence qui guettent le parti, elle affirme brutalement : “*Pour chasser la bureaucratie qui s’abrite dans les institutions soviétiques, il faut d’abord se débarrasser de la bureaucratie dans le parti lui-même*” (5). Elle va pourtant bientôt s’y rallier.

Boukharine découvre alors en elle des traces de “*bestialité catholique, dégoutante dans sa sentimentalité*”. Elle fait partie des “vingt-deux” protestataires de l’opposition ouvrière qui font appel à l’Internationale communiste, en mars 1922, des mesures discriminatoires dont ils s’estiment victimes ; l’Internationale rejette l’appel.

Le comité central cherche à la faire exclure au XI^e Congrès, en mars 1922. Mais sans succès. Dans son autobiographie, elle efface encore totalement cet aspect de son activité en 1920-1921.

Le ralliement à Staline : l’opposante devient bureaucrate

Staline essaie avec elle un “truc” qu’il répétera abondamment : pour la détacher de l’opposition, avec laquelle elle rompt effectivement, il l’envoie comme diplomate à l’étranger. Le procédé éloignera nombre d’opposants mais en corrompra peu. Elle fait partie de cette petite cohorte. Dès lors, elle fait carrière dans la diplomatie : de 1923 à 1925 elle dirige la légation soviétique en Norvège, où elle se distingue, entre autres, par le nombre de robes qu’elle fait acheter par la mission diplomatique soviétique de 1925 à 1927 à Mexico, de 1927 à 1930 en Norvège à nouveau, de 1930 à 1945 en Suède. En 1927, elle écrit un roman, *Un grand amour*, où d’aucuns ont voulu voir une affabulation des relations qui ont uni Lénine et Inessa Armand, et une arme de Staline pour humilier Kroupskaïa, liée à l’opposition jusqu’en 1926. En 1930, Staline exige d’elle un acte public d’allégeance. Elle s’exécute : elle publie deux articles dans la *Pravda* (aussitôt reproduits dans l’*Humanité*, faisant l’éloge de Staline, dont en même temps dans son journal intime elle se demande s’il ne souffre pas de paranoïa. Elle n’est plus qu’un fonctionnaire de l’appareil stalinien. En 1935, c’est elle qui transmet au gouvernement suédois, prêt à accorder un visa à Trotsky, un ultimatum de Staline pour l’en empêcher. Elle obtient satisfaction.

En 1945, elle est mise à la retraite et se voit attribuer le titre honorifique mais qu’elle semble prendre au sérieux de conseiller au commissariat (bientôt ministère) aux Affaires étrangères. Elle entreprend alors de corriger le manuscrit de ses Mémoires afin d’attribuer à Staline un rôle qu’il n’avait jamais tenu (par exemple dans la direction du Kominintern !) Elle tente en vain de se faire attribuer le prix Nobel de la paix en 1946. Elle envoie régulièrement des lettres obsequieuses à Staline qui ne lui répond ja-

(5) Jean-Jacques Marie, *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, Seuil, 1967, pp. 271-272.

mais et des lettres de félicitations à l'ancien procureur des procès de Moscou, André Vychinski qui représente l'URSS à l'Onu. Devenue depuis près de trente ans une simple bureaucrate parmi d'autres, elle meurt d'une crise cardiaque le 9 mars 1952 à Moscou.

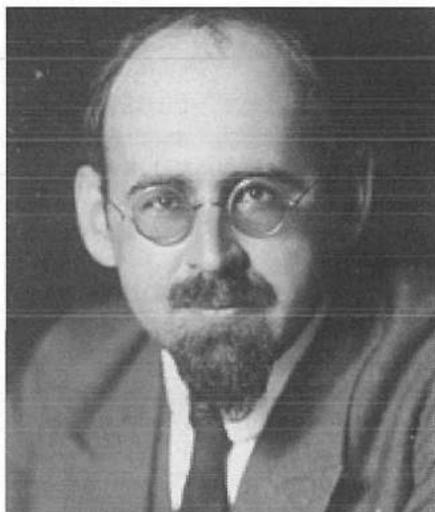
Morte à temps ?

Elle fut le seul dirigeant d'une opposition que Staline ne fit pas mettre à mort. Mais peut-être y échappa-t-elle de peu. Lorsque Staline lança un an plus tard le "complot des blouses blanches", le nom de Kollontai s'y trouva mêlé. L'ancien ambassadeur soviétique à Londres, Maïski, arrêté le 19 février 1953, déclare : "Alexandra Kollontai

était une agente des services de renseignements anglais. Lorsque j'ai été rappelé de Londres, Churchill m'a proposé de transmettre à Londres par l'intermédiaire d'Alexandra Kollontai mes renseignements d'espionnage (...) sur l'état d'esprit des savants soviétiques" (6). Maïski n'a évidemment pas inventé cela tout seul. Ses enquêteurs le lui ont dicté. Pourquoi puisqu'elle était morte ? Sans doute pour démontrer que quiconque avait un jour été un opposant ne pouvait être qu'un espion. Encore un apport historique du stalinisme.

Jean-Jacques Marie

(6) Arkadi Vaksberg, *Literatournaia Gazeta*, 4 mars 1992.



Nikolai Krestinski (1883-1938)

L'éphémère secrétaire du comité central (autobiographie)

Je suis né le 13 octobre 1883, à Moghilev, sur le Dniepr. Mon père et ma mère étaient des Ukrainiens, originaires de la province de Tchernigov. Pendant ses études au lycée, mon père avait subi l'influence des nihilistes, alors très développée dans les cercles de

l'intelligentsia. Ma mère, dans sa jeunesse, avait été proche des populistes. Mais les soucis familiaux les avaient bientôt éloignés l'un et l'autre des problèmes sociaux ; mon père était devenu fonctionnaire, professeur de lycée, et ma mère une petite bourgeoise intellectuelle.

C'est ainsi que ma famille n'éveilla pas en moi de sentiment révolutionnaire, bien qu'elle m'ait inculqué le besoin de ne pas me conduire selon des seuls intérêts personnels. Je fis mes études au lycée de Vilno, jusqu'en 1901, puis j'entrai à la faculté de droit de Pétersbourg, dont je sortis en 1907 ; je fus dès lors assistant d'un avocat, puis avocat moi-même jusqu'en 1917.

Je pris connaissance du mouvement et de la littérature révolutionnaires dès mes dernières années de lycée ; sous l'influence de quelques-uns de mes camarades de classe, qui connaissaient personnellement des militants des mouvements ouvriers polonais et russe. Sous ce rapport, c'est mon professeur de gymnastique, l'officier I. Klopov, un social-démocrate, qui exerça sur moi la plus grande influence.

Les débuts de l'activité révolutionnaire

A la fin de 1901, je commence à prendre une part active au mouvement révolutionnaire chez les étudiants et les militaires. Je deviens social-démocrate en 1903, et entre dans l'organisation du parti de Vilno, très vigoureuse à cette époque, et qui ne connaissait pas encore de scission entre les bolcheviks et les mencheviks. Vers 1905, après avoir lu des œuvres bolcheviques de l'étranger, mes sympathies se fixent sur la fraction bolchevique. De 1903 à 1906 inclus, je milite dans les organisations du nord-ouest, de Vilno, de Vitebsk, et de Kovno en effectuant des visites de courte durée à Pétersbourg. A partir de 1907, je milite à Pétersbourg dans le quartier Vassilevski Ostrov, puis je passe dans le mouvement syndical, milite dans les fractions de la Douma, et dans la presse bolchevique. Je suis nommé candidat des bolcheviks aux élections à la IV^e Douma d'Etat.

Arrestations en chaîne

Je suis arrêté une première fois à Vilno à l'automne 1904, et mis en liberté jusqu'au jugement ; deuxième arrestation à Pétersbourg en février 1905 au

moment des élections à la commission Chidlovski, mise en liberté provisoire, et expulsion de la capitale ; puis deux arrestations à caractère administratif à Vilno à l'été et à l'automne 1905, et mise en liberté grâce à la grève d'octobre 1905 qui me permet d'obtenir l'amnistie et la levée des poursuites judiciaires. Je suis de nouveau arrêté à Vitebsk en janvier 1906, et libéré en avril avec expulsion de la province de Vitebsk ; nouveaux arrêts administratifs à Vilno en août et en octobre 1906, à la suite desquels je pars pour Pétersbourg.

Je suis pris dans une souricière et arrêté le jour de la dissolution de la II^e Douma d'Etat, puis libéré après une perquisition dans mon appartement. En 1912 je suis inculpé d'après l'article 102 pour appartenance au parti, pour liaison avec la *Pravda* et avec le mouvement pour les assurances sociales, et pour avoir participé à la campagne électorale. En 1914, après la déclaration de guerre, je suis arrêté encore une fois, et déporté par mesure administrative en Oural, d'abord à Ekaterinbourg, puis à Koungour.

Pendant la première année de la révolution, je reste en Oural, où je préside les comités du POSDR (b) régionaux d'Ekaterinbourg et de l'Oural ; au VI^e Congrès du parti de juillet 1917, bien qu'absent du congrès, je suis élu au comité central, où je resterai jusqu'au X^e Congrès du parti de mars 1921. De décembre 1919 à mars 1921, je suis secrétaire du comité central du PCR (b).

En Oural, je ne pris directement qu'une petite part à l'œuvre des soviets. J'étais seulement membre de la commission exécutive du soviet d'Ekaterinbourg et assistais à tous les congrès régionaux et locaux ; je présidai en particulier le dernier congrès d'Ekaterinbourg avant Octobre, où les bolcheviks eurent la majorité. Je présidai aussi le comité révolutionnaire d'Ekaterinbourg, organisation provisoire à laquelle la minorité S-R participait, avant que le pouvoir ne soit passé tout entier aux mains du soviet bolchevik. Je fus élu à l'Assemblée constituante par la province de Perm.

A Pétersbourg, j'entrai au collège du commissariat du peuple aux Finances en qualité de vice-commissaire principal de la Banque populaire. Quand le gouvernement partit pour Moscou, je restai à Pétersbourg, où je pris en outre les fonctions de commissaire à la justice de la commune ouvrière de Pétersbourg, et de l'Union des communes de la région du nord. Nommé en août 1918 commissaire aux finances, j'occupai ce poste en fait jusqu'en octobre 1921, et nominalement

jusqu'à la fin de 1922. A partir d'octobre 1921, je suis représentant plénipotentiaire en Allemagne du gouvernement soviétique. J'ai pris part à tous les congrès du parti depuis le VII^e, et à ceux des soviets à partir du III^e. En outre, j'ai été délégué du soviet d'Ekaterinbourg à la I^{re} Conférence panrusse des soviets de mars 1917, et à la Convention démocratique. Depuis les deuxièmes élections au CEC, je suis membre de cet organisme.

* *
*

A l'aile gauche du Parti bolchevique

Krestinski se situe d'emblée à la gauche du Parti bolchevique. Lors de la conférence du parti de mars 1917 (avant, donc, l'arrivée de Lénine), il critique la ligne de soutien au gouvernement provisoire de la majorité Kamenev et Staline. Au VI^e Congrès du parti, en août 1917, il est élu au comité central, mais collabore au journal menchevique de gauche de Gorki, *Novaïa Jizn*.

Dirigeant du comité de l'Oural, il se range, comme tous ses camarades de l'Oural, dans le camp des communistes de gauche hostiles à la paix de Brest-Litovsk. Au comité central du 18 février, il est l'un des cinq (avec Ioffé, Lomov-Opokov, Boukharine et Dzerjinski) à voter contre la proposition à soumettre au gouvernement allemand de "*conclure immédiatement la paix*" (1), votée par sept voix pour (Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Trotsky, Zinoviev). Le 22 février, onze dirigeants communistes de gauche démissionnent du gouvernement et-ou du comité central. Krestinski signe alors avec Ioffé et Dzerjinski une déclaration affirmant : "*Nonobstant notre conviction que la décision prise par la majorité du comité central sur la question d'une proposition de paix immédiate est erronée, nous ne pouvons pas nous joindre à la déclara-*

tion [des onze démissionnaires] étant donné que selon nous une large propagande dans les cercles du parti et contre la politique de la majorité du comité central risquerait à l'heure actuelle de mener à une scission que nous jugeons inadmissible" (2). Lénine appréciera ce sens des responsabilités.

Le 23 février, lors du vote sur l'acceptation des très lourdes propositions allemandes, Krestinski, finalement, s'abstient, comme Dzerjinski et Ioffé, les cosignataires de la déclaration précédente et permettent ainsi l'adoption de la proposition présentée par Lénine. C'est une seconde manifestation de son sens des responsabilités. Réélu au comité central en 1918, il est nommé commissaire du peuple aux Finances (août 1918-octobre 1921) car, comme Piatakov, c'est un technicien compétent.

Écarté du secrétariat du comité central

En mars 1919, il se trouve placé au centre de l'appareil : il est élu au nombre des cinq membres du premier véritable

(1) *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, Maspéro, 1964, p. 278.

(2) *Ibid.*, p. 285.

bureau politique, puis seul secrétaire du comité central (Serebriakov et Preobrajenski lui seront adjoints en 1920 comme secrétaires du comité central), et membre du bureau d'organisation chargé de la répartition des cadres. Il est alors le seul membre de la direction qui soit alors membre des trois organismes décisifs du parti bolchevique : le bureau politique, le secrétariat du comité central et le bureau d'organisation.

En 1921, comme Serebriakov et Preobrajenski, il signe la plate-forme syndicale de Trotsky qui propose de charger les syndicats de l'organisation de la production sous le contrôle et l'impulsion du Parti bolchevique. Or Lénine, reprenant une idée de Zinoviev, fait décider que les votes au X^e Congrès se feront pour la première et dernière fois sur la base des textes soumis au congrès sur la question syndicale. Cette manœuvre peu loyale écarte du comité central les trois secrétaires sortants qui n'avaient pas géré le secrétariat du comité central de façon bureaucratique et s'étaient montrés favorables à la discussion libre. Ils sont remplacés par les agents obtus de Staline, Molotov et Mikhaïlov, avant de l'être directement par Staline lui-même. La manœuvre de Zinoviev et de Lénine ouvre ainsi la voie à Staline et à sa clique... que Lénine dénoncera un an et demi plus tard.

Ralliement à Staline

Commence alors sa carrière diplomatique : en octobre 1921, il est nommé plénipotentiaire soviétique à Berlin. Krestinski sympathise avec l'opposition de gauche puis avec l'opposition unifiée, sans s'engager à fond dans leurs activités.

A la fin de 1926, il écrit à Trotsky pour lui propose de se rallier à Staline — ce qu'il va bientôt faire lui-même. Trotsky l'envoie promener. Après le XV^e Congrès (décembre 1927), il se désolidarise publiquement de l'opposition dès le début de 1928. Il est alors nommé vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, poste auquel il est remplacé par l'ancien menchevik Potemkine en 1935.

Une faille dans le troisième procès de Moscou

Il est exclu du parti en 1937 et figure sur le banc des accusés du troisième procès de Moscou (mars 1938). Il y provoque un instant de désarroi lorsque, le 2 mars 1938, il déclare à Vychinski : *“Je ne me reconnais pas coupable. Je ne suis pas trotskiste. Je n'ai jamais fait partie du “bloc des droitiers et des trotskistes” dont j'ignorais l'existence. Je n'ai pas non plus commis un seul des crimes qui me sont imputés, à moi personnellement ; notamment je ne me reconnais pas coupable d'avoir entretenu des relations avec le service d'espionnage allemand”* (3).

Trotsky, informé de cette rétractation de Krestinski, s'interroge aussitôt dans un article du quotidien mexicain *Excelsior* qui titre son article *“Trotsky prédit que Krestinski se déclarera coupable afin de sauver sa famille”* : *“Que signifie cette attitude ? Il est bien possible que ce réveil de la dignité et du courage entraîne d'autres sur la même voie. Ce serait le plus lamentable fiasco de tout l'échafaudage judiciaire. Ce serait la fin politique de Staline. C'est pourquoi il faut être prudent dans les pronostics. Pendant la nuit, Krestinski, comme tous les autres accusés, doit retourner dans sa cellule. Dans ce laps de temps le Guépéou est maître de la situation. Que dira Krestinski demain si on l'a prévenu pendant la nuit que sa femme et sa fille peuvent être les premières victimes de son audace ? Attendons donc le développement ultérieur de son procès”* (4).

On ne saurait être plus perspicace. On ne peut savoir si le Guépéou a précisément menacé Krestinski de liquider sa femme et sa fille — de toute façon, condamnés au camp en temps que *“membres de la famille d'un ennemi du peuple”*, catégorie inventée par Staline —, mais le lendemain, Krestinski, sans

(3) Pierre Broué, *Les procès de Moscou*, Juliard, 1964, p. 22.

(4) Léon Trotsky, *Œuvres*, EDI, tome 16, p. 222.

doute sauvagement travaillé par le NKVD pendant la nuit, revient sur cette résistance fugace dans l'après-midi du 3 mars et répond à Vychinski qui qualifie sa déclaration de la veille de "provocation trotskyste":

"Hier, sous l'empire d'un sentiment fugitif et aigu de fausse honte, dû à cette ambiance et au fait que je me trouve sur le banc des accusés, de même qu'à l'impression pénible que m'a laissée la lecture de l'acte d'accusation, le tout

aggravé par mon état maladif, je n'ai pu dire la vérité, dire que j'étais coupable. Et au lieu de dire : oui, je suis coupable, j'ai répondu presque machinalement : non, je ne suis pas coupable" (5).

Tout est rentré dans l'ordre.

Krestinski est condamné à mort et fusillé.

Marc Teulin

(5) Pierre Broué, *op. cit.*, p. 29.



Nikolaï Ossinski (Valerian Obolenski)

(1887-1938)

(autobiographie)

Je suis né le 25 mars (6 avril) 1887 dans le village de Byki, district de Lgov, gouvernement de Kursk. Mon père, directeur du haras Malioutine, était le fils d'un petit propriétaire terrien du gouvernement d'Orlov, qui, à sa mort, avait laissé ses enfants sans moyens de subsistance. Il n'avait pas le titre de prince que l'on m'a souvent attribué sans raison et il avait débuté dans la vie en prenant des risques. Il avait donné des leçons quand il était encore lycéen

mais, bien souvent, il ne mangeait pas à sa faim. Tout comme ses frères, mon père s'était tout de même frayé un chemin dans la vie, avait achevé ses études à l'école vétérinaire et obtenu un travail dans sa spécialité. Il était devenu par la suite un spécialiste reconnu dans sa partie (la médecine vétérinaire et l'élevage des chevaux), et il avait en outre publié plusieurs ouvrages spécialisés. Ses frères deviendront médecin, instituteur, etc. et l'aîné (L. E. Obolenski) sera relativement cé-

lèbre en son temps comme écrivain populiste, fondateur de la revue *Rousskoïé Bogatstvo* (La Richesse russe) ; il sera impliqué dans le procès Karakozov (1).

Ma mère était la fille d'un ingénieur militaire, Petritchenco, lui-même fils d'un colon militaire de Tchougouev. Mon grand-père avait fréquenté l'école des enfants de troupe et, grâce à ses capacités remarquables et sa grande force de caractère, il s'était arraché à sa "simple condition" pour devenir ingénieur militaire, ce qui dans l'ancien régime n'était pas si facile.

Mon père était un homme de convictions radicales et de grande culture. Même à l'époque où il avait encore de faibles revenus, il avait le plus grand souci de donner à ses enfants la meilleure instruction possible, en louant les services d'institutrices pour nous enseigner les langues étrangères. Je parle allemand et français depuis mon enfance. Il encourageait ses enfants à lire Belinski et Dobrolioubov (2) et bien sûr les classiques. Je suivais toujours ses conseils de lecture. Aux élections à la Douma, il votait pour les listes les plus à gauche et, d'ailleurs, il donna sa voix à la liste des bolcheviks (celle de I. Skvortsov) quand ils se présentèrent à Moscou.

J'ai fait mes études à Moscou au lycée n° 7, où je suis entré en 1897. Dès la classe de sixième, j'ai fait partie d'un cercle qui s'occupait surtout de la lecture des classiques et des ouvrages de critique littéraire, mais qui publiait également une revue. Cette revue fut pour moi, et pour mon camarade de classe V. L. Smirnov (qui est aujourd'hui à la direction du Gosplan), une excellente école d'écriture. Quand je fus en première, elle se transforma même en journal quotidien, imprimé par hectographie. Cette activité nous permettait également de côtoyer des étudiants radicaux, qui étaient des camarades de mon cousin V. N. Obolenski, aujourd'hui professeur de météorologie. Je me souviens très bien de la fois où mon cousin a été fouillé et arrêté, lors des troubles estudiantins (en 1902, je crois), et où il a été expulsé avec tous ses camarades. J'ai rencontré des étudiants du même acabit (mais avec une teinture carrément social-démocrate) dans la maison d'un camarade

de classe et membre de notre cercle, D. Lebedev (Kerjenstsev).

Notre cercle évoluait vers le marxisme plutôt lentement, mais il était presque dès le début d'orientation radicale et matérialiste. Vers 14 ans, j'ai écrit mon premier article sur la religion et l'éthique, où je proposais une base utilitaire de l'éthique qui, comme je le constatai avec grand plaisir un an plus tard, coïncidait avec les thèses de Spencer dans *Principes d'éthique*. En 1903 ou 1904, nous eûmes connaissance du *Point de vue moniste* de Beltov et du *Manifeste du Parti communiste*, mais cela ne provoqua pas de bouleversement direct ou indirect sur nos opinions.

Vers l'hiver 1904-1905, les intérêts politiques commencèrent à primer dans notre vie intellectuelle. A cette époque-là, nous avions déjà des relations avec d'autres cercles lycéens de Moscou, nous fréquentions les réunions de discussion des lycéens dans l'hôtel particulier Morozova, nous lisions la littérature illégale, etc. Nous avions déjà donné une orientation politique à nos activités au lycée : nous avions commencé à éditer notre quotidien, nous organisions au lycée (où régnait un régime libéral) des exposés et des discussions sur des thèmes touchant à la politique et en même temps nous avions décidé de nous déterminer définitivement sur le plan politique.

Pour cela, et c'est très caractéristique de l'orientation *théorique* de notre développement spirituel, nous avons décidé de potasser ensemble, sous la direction de P. M. Lebedev, l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie. Il m'incomba de faire un exposé sur les décembristes. Je passai alors trois mois dans la bibliothèque Roumiantsev, en lisant tout ce que je pus trouver sur la question (je garde encore une très bonne connaissance de cet épisode de notre mouvement révolutionnaire) et je présentai mon exposé. J'avais toujours eu une forte réticence pour tout ce qui est "à la mode" dans l'intelligentsia et qui est de l'ordre de la "contagion psy-

(1) Karakozov : étudiant qui tenta en vain d'abattre le tsar Alexandre II et fut pendu.

(2) Ecrivains démocrates révolutionnaires du milieu du XIX^e siècle.

chique". Le marxisme, qui avait gagné spontanément l'intelligentsia, m'apparaissait alors comme un courant "à la mode" (pour celle-ci et pour une partie de mes camarades, il n'était effectivement qu'une mode). Je fis donc tout mon possible pour ne pas donner une explication marxiste au mouvement décembriste, ce qui entra en contradiction avec les faits que j'avais développés. Mon explication s'embourba dans une ornière libérale vide de sens. Lebedev-Kerjenski n'eut pas trop de mal à me tailler en pièces, avec la compassion évidente de mes camarades. En réfléchissant honnêtement aux raisons de ma "défaite", je compris que j'avais fait fausse route : visiblement, le vieux Marx avait parfaitement raison. La révolution de 1905 en donna bien des preuves et encore plus éclatantes.

À l'automne 1905, en entrant à l'université, j'adhérai déjà comme la plupart de mes camarades de classe au club des étudiants social-démocrates et, sous la direction de V. I. Iakhontov, je commençai à travailler dans un cercle de plus haut niveau, en participant en même temps aux rassemblements, aux manifestations, etc. En décembre 1905, au moment de l'insurrection, toujours en compagnie de mes camarades de classe, je me fis reporter volant pour les *Izvestia* du conseil des députés ouvriers de Moscou.

À la fin de l'insurrection, je me rendis pour un an en Allemagne, à Munich et Berlin, où j'étudiai l'économie politique et me plongeai dans la lecture intensive de Plekhanov et de Lénine. En automne 1906, je rentrai en Russie et j'entrepris aussitôt avec mes amis de perfectionner ma formation politique. Nous lûmes ensemble le premier tome du *Capital*, la *Critique de l'économie politique*, la *Misère de la philosophie* et beaucoup d'autres livres, dont plusieurs ouvrages de critique du marxisme publiés dans le camp de la bourgeoisie et des anarchistes. En automne 1901, nous considérant comme totalement prêts à être des membres conscients du parti (c'est ainsi que nous abordâmes la question) et nous faisant une idée assez claire de notre orientation, nous adhérâmes avec notre groupe de six personnes au Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) du district de Zamosk-

vovetchie. Parmi les six, quatre sont toujours membres du parti (l'auteur de ces lignes, V. M. Smirnov, D. P. Bogolepov et V. M. Firsov).

L'hiver 1907-1908 fut le dernier après 1905 où il existait encore à Moscou une organisation de masse illégale, qui menait un énorme travail d'agitation et de propagande. Notre district compta un certain temps jusqu'à vingt-cinq cercles de propagande. Nous distribuions des tracts, y compris dans certaines usines (les organisations des usines aimaient bien sortir leurs *propres* tracts, et je me rappelle que l'énergique Blokhine m'avait obligé à en écrire pour l'usine Gustav List, où il y avait plus d'une centaine de membres organisés du parti) et nous organisions des réunions, des rassemblements, etc.

Dès l'hiver suivant, tout cela changea avec l'offensive de la réaction. Je dois dire que je n'eus plus à travailler à plein rendement cet hiver-là. En été 1908, je tombai gravement malade de la typhoïde et, pendant dix-huit mois, je restai très affaibli, mes yeux ne voyaient presque plus, et c'est seulement au printemps 1909 que je pus recommencer à diriger un cercle de haut niveau aux cours du soir de la Pretchistenka (parmi mes meilleurs élèves de l'hiver précédent, il y avait Andreev, Blokhine, Anfirov, Poli, etc.). Là, je me confrontai pour la première fois avec Boukharine, qui était venu contrôler la gestion du cercle à la demande du comité de Moscou. Je poursuivis mon travail l'hiver suivant avec ce cercle, alors que l'organisation de Moscou s'affaiblissait de plus en plus sous les coups de l'Okhrana. Je fis plus ample connaissance avec Boukharine, et nous organisâmes ensemble le premier grand rassemblement étudiant (depuis des années de déclin) : un mouvement de protestation contre le discours de Pourichkevitch à la Douma.

À l'automne 1910, nos relations avec Boukharine, libéré sous caution de prison, se renforcèrent. Nous entreprîmes de renforcer le mouvement étudiant pour les funérailles de Léon Tolstoï. À ce moment-là est apparu à Moscou le groupe dirigé par Varvara et Nikolaï Iakovlev, qui s'efforçait de rétablir l'organisation illégale de Moscou. Nous n'avions pas eu le temps avec D. P. Bogolepov d'entrer en contact

avec ce groupe et de lui fournir un appartement (l'appartement de Bogolepov) qu'il fut arrêté, semble-t-il, à sa première réunion. Boukharine fut également arrêté. Moi, j'en réchappai jusqu'au plus fort du mouvement étudiant, jusqu'au début de la grève et des arrestations. Je tentais d'y échapper en me rendant pour un moment à Kiev. Mais à mon retour je fus immédiatement arrêté et emprisonné au poste de police Souchtchevski, où je me retrouvais bientôt en excellente compagnie avec Boukharine dans la même cellule.

J'ai oublié trois points : 1) dans les désaccords sur la question de la participation à la Douma, je faisais partie des "otzovistes" [*partisans du rappel des députés sociaux-démocrates à la Douma — NDLR*] (ce qui est à la racine de mon "communisme de gauche" ultérieur) ; 2) néanmoins, je n'ai jamais été bogdanoviste ni empiriocritique de quelque tendance que ce fût, mais j'ai toujours été un partisan conséquent du matérialisme dialectique ; 3) les hivers 1908-1909 et 1909-1910, j'ai beaucoup lu (ou on m'a fait la lecture, lors de ma maladie des yeux). Je n'ai pas seulement lu les tomes II et III du *Capital*, mais (toujours avec mon groupe d'amis) les travaux des classiques de l'économie et plusieurs ouvrages d'économistes bourgeois. Avec Smirnov et Boukharine, j'intervenais dans les séminaires universitaires, en défendant le point de vue marxiste dans l'économie politique contre ceux qui le critiquaient.

Mon séjour en prison se prolongea par une période de relégation avec interdiction de séjour dans certaines villes. Tver n'en faisant pas partie, et j'y ai séjourné avec ma femme Ekaterina Smirnova. Nous y vécûmes la première année dans la plus grande misère, l'année suivante un peu moins mal. Peu à peu nous tissâmes des liens avec les habitants, sans parler des autres déportés. La seconde année, avec l'essor du mouvement ouvrier, des grèves et des rassemblements eurent lieu un peu partout à Tver, des cercles se constituèrent, etc. D'ailleurs, à Tver, je fis l'objet d'une enquête de la gendarmerie (mais sans conséquences) à cause du cercle lycéen qui cherchait à s'organiser. Là aussi, je tentai de transformer le journal local *Tverskoï Vestnik* (Le Messenger

de Tver), d'orientation vaguement libérale, en journal ouvrier et je parvins à y introduire une chronique ouvrière et à la faire pencher fortement à gauche ; à ce stade, le journal fut interdit. Depuis Tver, je commençai à envoyer mes premiers articles à la presse du parti (...) Bien entendu, à Tver aussi je lus beaucoup (je relus le tome III du *Capital* et travaillai à un ouvrage sur l'industrie du charbon en Russie, qui ne fut pas édité, bien qu'il ait été achevé plus tard. C'est à Tver que je reçus ma première lettre de V. I. Lénine, qui me fit grand plaisir.

Ma relégation s'acheva au printemps 1913. De même que celle de N. Iakovlev qui l'avait passée à l'étranger (comme fondeur de cuivre à Hanovre). Il rentra avec la consigne du comité central de mettre en place un quotidien à Moscou. Il me proposa de me charger de l'aspect littéraire, se réservant le travail de rédaction et d'organisation. Nous établîmes un pacte significatif : je ne devais pas rencontrer Malinovski (dont la participation au travail d'organisation était inévitable) avant la parution du journal. Dès 1911, on le soupçonnait d'être un provocateur et nous tenions donc secrète la préparation du journal pour éviter tout échec.

En août 1913, nous publiâmes le premier numéro de *Nach Put* (Notre Voie). (...) Nous parvînmes à publier seize numéros, après quoi nous fûmes tous arrêtés en même temps que deux cents personnes. Une partie d'entre nous partirent pour des localités pas trop éloignées, les autres (dont j'étais) furent exilés avec interdiction de séjour dans les villes principales.

Cette fois, avec Maximovski, Boulakh et Oussaguine, je me rendis à Kharkov où nous fûmes soumis dès le début à la stricte surveillance de la gendarmerie, ce qui nous empêcha de mener tout travail actif. Nous ne pûmes donc nous joindre à A. Boubnov, Iouri Schillert, sa femme et M. Rosenstein qui, eux, militaient activement. Pourtant, à l'automne 1914, on nous "embarqua" à la suite des camarades que j'ai cités. La différence, c'est qu'ils furent déportés et que nous, nous fûmes libérés pour le Nouvel an. Finalement, je fis un peu le point et je retombais dans le péché de la politique. Ayant pris contact

par l'intermédiaire de Bazanov et de sa femme avec les bolcheviks qui avaient de nouveau proliféré à Kharkov, la saison suivante je faisais déjà des exposés dans le cercle du parti, j'écrivais des résolutions et des tracts pour notre organisation. Mais il m'était impossible de défendre moi-même ces résolutions dans les assemblées.

En même temps, je donnais des conférences sur les statistiques agricoles et le commerce des céréales, tout en publiant des articles dans une monographie de la société d'agriculture de Kharkov (où mon travail était payé)... Avec un vieux bolchevik, le P^r I. A. Trachtenberg (qui n'est pas actuellement au parti, à la suite d'un malentendu), je menai une campagne pour conquérir le journal de Kharkov *Utro* (Le Matin) et le transformer en organe légal antidéfensiste (nous avions pour cela le soutien des SR de gauche Karéline et Algasov-Tripolski). Cela se termina de la même façon qu'à Tver : le journal gauche cessa d'exister faute de moyens.

À l'automne 1916, je partis en Crimée pour me soigner d'un début de tuberculose, et là, je fus mobilisé pour le service militaire, comme fourrier puis comme secrétaire militaire. Je me déplaçais au gré des appels et des différentes institutions militaires jusqu'en décembre 1917. La révolution de février me surprit à Kamenev-Podolsk, à l'intendance des armées du front sud-ouest. De là, au bout d'un mois, je crois, je partis pour Moscou sous prétexte d'une mission et commençai à travailler au *Social-Démocrate* et dans l'organisation de la région de Moscou (où j'ai participé à la conférence de printemps).

Bientôt on se souvint de moi à Kamienets (Kamieniec), et, pour ne pas passer pour déserteur et offrir un prétexte supplémentaire pour faire la chasse aux bolcheviks, je regagnai mon intendance. Je participai avec Krylenko et Rozmirovitch au congrès du front où je m'étais aussitôt retrouvé. Puis je réussis à aller à Kiev (m'étant fait missionner à l'Union agricole d'aide aux victimes de guerre) et là, je repris mes activités intensives à *Golos sotsial-demokrata* (La Voix du social-démocrate), dans les meetings, aux réunions du parti, etc. Là, je fis la connaissance de Iouri Piatakov et de plusieurs autres ca-

marades. J'y séjournai jusqu'aux journées de juillet, lorsque les camarades de Moscou me firent venir à Moscou. J'entrai à la rédaction du *Social-Démocrate*. Avec N. Boukharine et V. Smirnov nous lançâmes une campagne de presse lors des journées de Kornilov. Nous nous rendions au congrès du parti à Petrograd. Nous participions à l'élaboration du programme du parti, nous agissions dans les organes municipaux, etc., bref, nous faisons pas mal de travail. Dans le parti, nous prîmes rapidement position pour l'insurrection armée et fîmes une propagande intensive dans ce but, malgré l'opposition significative de la majeure partie de la vieille génération des militants de Moscou.

Déçu par ce qui m'apparaissait comme un "sabotage" de l'insurrection armée, je partis vers la troisième semaine d'octobre pour Kharkov, où le soviét avait déjà pris le pouvoir en mains et où, me semblait-il, il fallait barrer la route à Kaledine. Je n'étais pas encore arrivé là-bas que l'insurrection armée avait commencé à Moscou. Après avoir travaillé quelques jours à Kharkov, je pris le chemin du retour, mais arrivai le jour où les fusils avaient cessé de tirer.

Le comité révolutionnaire me mit, comme économiste et ancien "intendant", au ravitaillement des troupes. Mais je ne restai à ce poste qu'une paire de jours, Boubnov arriva de Petrograd pour recruter des gens afin de remplacer les camarades qui avaient quitté le comité central et les postes de responsabilité. Il fut décidé que ce serait Smirnov et moi qui irions. Arrivé à Petrograd, sur consigne de Lénine, nous nous attelâmes à préparer la création du Conseil suprême de l'économie nationale, après avoir pris contact avec le bureau des comités d'usines (Skrypnik, Tchoubar, Amosov, etc.), puis nous fûmes rapidement redirigés vers la Banque d'Etat, où je fus nommé administrateur, et Iouri Piatakov, arrivé de Kiev, adjoint (Smirnov regagna rapidement Moscou). Nous brisâmes la grève dans la banque et introduisîmes de nouveaux principes. À la suite de la résolution de la crise bancaire (qui avait alors une grande importance : si la banque cessait de payer, tout pouvait s'arrêter), je passai au poste de premier président du Conseil suprême

de l'économie nationale, qui venait d'être constitué.

En février 1918, je partis pour Khar'kov afin de mettre en œuvre la nationalisation des mines du Donetsk et de participer au congrès constitutif du conseil économique régional. Lorsque je revins au début de mars à Petrograd, la discussion entre le centre du parti et les "communistes de gauche" battait son plein. Je comptais parmi ces derniers, j'étais le principal auteur de leur plate-forme éditée dans la revue *Kommunist* et j'occupais la position la plus "à gauche". Lénine se moqua alors de moi à juste titre pour mon idée de "révolution aux champs". Avec d'autres communistes de gauche qui avaient quitté leurs postes de responsabilité, en mars 1918, je quittai celui de président du Conseil économique national.

Ensuite, j'ai travaillé successivement : dans le département du métal du Conseil économique national, à la rédaction de la *Pravda* (été-automne 1918), au service de la propagande soviétique du comité exécutif central (après le départ de Radek en Allemagne), je fis un discours sur la situation internationale au premier congrès du Komintern, etc.

Au printemps 1919, je fus mandaté par le comité exécutif central d'abord dans le gouvernement de Penza, puis dans celui de Toula. Ces voyages me furent d'une très grande utilité. J'ai pu voir la révolution dans ses manifestations concrètes et dans les coins les plus reculés ; j'ai fait connaissance avec la pratique de notre construction économique et étatique, je me suis intéressé aux problèmes de notre agriculture. Politiquement, cela m'amena à participer au "groupe du centralisme démocratique" qui se battait dans les congrès du parti pour l'élargissement des droits des organes locaux et pour le développement de la démocratie dans le parti.

Vers la fin de l'automne 1919, je fus transféré de Toula à Viatka pour travailler au ravitaillement, auquel je m'étais déjà intéressé à Toula. Au début de 1920, je revins à Toula, où je fus président du comité exécutif jusqu'au mois d'août. En août, je passai au commissariat au Ravitaillement comme membre du collège, continuant sur consigne du bureau du ravitaillement à parcourir la province et à organiser les

prélèvements pour la répartition.

Il me parut de plus en plus évident que notre agriculture, sous l'influence du système de répartition, subissait une crise grave et qu'il fallait prendre des mesures radicales pour lutter contre cette crise. Dans plusieurs articles je proposai un système de régulation de l'économie paysanne, comme seule issue possible dans le cadre du communisme de guerre. Lénine s'intéressa beaucoup à mes considérations. Il soutint également leurs conclusions pratiques (la tentative de planifier l'agriculture), mais en rejetant énergiquement les éléments de contraintes de ces conclusions. Finalement, il utilisa cette construction sociopolitique cohérente dans un autre sens : elle lui fournissait matière à montrer la nécessité de conserver totalement le système du communisme de guerre.

En janvier 1921, je fus placé à la tête du commissariat à l'Agriculture, mais je ne pus absolument pas réaliser "la régulation étatique de l'agriculture", mais mettre en œuvre des campagnes planifiées pour la relever et préparer progressivement le passage du travail "de choc" à une activité organique pérenne.

Je restai au commissariat à l'Agriculture jusqu'en 1923, année où je pus en partir pour m'occuper du travail théorique, qui me tenait de plus en plus à cœur. J'obtins d'abord un congé de quatre mois pour activités scientifiques, puis une nomination à des activités diplomatiques (représentant diplomatique à Stockholm), ce qui me laissait beaucoup de temps libre, puis un congé pour un voyage en Amérique. Durant cette période (1923-1925), j'écrivis toute une série de livres et de brochure sur l'économie mondiale, sur la question agraire à l'étranger et en particulier sur l'agriculture américaine. Il me semble que j'ai alors élargi mon horizon et approfondi mes opinions, comme dans les années 1919-1920, mais dans d'autres directions.

Au début de 1926, contre ma volonté et avant la fin du cycle de mon travail sur l'agriculture étrangère, je fus nommé directeur de la Direction centrale des statistiques de l'URSS. Cependant, le travail théorique sur l'économie reste au centre de mon attention. ■

Ce texte est révélateur des interdits qui frappent les auteurs des autobiographies de l'encyclopédie Granat en 1927. De même que Chliapnikov ne dit pas un mot de l'opposition ouvrière qu'il avait fondée en 1920, Ossinski ne dit rien du courant dit "centralisme démocratique" dont il fut l'un des dirigeants à la même époque et qui critiquait vertement le système des nominations à des postes électifs et les restrictions à la liberté d'expression. Il n'en a manifestement pas le droit, comme Chliapnikov, qui, lui, suggère cet interdit à demi-mot à la fin de son autobiographie.

En décembre 1918, face au chaos grandissant, au sabotage croissant de la production par les patrons et à la désorganisation générale, Lénine propose au Conseil général de l'économie nationale la nationalisation des entreprises ; son président, Ossinski, s'y oppose par gauchisme. Il soulignera à la fin de mai 1918 : *"Je porte personnellement une bonne part de la responsabilité de ce blocage. J'ai pratiqué jusqu'à un certain point du sabotage"* (3).

Au VIII^e Congrès du Parti bolchevique, en mars 1919, il critique sévèrement la façon dont le duo Lénine-Sverdlov a dirigé quasiment seul le Parti bolchevique pendant de longs mois : *"Lénine et Sverdlov, dit-il, réglaient les questions à l'ordre du jour par des conversations particulières entre eux et avec des camarades en particulier (...). En conséquence notre parti n'avait pas de ligne politique"* (4).

Au IX^e Congrès, il s'affirme partisan de l'union entre la collégialité de la direction dans l'économie et de l'unité de commandement et, à propos de la discussion sur la "militarisation" du travail, précise : *"Il faut militariser notre économie, mais pas par l'introduction mécanique d'éléments militaires ; il faut militariser de façon qu'il ne s'agisse pas d'une militarisation dans les mots, mais que cela se traduise dans les faits par l'auto-organisation de la classe ouvrière"* (5).

Au X^e Congrès, en mars 1921, où il attaque vivement l'opposition ouvrière, il déclare : *"Nous avons perdu l'unité*

dans nos rangs précisément parce que chez nous les actes ne correspondent pas aux mots" (6).

Il est l'un de signataires de la lettre des quarante-six opposants en octobre 1923. Il signe, avec six autres opposants, quatre lignes affirmant : *"Je partage pour l'essentiel les idées de cet appel"*, et soutenant l'idée *"de la convocation d'une conférence pour poser les bases des moyens pratiques d'échapper à l'accumulation des difficultés"* (7).

Puis, en 1925, il se range du côté de la majorité et retrouve son poste de membre suppléant du comité central auquel il avait été élu en 1921 mais qu'il avait perdu en 1922. Il occupe dès lors une série de fonctions administratives dans l'économie et reste suppléant du comité central jusqu'en 1937. Arrêté au cours de l'été 1937, il témoigne contre Boukharine au troisième procès de Moscou (mars 1938). Il confirme l'accusation portée contre le centre des communistes de gauche, dont il faisait partie, d'avoir décidé l'assassinat de Lénine, Staline et Sverdlov (8).

Ce témoignage l'accable autant que Boukharine et annonce sa liquidation prochaine. Après quoi, Staline ne prévoyant pas de quatrième procès de Moscou, il disparaît de la circulation avant d'être fusillé le 1^{er} septembre 1939.

Marc Teulin

(3) Pavlioutchenkov, *Krestianski Brest*, Moscou, 1996, p. 33.

(4) *Vosmoï Sjezd*, Moscou, 1960, p. 164.

(5) *Deviati Sjezd RKP(b)*, Moscou, 1960, p. 188.

(6) *Desiaty Sjezd RKP(b)*, Moscou, 1961, pp. 77-78.

(7) *Les Cahiers Léon Trotsky*, n° 54 (décembre 1994), p. 119.

(8) *Le procès du "bloc des droitiers et des trotskistes" antisoviétique*, Moscou, 1938, p. 515.



Moïse Ouritski (1873-1918)

Le “Robespierre russe” ?

S'il existe des moments d'ironie amère dans l'histoire, le destin d'Ouritski en est bien un. Il est assassiné dans le siège de la Tcheka de Petrograd le 30 août 1918 (une dizaine d'heures avant l'attentat de Dora Kaplan contre Lénine) par un étudiant, Kanneguisser, désireux de venger un de ses camarades fusillé neuf jours plus tôt... Or Ouritski, alors à la tête de la Tcheka de Petrograd, avait tenté en vain de s'opposer à l'exécution du jeune homme. Ainsi disparaît un vieil ami de Trotsky, et l'un des dirigeants réels de la révolution.

Nous publions ci-après sa courte biographie officielle, rédigée en 1926, anonyme, très succincte mais riche de quelques contrevérités, publiée dans l'encyclopédie Granat, suivie de quelques correctifs et compléments. Le premier concerne son prénom : Ouritski s'appelait Moïse que son biographe officiel transforme en Mikhaïl, ce qui fait nettement moins juif, petite manipulation qui m'avait échappé lors de la publication de cette biographie dans *Les bolcheviks par eux-mêmes*.

La biographie officielle

Mikhaïl Solomonovitch Ouritski naquit en 1873 à Tcherkassy dans la famille d'un marchand juif. Il était très jeune à la mort de son père, fut élevé par sa mère dans une atmosphère très religieuse, et étudia le talmud. Mais sous l'influence de sa sœur, il fut ensuite attiré par la littérature russe, entra au “prélycée” de Tcherkassy, puis au lycée de Bel. Très démuné, il vivait grâce aux leçons qu'il donnait ; il entra enfin à la faculté de droit de l'université de Kiev. Il avait pris tôt la route du mouvement ouvrier révolutionnaire : dès les bancs du lycée, il avait organisé des cercles social-démocrates. En 1897, à sa sortie de l'université, il s'engagea dans l'armée, mais huit jours après son arrivée, la police l'arrête pour appartenance à une organisation sociale-démocrate. Dès lors, une suite d'années de prison et d'exil commence. Exilé d'abord dans la région de Iakoutsk, il regagne en 1905 Pétersbourg, où il milite sous le nom de docteur Ratner. Mais il est arrêté de nouveau, et exilé dans les provinces de Vologda, puis d'Arkhangelsk.

Suit une période de liberté, puis c'est de nouveau l'arrestation, la prison, l'exil, et enfin l'émigration. Lié aux mencheviks depuis la scission du parti, il occupe au début de la guerre une position internationaliste, et collabore au journal *Nache Slovo*, où il s'affirme ferme adversaire de la guerre.

De retour à Petrograd après la révolution, il se joint aux bolcheviks, assume aussitôt des tâches de responsabilité et est élu au comité central du parti. En octobre 1917, il prend résolument parti pour le renversement du gouvernement provisoire, participe activement aux journées révolutionnaires comme membre du comité militaire révolutionnaire. Il est nommé en conséquence commissaire à l'Assemblée constituante. Bien qu'adversaire de la paix de Brest-Litovsk, il se soumet par discipline de parti à la conclusion de la paix. Il est nommé président de la Tcheka de Petrograd, où il mène une lutte implacable contre les contre-révolutionnaires. Le 30 août 1918, il est assassiné par l'étudiant A. Kaneguisser.

Quelques faits oubliés

Ouritski fait la connaissance de Trotsky en 1900, lors de son premier exil sur les bords de la Lena. Il reste son ami jusqu'à sa mort. Trotsky l'appelle "*mon vieil ami*" lorsqu'il évoque leurs retrouvailles en 1917. C'est un mot qu'il n'utilisait guère.

Lounatcharski le rencontre dans sa prison à Kiev en 1901 au nom de l'antenne locale de la Croix-Rouge politique. Il découvre avec stupeur une prison où Ouritski, petit bonhomme à la longue barbe qu'il abandonnera bientôt impose, sa loi à l'administration et aux criminels : circulation libre des détenus, conférences, mise en commun des colis, etc.

Menchevik dès la scission de 1903, il s'associe après 1905 à Trotsky en dehors des fractions et appartient en 1910 au groupe dit des "mencheviks du parti" de Plekhanov hostile aux liquidateurs. Pendant la guerre, son internationalisme l'amène à rompre avec Martov et son groupe trop conciliants avec les sociaux-patriotes. Dès son retour en Russie, dans les jours qui suivirent la révolution de Février, il adhère

aux Mejraiontsy (interdistricts) (et ne rejoint pas aussitôt le parti bolchevik, comme le dit son biographe anonyme). Si l'on en croit les Mémoires du menchevik de gauche Soukhanov, il est d'abord partisan de l'unité entre toutes les fractions socialistes et propose même le soir du 17 mars qu'une délégation ouvrière, avec musique militaire, aille accueillir Tseretelli en affirmant : "*Des Tseretelli n'arrivent pas tous les jours.*"

Il change vite alors. En août, il rejoint le Parti bolchevique, avec l'ensemble des Mejraiontsy (interdistricts), l'organisation à laquelle appartient alors Trotsky. Il est élu au comité central du parti bolchevique et, au cours, des discussions d'octobre, malgré ses réserves sur l'insuffisance de la préparation technique, il soutient le passage à l'insurrection ; il est donc l'un des cinq membres (avec Staline, Boubnov, Dzerjinski et Sverdlov) du centre militaire révolutionnaire désigné par le comité central pour entrer dans le comité militaire révolutionnaire (CMR) du soviet de Petrograd. Le centre ne se réunit jamais. Ouritski prend en revanche une part très grande aux activités du CMR, dont il signe parfois les documents comme "président". Du 24 au 31 octobre, il est, dans l'ombre, l'une des chevilles ouvrières de l'insurrection et de son succès.

Le jour de la réunion de l'Assemblée constituante, dominée par les S-R de droite, Ouritski, jugé indispensable par son sang-froid, est chargé du maintien de l'ordre dans le Palais de Tauride où elle se réunit. Lénine, qui a fait un détour pour y arriver quasi clandestinement, attend longtemps en vain cet homme toujours ponctuel. Les minutes passent. Ouritski arrive enfin le visage défait. Il était monté seul, discrètement lui aussi, dans un fiacre pour se rendre à Smolny ; mais dans une rue, deux voyous ont bondi dans son fiacre et lui ont confisqué sa pelisse... Le pouvoir soviétique est encore bien fragile !

Le gauchiste de Brest-Litovsk

Lors de la discussion sur la paix de Brest-Litovsk, il est l'un des communistes de gauche les plus acharnés, l'un

des quatre qui jusqu'au bout refuseront de voter pour la paix de Brest-Litovsk. Il reproche à Lénine d'envisager les choses du point de vue de la Russie et non du point de vue international. Il affirme : *"Après avoir pris le pouvoir, nous avons oublié la révolution mondiale. (...) Notre capitulation devant l'impérialisme allemand retardera la révolution naissante en Occident (...). Ce n'est pas la signature de cette paix qui sauvera le pouvoir soviétique"* (1).

Lorsque le 10 mars le gouvernement s'installe à Moscou, Lénine laisse Ouritski à Petrograd pour épauler Zinoviev dans la gestion difficile de la capitale de la révolution, affamée et désenchantée. L'éternel — ou presque — sourire ironique de ce petit homme qui porte toujours un pince-nez et un col cassé accompagne un sang-froid rarement démenti.

Au VII^e Congrès du Parti bolchevique, en mars, il affirme la thèse la plus extrême des communistes de gauche, déjà avancée par Lomov-Oppokov au comité central : *"Les défaites peuvent promouvoir le développement de la révolution socialiste en Europe de l'Ouest beaucoup plus que cette paix obscène"* (2). Au même congrès, Lénine lui reproche de tirer ses critiques des journaux S.R. de gauche.

Le biographe de Granat vante sa discipline à cette occasion. C'est beaucoup dire. En fait Ouritski fut le plus enragé des communistes de gauche. C'est lui qui, le 23 février, lit la déclaration au comité central des "communistes de gauche" qui démissionnent de leurs postes dans le parti et le gouvernement. Membre du Conseil restreint des commissaires du peuple, Ouritski en sort, ainsi que du comité central où il est jusqu'au bout le porte-parole le plus virulent des démissionnaires, exigeant la liberté de propagande dans le parti pour la gauche, même après la signature de la paix. Il est l'un des trois membres de la rédaction de l'hebdomadaire fractionnel des communistes de gauche, *Kommunist*, lancé en mars 1918 à Petrograd.

Au VII^e Congrès, c'est lui encore qui lit la déclaration des communistes de gauche qui refusent d'entrer au comité central et même de participer aux élections. Elu membre suppléant du comité

central, il déclare, avec Boukharine et Lomov, qu'il refuse d'y travailler. C'est une étrange conception de la "soumission par discipline" chantée par son biographe officiel. Il faudra attendre plusieurs mois pour qu'Ouritski se "soumette".

Sa lettre à Dzerjinski contre l'arbitraire dans la Tcheka

Nommé président de la Tcheka de Petrograd, il s'oppose vite à l'arbitraire dans lequel se complaisent certains tchékistes. Ainsi, dans une lettre sans date à Dzerjinski, il demande des sanctions contre six tchékistes coupables d'avoir interrogé un adolescent de quatorze ans, dont il reproduit la lettre. Ces tchékistes ont menacé de fusiller l'adolescent, puis ont tiré sur lui à blanc, avant de tirer deux fois à balles réelles sur un manteau qu'ils avaient placé sur une chaise près de lui. Ils lui ont enfin annoncé qu'il serait fusillé d'ici quelques heures !

Ouritski écrit à Dzerjinski : *"Comme je considère que des méthodes d'interrogatoire sont inadmissibles en général et plus encore à l'égard d'enfants de quatorze ans, je vous demande de prendre des mesures immédiates pour tirer cette affaire au clair et pour engager des poursuites contre les coupables"* (3).

On ne connaît pas la réponse de Dzerjinski, s'il en fit une — ce qui semble improbable —, mais les six tchékistes mis en cause par Ouritski ne restent pas les pieds dans le même sabot et mobilisent leurs camarades (et sans doute Dzerjinski) contre Ouritski. Ainsi, le 12 juin, la fraction des cadres communistes de la Tcheka (4) adopte par 47 voix, contre 2,

(1) *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, Maspéro 1964, pp. 282 et 288.

(2) *Sezdmoi sjezd RKP(b)*, Moscou, 1961.

(3) Lire le texte de l'adolescent menacé et le texte complet de la lettre d'Ouritski dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 6, (juin 1999, p. 32).

(4) A l'époque, les S-R de gauche, bien qu'ayant démissionné du gouvernement, sont toujours dans la Tcheka où ils occupent deux des cinq sièges de son conseil, dont la vice-présidence.

et 6 abstentions une résolution demandant son limogeage. Le dernier paragraphe de la résolution affirme en effet :

“Proposer au comité central du parti de démettre le camarade Ouritski de son poste à la Tcheka de Petrograd et de le remplacer par un camarade plus ferme et plus décidé, capable de mener avec résolution et sans défaillance la tactique de répression et de lutte contre les éléments ennemis qui veulent ruiner le pouvoir soviétique et la révolution” (5).

Un vote aussi massif pour demander la révocation d'Ouritski ne peut avoir été obtenu par les seules intrigues des six tchékistes dont il avait demandé le châtiement. Un tel vote suppose que Dzerjinski ait soutenu sinon provoqué lui-même la résolution. Mais le comité central refusa de déférer à l'exigence des tchékistes et maintient Ouritski à la tête de la Tcheka de Petrograd qu'Ouritski envisage alors de dissoudre !

Peu avant ou après cette résolution, il rend visite à l'ancien ministre tsariste des Finances, Kokovtsev, en prison. Ce dernier a laissé de cette visite un récit étonnant dans ses Mémoires publiées plus tard à l'étranger. Ouritski discute courtoisement politique avec lui sur le passé et le présent, évoque certains épisodes de l'histoire du tsarisme, puis, convaincu — à juste titre comme la suite le confirmera — que Kokovtsev, malgré son passé et ses opinions monarchistes, est parfaitement inoffensif et ne participera à aucun complot, le fait libérer.

Huit jours après le vote de la résolution hostile à Ouritski, le 20 juin, un terroriste S-R abat Moïse Volodarski, l'un des principaux dirigeants bolcheviques de Petrograd. Des délégations d'usine se rendent au siège de Zinoviev, à Smolny, pour réclamer vengeance. Zinoviev tente de les calmer. Lénine proteste aussitôt contre cette attitude dans un télégramme aux dirigeants petrogradois. *“Les terroristes vont nous considérer comme des chiffres molles. Temps d'archiguerre. Il faut encourager l'énergie et le caractère massif de la terreur contre les contre-révolutionnaires”* (6). Ouritski doit abandonner son idée de liquider la Tcheka de Petrograd, bloque, avec l'accord de Zinoviev, toute tentative de répression, mais s'attache à

débusquer les groupes clandestins contre-révolutionnaires qui pullulent à Petrograd souvent avec l'aide financière des espions britanniques Cromie et Lockhart. Malgré cela les rumeurs les plus folles circulent à Petrograd sur la *“férocité”* de ce *“juif rouge”*.

L'assassinat

Le 21 août, alors que la République soviétique, au bord de l'abîme, semble condamnée sous la pression des légionnaires tchécoslovaques insurgés, des S-R qui ont formé une armée à Samara, et des blancs de Krasnov et de Denikine, pour la première fois, la Tcheka de Petrograd, malgré l'opposition d'Ouritski qui avait empêché en juin à Petrograd les exécutions que réclamaient Lénine et Dzerjinski, fusille vingt et un prisonniers, dont quatre anciens tchékistes accusés de concussion.

Le 30 août au matin, vers 10 h 30, Ouritski, surnommé par les adversaires des bolcheviks le *“Robespierre russe”* malgré son influence modératrice, entre dans l'immeuble de la Tcheka. L'étudiant Kanneguisser, proche des S-R de droite, l'attendait pour venger l'exécution, le 21 août, de son ami, l'officier Vladimir Pereltsveig, à laquelle, rappelons-le, Ouritski s'était opposé en vain. Kanneguisser l'abat de deux coups de revolver.

Ouritski semblait éprouver une vive antipathie à l'égard de Staline qu'il attaque plusieurs fois, au comité central ou au VII^e Congrès au cours duquel il s'oppose à sa nomination dans la commission du programme. Mais il est mort trop tôt pour participer au combat contre la bureaucratie dont Staline deviendra un peu plus tard le patron. Staline peut donc lui laisser dans l'histoire officielle une place comme à Sverdlov, mais un peu plus modeste, une petite place de personnage sans visage et sans voix, mais avec quelques rues...

Jean-Jacques Marie

(5) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 6, p. 33.

(6) Lénine, *Œuvres complètes* (russe) tome 50, p. 106.



Gueorgui Piatakov (1890-1937)

Le père de l'industrialisation soviétique

Dans la lettre au congrès — dite plus tard “testament” — qu’il rédige à la fin de décembre 1922 sur son lit de maladie et destinée au prochain congrès du Parti bolchevique, Lénine évoque six dirigeants du parti. Il règle le compte de Piatakov, alors simple membre du comité central et non du bureau politique et vice-président du Gosplan, en une simple phrase : Piatakov ? *“C’est un homme manifestement d’une volonté remarquable et aux qualités remarquables, mais trop attaché au côté administratif des choses pour qu’on puisse faire fond sur lui dans une question politique sérieuse”* (1).

Un gauchiste incorrigible

Lénine voyait en lui le chef de file des grands administrateurs de l’industrie socialiste, mais aussi un gauchiste incorrigible, marqué sans doute par sa jeunesse passée dans les rangs des anarchistes russes.

Piatakov ne s’inclinait devant aucune autorité, fut-ce celle de Lénine. Dès 1915, avec son inséparable Eugénie Bosch et son ami Boukharine, il constitua le groupe des “communistes de gauche”, dit de Baugy, la bourgade de Suisse où ils sont alors réfugiés. Internationaliste extrémiste, il qualifie la position de Lénine *“d’illusion pacifiste”*. Piatakov et Boukharine rejettent le droit des nations à l’autodétermination auquel ils opposent des Etats-Unis socialistes d’Europe. Pour eux comme pour Rosa Luxemburg, ce droit appartient à l’époque révolue des révolutions bourgeoises ; l’impérialisme, faisant de la planète un marché mondial unifié, donne un caractère réactionnaire aux revendications nationales et à tout mouvement nationaliste. Pour Piatakov, l’impérialisme rendait impossible toute revendication démocratique. En 1916, Lénine rédige alors une brochure contre lui intitulée *Une caricature du marxisme*.

(1) Lénine, *Œuvres complètes* (russe) tome 45, p. 345.

Le leader des communistes ukrainiens

Lors de la révolution de 1917, Piatakov est le leader des communistes ukrainiens : ce jeune théoricien s'avéra un homme d'action. Après octobre, Lénine le fait venir à Moscou pour qu'il contribue à faire sortir l'économie du chaos et le nomme président de la banque d'Etat.

Lors des débats de Brest-Litovsk, au début de 1918, il est l'un des principaux animateurs des communistes de gauche, partisans de la guerre révolutionnaire. Pour lui, négocier la paix avec l'Allemagne c'était céder à l'impérialisme allemand. Il considère le point de vue de Lénine comme le reflet d'une idéologie paysanne populiste et l'accuse de faire dérailler le bolchevisme sur les voies de la petite bourgeoisie. Lorsque le 22 février 1918 le comité central vote finalement pour accepter les conditions de paix allemandes, Piatakov démissionne de toutes ses fonctions comme les autres communistes de gauche. Piatakov forme avec Boukharine, Boubnov, Safarov, Inessa Armand un bureau public de fraction. Il fait partie de la rédaction de l'organe fractionnel des communistes de gauche *Kommounist*.

Lénine l'envoie alors dans son Ukraine natale où la situation était extrêmement critique : les Allemands l'occupaient et avaient créé un gouvernement fantoche présidé par Skoropadski. Piatakov fonde avec Eugénie Bosch le premier gouvernement soviétique et le Parti communiste d'Ukraine dont il devint le leader. Il acquit une grande autorité : l'Ukraine, dont pendant une brève période il présida le gouvernement, devint pratiquement son fief et le bastion des communistes de gauche. Il élimina presque totalement l'influence de Skrypnik et de ses partisans. Le comité central du Parti communiste ukrainien, élu en mars 1919, était composé de fidèles de Piatakov qui partageaient les opinions qu'il professait depuis 1915 : le mot d'ordre d'autodétermination reçut pour l'Ukraine le qualificatif de "contre-révolutionnaire" et, opposant le prolétariat à

la nation, Piatakov exige que les mouvements ouvriers de toutes les nations de Russie fussent soumis au contrôle central de l'Internationale communiste.

Ses thèses firent l'objet d'un grand débat au VIII^e Congrès du Parti bolchevique. Lénine taxe sa position de chauvinisme grand-russe. Mais même ces critiques ne parviennent pas à ébranler l'influence de Piatakov dans le Parti communiste d'Ukraine.

Contre le nationalisme ukrainien

En 1920, les partisans de Piatakov élus par le congrès reprennent la majorité au comité central du Parti communiste ukrainien. Lénine, sensible aux sentiments nationalistes des Ukrainiens, d'autant plus vifs qu'ils ont été réprimés sous le tsarisme, fait annuler ces élections et dissoudre le comité central, remplaçant ses membres par les partisans de Skrypnik, sensible, lui, aux sentiments nationalistes ukrainiens... et qui se suicidera dix ans plus tard démoralisé par la politique russificatrice de Staline. Mais en 1920, c'est Staline qui est chargé de reprendre en mains le Parti communiste ukrainien et de l'arracher à l'influence de Piatakov.

Pendant la guerre civile, il fit partie de la pléiade des commissaires qui encadrent l'Armée rouge. En mai 1919, il est nommé président du tribunal militaire, puis membre des divers conseils révolutionnaires des armées. Au début, il appartient à l'"opposition militaire", qui s'élève contre l'emploi de spécialistes, anciens officiers tsaristes, et défend le principe de l'élection des chefs et l'abolition des structures et de la discipline militaires, etc. Mais Trotsky sait vite l'amadouer en lui confiant des responsabilités qui le forcent à passer de la parole aux actes. Il se distingue particulièrement en 1920 lors de l'expédition de Crimée contre Wrangel.

Après la guerre civile, Lénine l'emploie dans le secteur vital où il peut déployer tous ses talents : l'économie. Il acquiert vite la réputation d'un écono-

miste et d'un administrateur averti, parfois trop énergique. En 1921, au X^e Congrès, il est élu pour la première fois membre suppléant comité central puis réélu comme membre titulaire aux XII^e, XIII^e et XIV^e congrès. En 1922, il fut nommé président du tribunal suprême ; ce fut donc lui qui dirige le procès des socialistes-révolutionnaires en juillet de la même année.

Le lent redémarrage du commerce intérieur et même extérieur suscité par la NEP pousse certains dirigeants bolcheviques à envisager de supprimer le monopole du commerce extérieur provoquant la colère de Lénine. Piatakov et Boukharine sont de ceux-là.

A l'automne de 1923, l'Internationale communiste l'envoie avec Radek en Allemagne pour y préparer l'insurrection avec l'état-major du Parti communiste allemand. C'est un échec. Nommé en 1923 vice-président du Conseil économique supérieur de l'URSS, il continua à assumer cette fonction même après la nomination de Dzerjinski au poste de président. Ce dernier tenait à la collaboration de ce précieux second malgré leurs divergences politiques.

Dans les oppositions de gauche et unifiée

Piatakov appartient d'emblée à l'opposition de gauche. violemment hostile à la politique économique du "bloc de droite" (Staline-Boukharine) et partisan de l'industrialisation il est l'un des signataires de la "déclaration des 46". Il considère la NEP comme une nécessité temporaire et, comme Preobrajenski, juge indispensable de faire pression sur la campagne pour accélérer l'industrialisation. Il est rédacteur et signataire de tous les documents programmatiques et des déclarations de l'opposition de gauche puis de l'opposition unifiée. Lorsque Staline écrase cette dernière en 1927, au XV^e Congrès, il est exclu du parti, éloigné de Moscou à Paris où il dirige la représentation commerciale de l'URSS. Il traverse une crise grave, déclarant à Valentinov : "Pour moi, il n'y a plus de vie en dehors du parti et en désaccord avec lui" (2). Son différend avec Staline à

l'époque de la NEP concernait surtout sa politique économique.

Le ralliement à Staline

En 1928, lorsque Staline rompt l'alliance avec la droite et se lance dans l'industrialisation et la collectivisation. Piatakov rompt avec l'opposition et demande sa réintégration dans le parti. Trotsky disait de lui : "*Ses qualités d'administrateur sont exceptionnelles (...), il a pendant douze ans dirigé l'industrie*" (3). D'abord président de la banque d'Etat soviétique, en 1930 il est nommé adjoint d'Ordjonikidzé à la tête du commissariat de l'Industrie lourde, auquel incombe la réalisation du plan quinquennal. En fait, ce fut Piatakov qui le dirige. Son apport à la réalisation des deux premiers plans quinquennaux de super-industrialisation fut capital : il met toute sa passion et toutes ses capacités au service des plans, se détournant de la politique. Au XVII^e Congrès, en 1934, il est réélu au comité central. Dans la *Pravda* du 21 août 1936, il approuve l'exécution de Kamenev et de Zinoviev, qualifiant leurs opinions et celles de Trotsky d'antiléniennes et rendant un hommage public "*à notre grand Staline, continuateur et créateur du nouveau développement de la ligne générale tracée par Lénine*". Quelques jours plus tard, il est arrêté par le même NKVD qu'il glorifiait dans la *Pravda* "*pour avoir anéanti la charogne*" Kamenev et Zinoviev.

L'accusé du second procès de Moscou

Staline prépare alors sa campagne visant à présenter tous les ratés et toutes les difficultés — dues à sa politique — du prétendu "socialisme dans un seul pays" comme étant le produit du "sabotage" ordonné de l'étranger par Trotsky et mis en œuvre par ses prétendus agents en URSS. Le 23 janvier s'ouvre le procès du "centre antisoviétique trotskiste"

(2) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, p. 179.

(3) Léon Trotsky, *Les crimes de Staline*, Grasset, 1937, pp. 136-137.

qui vise deux adversaires, l'un nommé (Trotsky), l'autre jamais cité, le commissaire du peuple (c'est-à-dire ministre) à l'Industrie lourde, Sergo Ordjonikidzé, qui a tenté de s'opposer à la campagne contre le prétendu "sabotage" et dont deux frères sont en prison... Piatakov, qui fait le lien entre les deux hommes en tant qu'ancien opposant et premier adjoint d'Ordjonikidzé, est donc visé au premier chef. Dix des dix-sept inculpés

sont des dirigeants du commissariat à l'Industrie lourde, qui serait donc un nœud de saboteurs, téléguidés par Trotsky au compte d'Hitler et de l'empereur du Japon ! Piatakov est donc l'accusé principal de ce second procès. Accusé d'activité contre-révolutionnaire, de sabotage et d'espionnage, il est condamné à mort et exécuté aussitôt.

Jean-Jacques Marie

Autobiographie

Je suis né le 6 août 1890, à la sucrerie de Marinski, district de Tcherkassk, province de Kiev. Mon père, Leonid Timofeevitch Piatakov, ingénieur, était le directeur de cette usine. En 1902, j'entre en cinquième au collège Sainte-Catherine, à Kiev. En 1904, je suis introduit dans un cercle révolutionnaire d'écoliers vaguement social-démocrate. En 1905, je suis un des dirigeants de la "révolte" des lycées, je fais partie du comité de liaison des lycéens, et je vais en même temps aux meetings et aux manifestations de rue. Pour avoir dirigé "la révolution collégienne", je suis renvoyé du collège. Je me rapproche alors des anarchistes. A la fin de la seconde, je passe l'examen en candidat libre.

A l'été 1906, je fis de la propagande anarchiste dans la jeunesse paysanne et ouvrière : je dirigeais un cercle de cinquante personnes. A partir de ce cercle et d'un autre, que dirigeait Justin Jouk, ce dernier créa un groupe "expropriateur". Ces cercles s'effondrèrent après les expropriations. En 1906, je rentrai dans le même collège, mais fut encore renvoyé pour une "discussion insolente" avec le pope. C'est en candidat libre que je terminai, à l'été 1907, mes études secondaires. (...) J'entrai en automne dans un groupe terroriste tout à fait autonome qui visait à assassiner Soukhomlinov, général gouverneur de Kiev. Mais une crise profonde commençait en moi à cette époque. La pratique anarchiste me rebutait, l'idéologie anarchiste ne me satisfaisait pas (j'appartenais aux anarchistes-communistes de la tendance de Kropot-

kine). Je me mis à étudier avec soin un grand nombre d'écrits révolutionnaires. *Développement d'une conception moniste de l'histoire*, de Plekhanov, ainsi que *Le développement du capitalisme (en Russie)* et *Que faire ?*, de Lénine, produisirent sur moi une énorme impression. Déjà matérialiste et darwiniste, je me séparai définitivement de l'anarchisme et me rangeai dans la lignée de Marx.

Après avoir passé en candidat libre un examen de latin, j'entre alors à l'université de Piter. Je consacre les années 1907 à 1910 exclusivement à des études théoriques, à connaître Marx, la littérature marxiste, les classiques d'économie politique (Quesnay, Smith, Ricardo), la littérature économique contemporaine, l'économie russe, les statistiques (surtout mathématiques), la philosophie (Spinoza, Kant, Fichte, Hegel, et les courants modernes), etc. En 1910, je deviens entièrement et à tout jamais marxiste orthodoxe. Je fais alors la connaissance des sociaux-démocrates de l'université, et deviens social-démocrate moi-même. A la fin de 1910, il y eut des désordres étudiants, "les journées de Tolstoï et de Sazonov", auxquels je pris une part active. Je fus arrêté et gardé à vue par mesure administrative pendant trois mois, puis renvoyé de l'université par le ministre de l'Éducation, Kasso, et assigné à résidence à Kiev. L'organisation social-démocrate de Kiev venait d'être plusieurs fois démantelée. Dès mon arrivée, je nouai des contacts, et avec quelques-uns, dont Evgenuia B. Bosch et Chilgan, nous réunîmes un groupe visant à relever

l'organisation clandestine. Avec les débris du comité de Kiev du POSDR, nous réunîmes une conférence de la ville qui rétablit l'organisation, élit un comité comprenant entre autres E. B. Bosch, D. Schwartz, V. Averkine, Pigosiants, et délégua D. Schwartz à la conférence panrusse bolchevique de janvier 1912 qui devait réélire le comité central du POSDR. L'activité clandestine se doublait d'une lutte farouche contre les liquidateurs. La tragédie de la Lena nous donna l'occasion d'agir au grand jour en organisant grèves et meetings, mais elle fut suivie de vastes rafles policières qui décimèrent l'organisation et le comité. Je restai en liberté, ainsi que quelques membres du comité. Il fallut tout recommencer ; pour ma part, je devins immédiatement secrétaire du comité, dus mettre à l'abri les écrits clandestins, diriger l'imprimerie clandestine, écrire et imprimer des proclamations, rétablir nos liaisons, et m'occuper des cercles. C'était un travail beaucoup trop "varié" pour les conditions de la clandestinité. En juin 1912, je fus arrêté avec une partie du comité et, en novembre 1913, condamné avec cinq camarades à l'exil en Sibérie. En avril 1914, j'arrivai à mon lieu d'exil, dans la province d'Irkoutsk, et en octobre je m'enfuis à l'étranger en passant par le Japon. J'allai à l'étranger pour élucider la faillite de la II^e Internationale et les perspectives du mouvement international, car j'occupai dès les premiers jours de la guerre une position résolument internationaliste et hostile à la guerre.

Je me rendis en Suisse directement à la conférence bolchevique de Berne, à laquelle je pris une part active, et dont j'approuvai entièrement les résolutions. Puis je m'occupai aux côtés de Lénine, Zinoviev, Boukharine et Bosch de faire paraître la revue *Le Communiste*. Les numéros 1 et 2 sortirent. Boukharine, Bosch et moi nous opposâmes à Lénine à la fin de 1915 sur la question nationale, puis sur la direction future de la revue. Nous avons tous les trois des positions erronées. La revue cessa de paraître. Boukharine, Bosch et moi partîmes pour Stockholm où nous continuâmes à militer. Après le congrès de la gauche sué-

doise, à la préparation duquel nous prîmes une certaine part, les Suédois furent arrêtés, Boukharine aussi, puis Sourits, Gordon et moi. On nous expulsa tous les quatre à Christiania, où j'appris la révolution de Février. Bosch et moi partîmes sans attendre pour la Russie. Je fus arrêté à la frontière pour mes faux papiers, restai trois jours à la prison de Torneo, et pus partir sous escorte pour Piter d'où je me rendis à Kiev. J'adhérai aussitôt à l'organisation bolchevique. Je devins président du comité bolchevik de Kiev, et membre du comité exécutif du soviet de la ville, dont je fus élu président en septembre.

Je fus président du comité militaire révolutionnaire (CMR) pendant les journées d'Octobre : arrêté par les junkers et les cosaques, je fus libéré par les ouvriers et les soldats insurgés, Lénine m'appela ensuite à Piter pour diriger la banque d'Etat aux côtés d'Ossinski, dont je fus l'adjoint, puis je devins moi-même, avant la paix de Brest-Litovsk, commissaire principal de la banque d'Etat. J'eus des divergences avec le comité central sur le problème de la paix de Brest, et partis pour l'Ukraine arrêter l'attaque des armées allemandes et "haidamaks". J'entrai dans le détachement de Primakov où je remplis diverses tâches : je dirigeai le travail politique et publiai avec Lebedev un petit journal : *Aux armes* ; je rendais la justice, j'allais en reconnaissance, et j'étais mitrailleur. En avril 1918, nous fûmes repoussés sur Taganrog et Rostov. Un groupe de camarades y créa un comité d'organisation pour réunir une conférence du Parti communiste (b.) d'Ukraine, et le comité exécutif central d'Ukraine y fonda le gouvernement clandestin ouvrier et paysan ukrainien. J'entrai dans les deux organismes où, jusqu'à la fin de 1918, je pris part à la direction du travail clandestin insurrectionnel du parti, et à la création du Parti communiste d'Ukraine. A l'été 1918, je participai à l'écrasement de la révolte S.R. de gauche. En décembre 1918, après la révolution allemande et le début de l'insurrection d'Ukraine, je devins président du gouvernement provisoire ouvrier et paysan d'Ukraine. Je collaborai jusqu'en juillet 1919 à

l'œuvre du parti et des soviets en Ukraine.

Pendant l'attaque de Denikine, je suis nommé au CMR de la XIII^e armée, puis commissaire de la 42^e division de la même armée. Quand les revers de Denikine commencent, je pars pour Moscou, où j'occupe quelque temps le poste de commissaire de l'académie de l'état-major général ; puis je pars avec Trotsky pour l'Oural dans la I^{re} armée du travail. C'est le début de la guerre de Pologne : je suis envoyé, en mai 1920, sur le front polonais au CMR de la XVI^e armée, où je

reste jusqu'à l'automne. A la conclusion de la paix avec la Pologne, je suis transféré sur le front de Wrangel, au CMR de la VI^e armée. Après la défaite de Wrangel, je deviens président de la direction centrale des Houillères du Donbass, et, à partir de cette époque, je m'occupe sans discontinuer d'affaires économiques : je dirige la direction des combustibles, je suis vice-président du Gosplan, président du comité principal de concessions et vice-président du Conseil supérieur de l'économie nationale à partir de l'été 1923.



Proch Prochian (1883 - 1918)

Un honneur exceptionnel...

Proch Prochian est le seul socialiste-révolutionnaire de gauche (sans parler, bien sûr, des S-R de droite !) qui ait été intégré par les éditions Granat dans *l'Encyclopédie des militants de la révolution d'Octobre*, publiée à Moscou en 1926-1927. Certes, la notice qui lui est consacrée est beaucoup plus brève que celle des principaux dirigeants bolcheviks (et même des militants beaucoup moins connus), mais, si succincte soit-elle, le fait mérite d'être noté et expliqué.

Prochian doit certainement cet honneur alors exceptionnel pour un non-bolchevik au fait que lorsque Lénine apprit sa mort il lui consacra un article dans la

Pravda datée du 20 décembre 1918, article qui ne sera pas reproduit dans le tome 28 des *Œuvres* de Lénine publié sous Staline, tome qui couvre cette période. Rappeler que Lénine avait pu rendre un hommage, certes critique, mais un hommage quand même, à un S-R de gauche qui avait été l'un des dirigeants de la demi-insurrection des 6-7 juillet 1918 contre les bolcheviks, puis était entré dans la clandestinité et avait été condamné à trois ans de prison par le tribunal révolutionnaire, était évidemment absolument contradictoire avec le monolithisme de caserne stalinien. Donc censuré.

Nous reproduisons d'abord cette courte notice avant de la compléter.

La notice du Granat

“Prochian Proch Pertsevitch naquit en 1883. Pendant ses études à l’université de Novorossiisk, il milita dans l’organisation clandestine du parti S-R et en 1905 fut condamné à six ans de bagne pour avoir tenté de libérer des prisonniers politiques internés dans la prison d’Odessa. Une fois purgée sa peine d’emprisonnement au bagne, il fut renvoyé en exil, mais réussit à s’enfuir. Il fut cependant bientôt arrêté à nouveau et à nouveau condamné au bagne. En 1913 il réussit à s’enfuir à l’étranger.

*Pendant la guerre, Prochian se tint sur des positions internationalistes et participa à la rédaction de revues “défaitistes”. Il revint en Russie après la révolution de Février et entreprit d’éditer, à Helsingfors, le journal *Le Socialiste-révolutionnaire*. Il organisa une vigoureuse campagne contre la position “défensiste” (1) du comité central du parti S-R. Il rompit avec l’aile droite de ce parti, devint membre du comité central du parti des S-R de gauche, et fut élu au comité exécutif des soviets après le II^e Congrès des soviets. Prochian était partisan du travail en commun avec les bolcheviks, prit part à la révolution d’Octobre et, en 1917, entra dans le premier Conseil des commissaires du peuple en temps que commissaire à la Poste et au Télégraphe. Etant un adversaire déterminé de la paix de Brest-Litovsk, il prit part à l’assassinat du comte Mirbach et fut condamné à une peine de prison de trois ans. Il tomba malade sur le chemin de son exil et mourut en décembre 1918.”* Il faut compléter cette notice très succincte.

Sept ans de bagne...

D’abord, Prochian naquit à Erevan, capitale de l’Arménie, alors province de l’Empire russe. Son père était un écrivain connu. Il achève le lycée en 1902, entre à la faculté de droit de Novorossiisk, rattachée à l’université d’Odessa. Il en est exclu en 1905 pour n’avoir pas payé ses frais de scolarité. Deux ans avant, en 1903, il adhéra au Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) et devient vite l’un des dirigeants de l’organisation S-R d’Odessa ; il organise la propagande S-R chez les ou-

vriers du port d’Odessa, rédige des tracts contre la guerre avec le Japon et les pogromes, assure la liaison avec les organisations S-R des villes voisines.

En juin 1905, il organise la tentative de libérer des prisonniers politiques S-R de la prison d’Odessa. Il se propose tout simplement de faire sauter une part du mur d’enceinte et de prendre le contrôle de la prison les armes à la main. Malheureusement, le fils d’un surveillant découvre la niche où Prochian et ses camarades ont entassé leurs explosifs. Arrêté, il est suspecté sans preuve d’avoir participé à la révolte des marins du Potemkine (on ne sait pas s’il y a ou non contribué) et condamné au bagne avec deux camarades. Il est envoyé au bagne de Nertchinsk, en Sibérie, le pire bagne de la Russie tsariste, où est internée aussi Maria Spiridonova (2) future dirigeante des S-R de gauche, avec Fanny Kaplan, qui tirera sur Lénine, le 30 août 1918.

Le régime de Nertchinsk est si dur que, pendant le séjour de Prochian, six condamnés tentent de se suicider en signe de protestation contre la dureté du régime ; Prochian, qui se fait remarquer par sa gaieté, son humour, sa bonne humeur et sa tranquillité résiste à l’administration de toutes ses forces. On le met régulièrement aux fers, on le jette au cachot pendant trois mois, on le prive de correspondance et de promenade ; il décrète une longue grève de la faim, perd un instant la vue mais ne cède pas. Il est libéré en janvier 1910 et est envoyé en exil, s’enfuit au bout de trois mois, se fixe à Moscou, est rattrapé, condamné à une peine supplémentaire de trois ans de bagne qu’il effectue dans la prison de Boutyrka, à Moscou, puis dans la prison centrale de Iaroslavl, puis de Kresty, à Saint-Pétersbourg.

A sa libération, il est exilé en Yakoutie, au fin fond de la Sibérie ! Il décide de s’enfuir. Il rencontre un émissaire de la direction S-R, Moiseenko, qui lui fournit de faux papiers, un faux passeport et des adresses à Saint-Pétersbourg, Kiev et Paris. Il s’échappe et part à l’étranger en

(1) *Polititcheskie deateli Rossii*, Moscou, 1993, p. 264.

(2) Voir *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 51, p. 117.

1913. Au début de janvier 1917, les agents de l'Okhrana en France découvrent sa trace à Paris. Il envisage d'abord de retourner en Sibérie pour y organiser des attentats contre les autorités. Le 27 mai, le chef de l'Okhrana en France annonce son prochain départ à ses supérieurs à Saint-Petersbourg et donne de Prochian une description très précise qui ne laisse guère de doute sur le sort qui l'attendait une fois franchie la frontière.

Adversaire de la guerre

Lorsque la guerre éclate, les S-R se divisent en trois groupes : les sociaux-chauvins, qui proclament : "*D'abord la victoire, ensuite la révolution !*"; les centristes, un peu moins à droite, qui affirment que "*les intérêts de la révolution doivent être subordonnés aux intérêts de la défense*"; et les internationalistes qui condamnent la guerre comme impérialiste des deux côtés et pour qui la défaite du tsarisme aggravera sa crise. Prochian appartient à ce courant et en même temps il veut "agir" et envisage de partir en Serbie comme infirmier. Le principal dirigeant de la gauche S-R, Mark Natanson, lui écrit alors : "*Je n'avais jamais pensé que vous puissiez partir à la guerre, même en qualité d'infirmier, et j'espère que vous ne trahirez pas vos opinions socialistes et que vous resterez un révolutionnaire*" (3).

Prochian abandonne son projet, envisage de revenir clandestinement en Russie au cours de l'été 1915, mais abandonne cette idée dont l'Okhrana était informée. Il s'installe alors à Genève et organise la propagande révolutionnaire dans les camps de prisonniers russes en Allemagne et en Autriche. En 1916, la propagande antiguerre organisée par Prochian et ses camarades a touché de 100 à 300 prisonniers dans près de 100 camps de prisonniers.

Il revient à Petrograd en avril 1917. Il se dresse aussitôt contre le gouvernement provisoire, dénonce la présence en son sein de Kerensky, présenté comme S-R. Lors du troisième congrès des S-R, qui se tient à Moscou, du 25 mai au 4 juin, il est, avec Maria Spiridonova, Natanson, Kamkov et Steinberg, l'un des dirigeants de l'aile gauche qui se prononce contre toute

coalition avec les partis bourgeois, exige un gouvernement homogène des seuls partis socialistes, des élections immédiates à l'Assemblée constituante, la conclusion immédiate d'un traité de paix et la socialisation de la terre. Il se dresse très tôt contre le comité central socialiste-révolutionnaire dirigé par Victor Tchernov et la droite favorable à la coalition avec les partis bourgeois et à la poursuite de la guerre. Il milite dans la région au nord de Saint-Petersbourg et au sud de la Finlande (alors province russe). A Cronstadt, Helsingfors, Vyborg il fait alliance avec les bolcheviks.

Il dénonce l'offensive en Galicie décidée le 18 juillet par Kerensky comme "*un coup de poignard dans le dos de la révolution*". Lors de la manifestation du 18 juin et des manifestations des 2 et 3 juillet, il s'associe aux bolcheviks et dénonce la répression contre eux. Le gouvernement provisoire l'associe à ces derniers et le fait jeter en prison avec son camarade Oustinov et les bolcheviks Antonov-Ovsseenko, Raskolnikov et Trotsky. Il en sort après l'échec du coup d'Etat de Kornilov, à la fin août 1917. Le comité central du parti S-R constitue une commission spéciale d'enquête sur son "*activité désorganisatrice*" et celle d'Oustinov. Il refuse de répondre à ses questions et est aussitôt exclu du parti S-R, mais la quasi-totalité des groupes S-R de Petrograd, Vyborg et Helsingfors, surtout composés de soldats, se rallie aux S-R de gauche.

Partisan de la transmission du pouvoir aux soviets, il est en même temps hostile à une insurrection avant leur deuxième congrès. Il déclare, le 16 octobre : "*S'il y a une offensive, nous devons le faire de façon organisée et seul le congrès des soviets peut le faire*" (4). Il est partisan de la prise du pouvoir et y participe.

A la fin du deuxième congrès qui sanctionne la prise du pouvoir par les bolcheviks, il est élu au comité exécutif central des soviets et à son présidium. Le 2 novembre, il est nommé membre de la commission proposée par Kamenev pour discuter de la constitution d'un gouverne-

(3) *Pervoe sovietskoie pravitelstvo*, Politizdat, Moscou, 1991, p. 403.

ment socialiste homogène. Hostile à la perpétuation d'un gouvernement purement bolchevik, il se prononce pour un gouvernement de coalition bolcheviks, S-R de gauche et mencheviks internationalistes de Martov. Il se prononce contre les premières mesures répressives du gouvernement bolchevik (dont l'interdiction du journal *Cadet*, *Retch*, et les arrestations de quelques contre-révolutionnaires) en affirmant qu'elles n'aboutiront qu'à "déchaîner la guerre civile", déjà engagée (5). Le 4, il menace de retirer les S-R de gauche du comité militaire révolutionnaire de Petrograd. La droite bolchevique, par la bouche de Noguine, s'associe à son exigence. Le 6, il constate qu'il est impossible de s'entendre avec les S-R de droite.

Il est en même temps partisan d'une rupture radicale des S-R de gauche avec la majorité de droite du parti socialiste-révolutionnaire. Lors du congrès de fondation du parti des S-R de gauche (19-28 novembre 1917), il déclare : "Nous avons énormément perdu en ne nous séparant pas plus tôt" (6). Il est élu au comité central des S-R de gauche et fait partie de leur délégation qui discute avec les bolcheviks de leur entrée dans le Conseil des commissaires du peuple, où il entre en décembre avec sept autres S-R de gauche. Il est nommé commissaire aux Postes et Télégraphe. Il réussit dans son domaine à mettre fin à la grève opposée par les personnels aux bolcheviks pour protester contre la prise du pouvoir.

Au lendemain des élections à l'Assemblée constituante qui donnent près de 60 % des voix aux S-R de droite (58 % exactement) et 7,5 % aux Cadets, il déclare : "Nous sommes convaincus que la majorité de l'Assemblée constituante sera Cadet-défensiste (...) et n'exprimera pas la volonté du peuple travailleur, des paysans et des ouvriers (...). Nous ne devons pas hésiter à la disperser. Si nous ne le faisons pas, nous laisserons le pouvoir échapper des mains des soviets et nous perdrons pour longtemps toutes nos conquêtes et nous prononcerons ainsi une condamnation à mort de la révolution" (7).

En même temps, il s'élève contre les mesures répressives prises par le gouver-

nement dont il est membre. Ainsi, le 22 février 1918, il insiste, en vain, pour supprimer dans l'appel *La patrie socialiste en danger* le paragraphe exigeant de fusiller sur place les agents de l'ennemi, les spéculateurs et les espions.

Le 20 février, face à la menace de reprise de l'offensive allemande, le Conseil des commissaires du peuple constitue une commission restreinte chargée de régler tous les problèmes urgents entre deux séances du Conseil. Elle est formée de trois bolcheviks (Lénine, Staline et Trotski) et de deux S-R de gauche (Kareline et Prochian). Le 4 mars, il est nommé commissaire politique dans le Conseil militaire suprême.

Contre Brest-Litovsk. La rupture avec les bolcheviks

Mais il rejette la paix de Brest-Litovsk, et, une semaine plus tard, il quitte le gouvernement avec les autres commissaires du peuple S-R de gauche. Lors de la réunion du congrès des soviets, qui valide le traité de Brest-Litovsk, il suggère alors au communiste de gauche Radek, hostile comme lui au traité : cessez d'écrire des résolutions, arrêtez Lénine vingt-quatre heures, déclarez la guerre aux Allemands puis réélisez-le à l'unanimité président du gouvernement, car, placé devant la nécessité de répondre à l'offensive allemande, dit Prochian, Lénine nous insultera mais mènera une guerre défensive mieux que n'importe qui. Après la mort de Prochian, Radek répètera cette phrase à Lénine, qui éclatera de rire.

Au deuxième congrès des S-R de gauche, où il prononce le rapport politique (17-25 avril 1918), Prochian se prononce en effet pour rompre le traité, développer la guerre de partisans contre les Allemands. Il est élu au comité central, au présidium de ce dernier, et président ad-

(4) *Ibid.*, p. 408 et *Znamlia Trouda* (organe des S-R de gauche), 5-6 novembre 1917.

(5) *Oktiabrskaja revolioutsia i armia*, Moscou, 1973, p. 185.

(6) *Polititcheskie deateli*, *op.cit.*, p. 264.

(7) *Ibid.*, p. 264 et GARF, fonds 130, inventaire 2, dossier 1, feuillet 143.

joint du parti S-R de gauche. Il occupe une place centrale dans l'appareil du parti des S-R de gauche, organise les détachements de combat destinés à provoquer l'armée allemande. Il participe à l'organisation de l'attentat contre l'ambassadeur allemand Mirbach et de l'insurrection des S-R le même jour. A la tête d'un groupe d'une vingtaine de soldats S-R de gauche, il prend le contrôle du télégraphe central de Moscou, d'où il envoie dans toutes les grandes villes des télégrammes invitant à ne pas obéir aux télégrammes signés Lénine et Trotsky.

Après la défaite de cette insurrection manquée, il passe dans la clandestinité. Il s'occupe du transfert en Ukraine des groupes terroristes S-R de gauche contre l'armée allemande d'occupation. L'un de ces groupes assassine, à Kiev, le gouverneur allemand de la ville, Eichhorn. Au quatrième congrès du Parti des S-R de gauche (2-7 octobre 1918), il prononce un rapport politique sur le thème : *“Les S-R de gauche et le pouvoir des soviets dans les localités.”* Il affirme qu'en province le pouvoir des soviets n'existe plus, qu'il est remplacé par *“un appareil de fonctionnaires plus nombreux que l'appareil du tsarisme”* (8) et insiste toujours pour briser le traité de Brest-Litovsk. Il est réélu au comité central. Mais quelques jours après le congrès, il est frappé par le typhus. Ses camarades le font admettre sous un nom d'emprunt, puis, devant l'aggravation de sa maladie, donnent son nom pour obtenir qu'il soit bien soigné. Mais toutes les tentatives de le sauver échouent. Le tribunal révolutionnaire le condamne, le 27 novembre, par contumace, à trois ans de prison ! Il meurt à la mi-décembre. Lénine publie un article sur lui dans la *Pravda* du 20 décembre.

L'hommage de Lénine

L'article est très intéressant. Lénine affirme d'abord : *“Prochian se distinguait par un dévouement profond à la révolution et au socialisme.”* Pourquoi Lénine souligne-t-il “socialisme” ? Parce qu'il distingue révolution et socialisme. Il souligne en effet juste après : *“On ne pourrait dire de tous les S-R de gauche qu'ils étaient socialistes, et même, il*

était impossible de le dire de la majorité d'entre eux.” Ils étaient révolutionnaires car ils voulaient tous renverser le régime tsariste et combattre la guerre impérialiste, mais ils n'étaient pas tous, loin de là, pour la propriété collective des moyens de production, fondement économique et social du socialisme. Lénine insiste : *“En revanche, Prochian était un socialiste profondément convaincu.”* Lénine affirme que, dans les réunions du Conseil des commissaires du peuple, *“Prochian, plus d'une fois, se rangea de façon décidée du côté des communistes bolcheviks contre des collègues socialistes-révolutionnaires”* et qu'il proposa même à Lénine la fusion des bolcheviks et des S-R en un seul parti. Puis vint Brest-Litovsk. Alors, affirme Lénine, se manifesta chez Prochian *“le patriotisme”* et le *“subjectivisme”* qui l'amena, comme les autres S-R, à se laisser entraîner par l'idée aventureuse d'une lutte de partisans contre l'impérialisme allemand, ce qui *“poussa Prochian sur la voie de la lutte armée avec le pouvoir soviétique. Pourtant, conclut Lénine, Prochian a plus fait jusqu'en juillet 1918 pour renforcer le pouvoir soviétique qu'il n'a fait à partir de juillet 1918 pour le saper.”* Lénine conclut : *“Dans la situation internationale qui s'est constituée après la révolution allemande, un nouveau rapprochement plus solide qu'auparavant de Prochian avec le communisme aurait été inévitable, si une mort prématurée n'y avait pas fait obstacle”* (9). Cette hypothèse — qui souligne l'importance centrale que Lénine accorde à la marche de la révolution en Europe — vise certainement à tenter de convaincre des S-R du type de Prochian (et il y en avait) de se rapprocher des bolcheviks, mais ce souci tactique ne suffit ni à en confirmer ni à en infirmer la validité.

Jean-Jacques Marie

(8) *Ibid.*, p. 264.

(9) Lénine, *Œuvres complètes* (en russe, tome 37 pp. 384-385).



Karl Radek (1885 - 1939)

**“Un étrange mélange d’amoralité,
de cynisme et d’enthousiasme spontané”**

(Angelica Balabanova, communiste italienne)

La rumeur veut que, lorsqu’en avril 1929 Radek décida de se rallier à Staline, ce dernier exigea de lui qu’il arrête ses plaisanteries. Il lui déclara : *“Après tout, tu dois comprendre que je ne suis pas seulement le secrétaire général du Parti communiste russe, mais aussi le chef de la révolution socialiste mondiale.”* Ce à quoi Radek aurait répondu : *“Koba, là ce n’est pas moi qui plaisante, c’est toi.”* Vraie ou fausse, l’histoire, en tout cas vraisemblable, est révélatrice du personnage d’humoriste féroce et insolent que joua vite Radek.

Son “incroyable insolence”

Son biographe, Jean-François Fayet, note d’ailleurs que dès le début de son activité journalistique Radek frappa les lecteurs et les collaborateurs par *“l’incroyable insolence dont il fait parfois preuve (...) n’hésitant pas au besoin, une fois épuisée sa réserve d’arguments, à traîner ses adversaires dans la boue avec une rare impudence”* (1). Outre le

(1) Jean-François Fayet, *Karl Radek*, Peter Lang éd., Berne, 2004, p 37.

cynisme qu'il manifesta à plusieurs reprises, sa morale assez élastique lui valut de se faire accuser d'indélicatesses financières, accusation que Rosa Luxemburg et Leo Jogisches reprendront contre lui lorsque Radek s'opposera à eux dans le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPiL). Avec son goût marqué pour la provocation, il signa parfois ses lettres du pseudonyme de "kraddek"... qui rappelle le verbe polonais *krasc* (voleur) ou le substantif *kradziej* (le vol). Rosa Luxemburg, qui admettait mal les opposants dans le SKPiL que son ex-mari Leo Jogisches dirigeait d'une main de fer avec l'aide de Dzerjinski, cessa vite de le supporter et écrivit en 1912 : "*Radek appartient au type des putains. N'importe quoi peut arriver lorsqu'il est dans les parages, il vaut donc mieux le tenir à l'écart*" (2).

Si à cela se limitaient les traits de son personnage, il ne mériterait pas qu'on lui consacre du temps. Radek est un individu plus complexe. Journaliste de grand talent, polémiste redoutable, militant dans les partis sociaux-démocrates allemands et polonais (SDKPiL) puis dans le POSDR russe, il a une vision internationaliste des problèmes et manifesta à plusieurs reprises une indéniable finesse d'analyse politique.

En 1937, Trotsky écrira à son sujet : "*Radek est un journaliste de talent, pas un homme politique. Aucun des dirigeants du parti ne l'a jamais pris au sérieux. Au congrès du parti de 1918, Lénine a dit à deux reprises : "Je veux noter ici qu'il est arrivé au camarade Radek de dire involontairement une phrase sérieuse"*" (3). Lénine faisait allusion à la phrase de Radek sur le traité de Brest-Litovsk : "*Lénine a cédé de l'espace pour gagner du temps.*" Certes, Trotsky a sans doute raison, mais pourquoi alors a-t-on, de 1921 à 1924, nommé Radek au petit bureau (ou présidium) de l'Internationale communiste (c'est-à-dire à la direction de l'organisation chargée de préparer la révolution dans le monde) et pourquoi l'a-t-on envoyé en 1923 en Allemagne conseiller la direction du PC allemand chargé d'organiser la révolution ?

De son vrai nom Sobelson, il naît en 1885 à Lvov, en Galicie orientale. Au lycée, il fréquente un groupe clandestin d'ouvriers chapeliers amateurs de littéra-

ture sociale-démocrate qu'il dévore et participe bientôt à un cercle social-démocrate.

Au cours de l'été 1901, Radek est exclu du lycée pour activités subversives. Il part alors pour Cracovie où il découvre la revue *Przegląd socialdemokratyczny* d'Adolf Warski (que Staline fera fusiller en 1938 lorsqu'il dissoudra le Parti communiste polonais), Rosa Luxemburg et Tyszka (pseudonyme de Leo Jogisches). Il passe son baccalauréat. Il fait alors la connaissance de Dzerjinski dont il vante dans son autobiographie "*la passion révolutionnaire, la franche camaraderie et la cordialité*" (4). Pour la passion révolutionnaire pas de doute. Pour les deux autres qualités, par rapport à Radek, on peut émettre quelques réserves.

A l'automne 1901, il quitte Cracovie pour la Suisse "*en laissant à Cracovie, reconnaît-il, des dettes impayées*" (5). Mais comme il s'agit de dettes vis-à-vis de camarades, elles vont traîner derrière lui de nombreuses années.

Dans la révolution... et en prison

Lorsque la révolution éclate en Russie en janvier 1905, il se rend en Pologne (alors partie pour l'essentiel de l'Empire russe), participe à la rédaction du journal du SDKPiL de Rosa Luxemburg, Warski et Tyszka, prend la parole devant des ouvriers en grève, est arrêté, relâché au bout de six mois et délégué par la direction du SDKPiL à la commission centrale des syndicats, avec pour tâche l'organisation de grèves.

Interné un moment à la forteresse de Lodz en 1907, Radek, citoyen autrichien, est expulsé en Autriche à la fin de l'année. Il part pour Berlin où il collabore à la presse sociale-démocrate polonaise (en exil) et allemande. Il milite alors à Brème, fief des "radicaux" (aile gauche). Il peut écrire à bon droit dans son auto-

(2) *Ibid.*, p. 66.

(3) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 12, pp. 153-154.

(4) Georges Haupt et Jean Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspéro, 1969, p. 323.

(5) *Ibid.*, p. 324.

biographie : *“La social-démocratie allemande m’apparut alors rapidement différente de l’image que s’en faisaient les révolutionnaires polonais et russes d’après les résolutions des congrès ou la littérature”* (6). La direction du Parti social-démocrate allemand (SPD) s’engage prudemment mais nettement dans le soutien à l’impérialisme allemand et à son expansion coloniale. Radek s’en aperçoit alors que cette évolution, jusqu’en 1914, échappe en grande partie à Lénine et à Trotsky eux-mêmes.

Exclu...

Au début de 1912, Rosa Luxemburg condamne la conférence de Prague convoquée par Lénine pour chasser les “liquidateurs” du POSDR comme un acte scissionniste. Les dirigeants du comité de Varsovie (Ganecki, Radek) du Parti social-démocrate de Pologne se solidarisent avec eux. Le comité directeur du parti polonais dissout aussitôt le comité de Varsovie. Rosa Luxemburg n’y va pas de main morte. Dans une lettre aux partis de l’Internationale, elle affirme : *“Des agents provocateurs se sont affiliés à l’organisation de Varsovie”*. Elle accuse les dirigeants de Varsovie exclus par elle d’avoir provoqué une scission *“avec la collaboration active de la police politique”* et dénonce l’isolement de *“ce groupe et des agents provocateurs agissant dans son sein”* (7).

Les dirigeants du SPD transfèrent l’exclusion du parti polonais en exclusion du SPD mais les radicaux de Brême maintiennent sa collaboration à leur journal où il est le principal dénonciateur de la politique pro-impérialiste (allemand) de la direction du SPD sous la houlette de Friedrich Ebert.

Contre la guerre et l’union sacrée

Radek se trouve à Berlin lorsque la guerre éclate. Il s’installe à Brême où il anime le groupe des “radicaux” hostiles à la guerre et à l’union sacrée et travaille en concert avec Liebknecht. Puis, au début de 1915, il s’installe en Suisse. Il fait partie de la rédaction du journal des socialistes russes hostiles à la guerre et à l’union sacrée dirigé par Martov (pendant un temps) et Trotsky, *Golos*, rem-

placé plus tard par *Nache Delo*, *Natchalo* puis par *Novaia Epokha*. Ce journal fournira en 1917 au Parti bolchevique une partie de son état-major.

A la conférence de Zimmerwald contre la guerre (septembre 1915), c’est lui qui propose publiquement les deux projets élaborés par Lénine : un projet de résolution appelant les socialistes à lutter pour *“refuser tout crédit militaire, quitter aussitôt les ministères, démasquer le caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre actuelle”* et agir contre elle, et un projet de manifeste invitant à préparer la *“formation d’une Internationale puissante qui mette fin à la guerre et au capitalisme”* (8). Radek fait ensuite partie des huit membres de “la gauche de Zimmerwald” réunis par Lénine et de son bureau.

Radek fait partie du wagon qui part le 9 avril de Zurich et emmène Lénine, avec Zinoviev et quelques autres, en Russie à travers l’Allemagne. Citoyen autrichien et déserteur, il reste à Stockholm où Lénine le charge de publier un bulletin d’informations ronéotypé, bientôt imprimé, en russe, destiné aux révolutionnaires étrangers.

Hésitant sur l’insurrection et hostile à Brest-Litovsk

En 1917, il manifeste quelques hésitations dans les rapports avec les Partis socialistes qui soutiennent le gouvernement provisoire et face à la perspective de l’insurrection. *“Nous ne pouvions nous décider à faire le saut que nous trouvions prématuré”* (9), écrira Radek huit ans plus tard.

Il appartient à la délégation soviétique à Brest-Litovsk, où il mène avec Trotsky un duel inégal sur l’indépendance et le droit des peuples à choisir leur destin avec les chefs cyniques de l’état-major allemand et autrichien, sûrs de leur force et pressés d’en finir par crainte

(6) *Ibid.*, p. 326.

(7) *Correspondance Lénine-Huysmans*, Feltrinelli-Mouton, 1963, pp. 114-116.

(8) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 49, pp. 74-75 et 105.

(9) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, p. 337.

de la contagion bolchevique dans leurs troupes lasses de la guerre.

Lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, il est l'un des plus déterminés partisans de la "guerre révolutionnaire". A la réunion du comité exécutif central des soviets du 23 février 1918, le Parti bolchevique délègue deux orateurs pour introduire les débats, un pour la signature de la paix (Lénine), l'autre contre et pour la guerre révolutionnaire (les partisans de cette dernière choisissent Radek comme orateur. Les deux S-R de gauche prônent évidemment comme lui la guerre révolutionnaire et le rejet de la paix. Radek fait partie de la rédaction du journal fractionnel des communistes de gauche *Kommunist*.

En décembre 1918, il parvient à entrer clandestinement en Allemagne où il participe aux discussions sur la fondation du Parti communiste allemand (fin décembre 1918), malgré les réticences de Rosa Luxemburg à accepter de collaborer avec lui. Comprenant que la situation ne permettrait pas aux révolutionnaires de prendre le pouvoir, il essaie en vain de freiner Karl Liebknecht qui lance mi-janvier une tentative vite écrasée où lui et Rosa Luxemburg perdent la vie. En février 1919, la police allemande arrête Radek et le jette en prison où il reste un an, jouant de fond de sa cellule le rôle de conseiller du jeune Parti communiste allemand et de son secrétaire, Paul Lévi.

Au VIII^e Congrès du Parti bolchevique (mars 1919), il est, en son absence puisqu'emprisonné à Berlin, élu au comité central. Au II^e Congrès de l'Internationale communiste (juillet-août 1920), il est élu au comité exécutif de l'Internationale ; lorsque l'Armée rouge, répondant à l'offensive polonaise en Ukraine en avril 1920, arrive aux abords de la frontière polonaise, Radek critique la volonté de Lénine d'envahir la Pologne pour sonder avec les baïonnettes de l'Armée rouge les reins de l'Allemagne.

Lors de la conférence nationale du Parti bolchevique qui suit la défaite, il se moque de Lénine : "S'il avait eu plus de temps, dit-il, pour lire les journaux étrangers, nous aurions tous pu connaître la situation en Allemagne et en Angleterre sans tâter à la baïonnette" (10).

L'aventurisme de "l'action de mars" (1921)

Pourtant, quelques mois plus tard, Radek et Zinoviev encouragent les nombreux dirigeants communistes allemands qui, convaincus que la révolution progresse à grands pas, prônent "l'offensive révolutionnaire" et, le 24 mars, déclenchent une grève générale insurrectionnelle ultra minoritaire qui rassemble 300 000 ouvriers à son plus haut moment et entraîne le PC allemand au désastre : la moitié de ses membres, désorientés et découragés, le quittent en trois semaines.

La ligne Schlageter

Lénine faisait, en 1921, un constat que l'entrée des troupes française dans la Ruhr en janvier 1923 ne fait que rendre plus aigu : le traité de Versailles, écrivait-il a "placé l'Allemagne et toute une série d'Etats vaincus dans des conditions qui rendent matériellement impossible leur existence économique, les privent de tous droits et les humilient" et sanctionne la soumission aux banquiers des pays coloniaux, réduits à "la spoliation, l'esclavage, la dépendance, la misère et la faim" (11). L'humiliation du traité de Versailles et le poids exorbitant des réparations exigées de l'Allemagne nourrissent un vif ressentiment national en Allemagne que le Parti national-socialiste utilise à ses fins.

En avril 1923, un ancien des corps francs lié aux nazis, Leo Schlageter, accusé de sabotage, est condamné à mort par un tribunal militaire français siégeant en Allemagne, et fusillé. Lors d'un meeting contre le fascisme, Karl Radek, déclare : "Ce martyr du nationalisme allemand (...) a beaucoup à nous apprendre à nous et au peuple allemand (...). Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite de notre part, à nous, soldats de la révolution, un hommage sincère" (12). Certes, l'objectif est d'arracher aux nazis le drapeau de la dénonciation du traité de

(10) *Istoritcheski Arkhiv*, 1992, n°1, p. 17.

(11) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 41, pp. 554-555.

(12) Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Minuit, 1971, p. 692.

Versailles et de la dignité nationale, mais les formules de Radek, qui le précise, peuvent nourrir l'ambiguïté.

En 1923, Radek soutient l'opposition de gauche en appuyant la lettre des "46". En 1924, rendu abusivement responsable de la défaite sans combat de la révolution en Allemagne en octobre 1923, en réalité due à Zinoviev et Staline, il est écarté du comité central et de la direction de l'Internationale. A partir d'avril 1926, il est l'un des porte-parole de l'opposition unifiée. Il dénonce la politique de Staline et de Boukharine en Chine qui, subordonnant le Parti communiste chinois au Kouomintang de Tchang Kaï-Chek mène à son écrasement sanglant en 1927. Au lendemain du XV^e Congrès de décembre 1927, il est exclu du Parti communiste et exilé dans un groupe de soixante-quinze opposants envoyés en Sibérie.

Il se rallie vite à Staline. Le 29 mars 1929, de Tomsk, Karl Radek et Ivar Smilga, dans une déclaration au comité central, dénoncent comme "une faute politique de Trotsky (...) la publication d'articles portant sur des questions internes au parti" (13), à l'étranger. Un groupe de trois, hésitants, Radek, Preobrajenski et Smilga, cesse bientôt d'hésiter. Ils s'en prennent vivement "à la collaboration de Trotsky à la presse bourgeoise". En juillet 1929, Radek et Smilga obtiennent l'autorisation de se rendre à Moscou pour discuter avec la direction. Radek déclare : "La situation nous oblige à revenir à tout prix dans le parti." Il qualifie Trotsky d'"ennemi politique", et attaque violemment l'opposition où il voit "un second parti, le parti de la contre-révolution". Il affirme : "La jeunesse qui rejoint maintenant l'opposition n'a rien de commun avec le parti et le bolchevisme. Ce n'est qu'une jeunesse antisoviétique." La plate-forme de l'opposition de 1927 ? Selon Radek, "elle est devenue la plate-forme du parti" (14). Les opposants se prononçaient pour la collectivisation, Staline la lance ; ils voulaient combattre la droite, Staline rompt avec elle. Ils voient dans ces mesures la reprise de leur politique, la démocratie en moins et la répression en plus.

Dans une gare, le train qui les emmène à Moscou croise un train de trotskystes déportés en Sibérie. Radek tente de les convaincre de se rallier à Staline en leur expliquant : "A Moscou il n'y a pas de

pain. Le mécontentement des masses ouvrières grandit et peut se transformer en indignation contre le pouvoir soviétique." Devant leur scepticisme, il hurle : "J'ai définitivement rompu avec Léon Davidovitch ! Désormais nous sommes ennemis politiques, je n'ai rien de commun avec les collaborateurs des journaux de Lord Beaverbrook" (15), magnat de la presse britannique où une agence de presse a placé quelques articles de Trotsky.

A Moscou les trois hommes négocient avec le groupe de Staline, demandent la libération de leurs camarades, puis se rallient sans avoir obtenu la moindre concession. Le 13 juillet 1929, la *Pravda* publie une déclaration signée de Radek, Smilga et Preobrajenski qui recueille en quelques semaines 344 signatures d'opposants exilés démoralisés et découragés, 609 à la fin de novembre. Condamnant la révolution permanente, dénonçant "l'apparition de Trotsky dans la presse bourgeoise", ils dénoncent dans l'activité de l'opposition en 1927 "la création d'une organisation fractionnelle et son activité d'une violence inouïe (sic !) dans l'histoire du parti (imprimeries clandestines, manifestation du 7 novembre" et concluent : "Nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti", c'est-à-dire de la politique de Staline. Cette initiative ébranle fortement les colonies d'opposants exilés. L'opposition de gauche russe, matrice de l'opposition internationale, se disloque.

Radek, réintégré dans le Parti communiste, nommé directeur du bureau d'information du comité central, devient une sorte de second secrétaire personnel de Staline, dont il est alors à la fois le conseiller et le porte-parole officieux - et cynique ! - en politique étrangère. Lorsque Jacob Blumkine, agent du Guépéou mais fidèle à Trotsky, à qui ce dernier a confié un document à transmettre aux opposants restés en liberté à Moscou, rentré à Moscou en juin 1929, est arrêté et fusillé en août, Trotsky accuse Radek de l'avoir livré à Staline. Il semble que ce soit la maîtresse de Blumkine, Lydia Gorskaia, future Zaroubina, agent du

(13) RGASPI, fonds 326, inventaire 1, dossier 29, feuille 1.

(14) Pierre Broué, *Trotsky*, 1988, p. 631.

(15) *Biouleten oppositsii*, 1929, n°6, p. 25.

Guépéou, mais fidèle stalinienne à qui il s'est imprudemment confié, qui l'a dénoncé.

Trotsky pourra écrire en 1937 : *“Tous les journalistes étrangers à Moscou qui ont chanté les louanges de Staline et traîné mon nom dans la boue (...) avaient pour inspirateur Radek”* (16). Il est loin le temps du dithyrambe pompeux publié par Radek dans la *Pravda* du 14 mars 1923 sous le titre *“L'organisateur de la victoire”* où Radek déclarait de Trotsky : *“Seul un tel homme pouvait être le porte-parole des travailleurs armés. Il rassemblait tout dans sa personne”* (17).

Sur les bancs du deuxième procès de Moscou

Les services qu'il rend à Staline ne l'empêchent pas de se retrouver sur le banc des dix-sept accusés du deuxième procès de Moscou qui s'ouvre le 23 janvier 1937. Faisant tout pour tenter de sauver sa vie, il donne une des clés de la politique de Staline en affirmant qu'il faut organiser la traque des *“huitièmes de trotskystes, quarts de trotskyste, moitiés de trotskystes”* (18), c'est-à-dire de tout communiste qui s'interroge ou dont on peut supposer qu'il risque de s'interroger. Radek fulmine : *“Le trotskysme c'est le saboteur du mouvement ouvrier (...), c'est un instrument des fauteurs de guerre.”* Karl Radek et Piatakov prétendent avoir reçu des lettres de Trotsky (trois pour Radek !), ordonnant le recours à la terreur et proposant de négocier avec le Japon (19) et l'Allemagne pour disloquer l'URSS. Mais ils les ont détruites. Radek souligne cyniquement la difficulté ainsi créée : *“Le procès, dit-il, a montré que l'organisation trotskyste est devenue l'agence des forces qui préparent la nouvelle guerre mondiale (...). Les preuves de ce fait sont les déclarations de deux hommes : les miennes, dans lesquelles j'ai déclaré avoir reçu des directives et des lettres - que j'ai brûlées malheureusement - de Trotsky et les déclarations de Piatakov qui a parlé avec Trotsky. Toutes les autres dépositions reposent sur les nôtres”* (20). L'édifice est fragile et Radek souligne qu'il repose sur ses épaules.

Assassiné par un agent du NKVD déguisé en “trotskyste” !

Cela ne le sauve qu'un moment. Il est condamné à dix ans de prison comme Grigori Sokolnikov mais les deux hommes sont trop bavards, comme le raconte, le 29 juin 1956, le chef du KGB, Ivan Serov, dans un rapport au comité central du PCUS sur les circonstances de l'assassinat de Sokolnikov et de Radek qui *“se sont mis à raconter à leurs compagnons de cellule qu'ils étaient innocents et que tout leur procès était une mise en scène. C'est incontestablement ce qui a conduit à la décision, prise en mai 1939, de les “liquider”. (...) L'assassinat de Sokolnikov, préalablement transféré dans une cellule isolée le 21 mai 1939, fut maquillé en résultat d'une dispute. Radek fut tué dans des circonstances analogues, le 19 mai 1939, dans la prison du NKVD de Verkhneouralsk et son assassinat fut maquillé aussi en dispute, mais dans son cas, le NKVD ajouta une perfidie supplémentaire. Le certificat de décès de Radek, établi par l'administration de la prison, indique : “La mort de Radek est due aux coups reçus et à une strangulation de la part du détenu trotskyste Varejnikov”* (21). Ainsi, un trotskyste aurait étranglé un chef du prétendu “centre trotskyste parallèle”. Montage policier bien digne de Staline...

Serov précise que les deux assassins, Koubatkine et Charok, jusqu'alors simples employés de l'appareil du NKVD, furent nommés le premier chef du service du NKVD de la région de Moscou le second vice-commissaire aux Affaires intérieures de la République du Kazakhstan ! Une ascension fulgurante !

Jean-Jacques Marie

(16) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 12, p. 174.

(17) *Pravda* 14 mars 1923

(18) *Cahiers Léon Trotsky*, n° 12, décembre 1982, pp. 41-43.

(19) *Le procès du centre antisoviétique trotskyste*, Moscou, 1937, p. 573.

(20) *Ibid.*, p. 565.

(21) Administration du président de la Fédération russe (ARF), fonds 3, *opus* 24, dossier. 455, feuillets 33-35.



Larissa Reisner (1895 - 1926)

Nous publions ci-dessous intégralement la biographie de Larissa Reisner écrite par Karl Radek, qui partagea un moment sa vie tumultueuse. Cette biographie raconte un destin plus qu'une vie et il est significatif que Radek, dont la plume est facilement diserte, fantaisiste ou bouffonne, se soit ici contenté de tracer un portrait sans phrases.

Il est nécessaire d'y ajouter quelques précisions. On peut d'abord citer ces lignes de Trotsky dans *Ma Vie*, qui suggèrent à quel point Larissa Reisner en a profondément impressionné — c'est le moins que l'on puisse dire — l'auteur, sans compter des poètes comme Pasternak.

Larissa Reisner, vue par Trotsky

“**L**arissa Reisner occupait une place importante dans la V^e armée, comme aussi dans toute la révolution. Cette belle jeune femme qui avait ébloui bien des hommes, passa comme un brûlant météore sur le fond des événements. A l'aspect d'une déesse de l'Olympe, elle joignait un esprit d'une fine ironie et la vaillance d'un guerrier.

Lorsque Kazan fut occupé par les blancs, elle se rendit, déguisée en paysanne, dans le camp ennemi pour espionner. Mais sa prestance était trop extraordinaire. On l'arrêta. Un officier japonais, du service d'espionnage, l'interrogea. Pendant une suspension de l'interrogatoire, elle réussit à se glisser par la porte qui était mal gardée et disparut. Dès lors, elle travailla en éclaireur. Plus tard, sur les navires de guerre, elle participa à des combats. Elle a consacré à la guerre civile des essais qui resteront dans la littérature. Elle décrivit non

moins brillamment les industries de l'Oural et l'insurrection ouvrière dans la Ruhr. Elle désirait tout voir, tout connaître et participer à tout. En quelques brèves années, elle était devenue un écrivain de tout premier ordre. Sortie indemne des épreuves du feu et de l'eau, cette Pallas de la révolution fut brusquement enlevée par le typhus dans le calme de Moscou : elle n'avait pas trente ans" (1).

Elle venait en réalité d'en avoir trente et un.

Larissa Reisner connut en effet un destin extraordinaire. Commissaire à la V^e armée — l'armée d'Ivan Smirnov, de Poutna, de Toukhatchevski, l'armée qui repoussa les légionnaires Tchécoslovaques révoltés, qui contint Koltchak, le bouscula et reprit la Sibérie —, commissaire à l'état-major de la flotte rouge, membre de l'expédition de la flotte rouge d'Astrakhan, à Enzéli ; après une aventure avec Karl Radek, elle épousa Fiodor Raskolnikov — vice-président du soviet de Cronstadt, premier plénipotentiaire soviétique en Afghanistan qu'elle accompagna dans cette mission, avec qui elle rompit, d'ailleurs, au retour de ce pays —, envoyée du comité central du PCR en Saxe en 1923, la conjonction de la malaria contractée en Perse et du typhus encore endémique en Russie soviétique eut raison d'elle. A la nouvelle de sa mort, le poète Boris Pasternak, éperdument amoureux d'elle, écrit : "*C'est maintenant, Larissa, que je regrette de n'être pas la mort, d'être zéro comparé à elle !*" Arkadi Vaksberg, qui n'aime guère les bolcheviks, la définit ainsi dans une notice biographique : "*Soldat de l'Armée rouge pendant la guerre civile*" (2).

Cronstadt et la rumeur

Les rumeurs n'épargnent pas les figures de légende. L'historien britannique Orlando Figès écrit ainsi : "*Raskolnikov, le chef bolchevik de Cronstadt en 1917, revint sur la base en 1920 en qualité de nouveau commandant en chef de la flotte balte et y mena une vie de grand seigneur en compagnie de son élégante épouse, le commissaire Larissa Reisner,*

avec force banquets, voitures avec chauffeur et domestiques. Reisner avait même une garde-robe constituée de tenues confisquées dans les maisons de l'aristocratie." Et il ajoute, juste après ces phrases : "*La moitié des bolcheviks de Cronstadt avaient si bien perdu leurs illusions qu'ils déchirèrent leurs cartes du parti dans le second semestre de 1920*" (3). Le lecteur est amené à comprendre que ces bolcheviks de Cronstadt ont déchiré leur carte du Parti communiste par dégoût devant la vie fastueuse attribuée à Raskolnikov et Larissa Reisner !

C'est un double roman feuilleton. Certes Raskolnikov et Larissa Reisner jouissaient de certains des privilèges que le pouvoir réserve toujours. Mais ces privilèges n'avaient pas grand chose à voir avec ce que racontaient les récits enflammés des marins de Cronstadt qui haïssaient Raskolnikov et Larissa Reisner pour diverses raisons. Le 8 juillet 1920, Fiodor Raskolnikov, avait été nommé commandant de la flotte de la Baltique. Il s'installe avec sa femme, Larissa Reisner, à Pétrograd. En quelques semaines, il remplace près des deux tiers du personnel de commandement et suscite des mécontentements, exacerbés par sa décision étonnante de nommer son propre beau-père, Mikhaïl Reisner, chef du commissariat politique de la flotte de la Baltique, ou Poubalt. Mikhaïl Reisner, sociologue, historien et juriste n'a aucune compétence pour diriger cet organisme chargé de contrôler la flotte de la Baltique. Sa nomination n'améliore pas l'autorité de Raskolnikov auprès des marins, rétifs à sa tentative de restaurer la discipline. Ils y voient un de ces "privilèges des commissaires" qu'ils dénoncent âprement. Elle renforce les rumeurs qui accusent Raskolnikov de mener grande vie avec sa compagne alors que la situation alimentaire relativement privilégiée des marins et des ouvriers de

(1) Trotsky, *Ma Vie*, Gallimard, 1953, pp. 416-417.

(2) Arkadi Vaksberg, *Alexandra Kollontai*, Fayard, 1996, p. 487.

(3) Orlando Figès, *La révolution russe*, 2007, Point-Histoire, p. 1369.

Cronstadt (ils ont en gros ration double de ceux de Petrograd) se détériore : tous les soirs chez lui on ferait la fête ; la musique et le champagne couleraient à flots. La rumeur qui accuse même Larissa Reisner de prendre des bains de champagne accroît l'exaspération de nombreux marins devant la poigne de Raskolnikov. Or Larissa Reisner dispose, certes, dès avant la révolution, d'un grand appartement, mais le champagne que l'imagination fertile des matelots fait couler à flots n'est que de l'eau, dont il n'est même pas sûr qu'elle soit bien chaude. Le 26 février 1921, le tribunal militaire révolutionnaire fait perquisitionner l'appartement de Michel Reisner qui vit chez sa fille Larissa et son gendre Raskolnikov. Les soldats cherchent les objets précieux dont la rumeur emplit

l'appartement. Ils trouvent une bouteille de cognac et une demi-bouteille de liqueur. Pas la moindre bouteille de champagne même vide... On est très loin des beuveries imaginées par les marins et reprises, on le voit, même par des historiens sérieux. La rumeur en effet continue à courir et le champagne virtuel à couler. Enfin, Larissa Reisner, avait eu la peu brillante idée de tenter de ridiculiser et de rendre odieux les marins de la région, en faisant représenter une comédie intitulée "*Jugement du marin indiscipliné*", râleur et rétif. C'est un flop complet : le marin indiscipliné, joué par un acteur professionnel, loin d'indigner les spectateurs, les fait rire. Mais les marins sont furieux et racontent tout ce qui leur passe par la tête contre elle.

Jean-Jacques Marie

Biographie de Larissa Reisner par Karl Radek

Larissa Mikhailovna Reisner, fille du professeur M. A. Reisner, communiste, naquit le 1^{er} mai 1895, à Lublin, dans le royaume de Pologne où son père enseignait à l'institut d'agronomie de Pulawy. Elle passa son enfance et alla à l'école primaire en Allemagne (à Berlin et à Heidelberg) où elle grandit dans l'atmosphère créée par les liens étroits qui unissaient son père à l'émigration révolutionnaire et aux cercles dirigeants de la social-démocratie allemande. Elle s'y imprégna aussi de culture allemande. Les années passées avec ses parents à Paris élargirent le cercle des intérêts culturels de l'enfant.

Une passionnée de littérature

En Russie, elle fut élevée dans l'atmosphère de défaite de la première révolution et dès le lycée se manifestent les capacités littéraires et le tempérament révolutionnaire de Reisner. De très bonne heure, elle commence à étudier la litté-

ture, puis elle subit fortement l'influence de l'ami de ses parents, Léonide Andreiev, qui lui fait étudier l'histoire de la littérature. Le drame "*Atlantide*", qu'elle écrit à 17 ans et qui fut publié aux éditions "Chipovnik", atteste que l'influence d'Andreiev ne s'étendit pas à ses idées. Ce drame décrit la tentative d'un homme pour sauver la société par son sacrifice personnel. Les sources auxquelles Reisner puisa le contenu de son drame (*L'histoire du communisme*, de Pellman, entre autres) montrent clairement dans quel milieu idéologique elle vivait alors.

Le rejet du chauvinisme guerrier

Dès le début de la guerre, Larissa Reisner ressent très profondément l'effondrement de la social-démocratie internationale et l'évolution de l'intelligentsia russe vers le chauvinisme. La rupture de ses parents avec Andreiev à ce sujet rencontre son entière approbation. Le sentiment qu'il lui était impos-

sible de rester en dehors de la lutte contre la guerre poussa le professeur Reisner à publier la revue *Roudine* qui, tant par sa forme (prestigieuses caricatures de déserteurs passés dans le camp du patriotisme) que par son contenu, représentait la protestation éclatante d'un groupe isolé d'intellectuels révolutionnaires contre la guerre. L'âme de *Roudine* était Reisner qui y publiait non seulement des poèmes remarquables par leur forme mais aussi tout un ensemble de reportages pleins d'esprit. Toute la lutte contre la censure, les soucis financiers pour se faire éditer pesaient sur ses épaules. Quand, faute de moyens, cesse la parution de *Roudine*, Reisner commence à collaborer à *Letopis* de Gorki. En 1917, dès avant la révolution, Reisner entre en contact avec des cercles d'ouvriers. La révolution de février la place d'emblée parmi les adversaires de la coalition avec la bourgeoisie. Un pamphlet percutant dirigé contre Kerenski et publié dans *Novaïa Jizn* suscite non seulement les attaques de la presse bourgeoise, mais effraie même la rédaction de l'organe de Gorki. Reisner entre alors en contact avec les grandes organisations ouvrières, les cercles d'études des marins de Cronstadt.

Un soldat de l'Armée rouge

La révolution d'Octobre trouve en elle un profond écho. Dans les premiers mois qui suivent la révolution, elle travaille à la conservation de monuments d'art, et le fait non pas avec le sentiment de sauver l'art ancien devant l'invasion des barbares, mais avec celui d'un travailleur qui préserve le meilleur héritage du passé pour les créateurs de l'ordre nouveau. Mais le commencement de la guerre civile ne lui permet pas de se maintenir à ce poste. Elle est entraînée dans la lutte directe à Svajsk près de Kazan, où l'Armée rouge s'est réellement formée dans la lutte contre les Tchécoslovaques : Larissa Reisner combat les armes à la main aux premières lignes, ainsi qu'en témoignent des gens qui ont participé directement à ces combats (cf. A. Kremlev, *Krasnaïa Zvezda*,

14 novembre 1926). De même, plus tard, elle prit part à l'expédition et à tous les combats de notre flotte de la Volga. Un témoin de ces combats, le vieil officier de carrière F. Novitski, rapporte (dans les *Izvestia*, 12 novembre 1926) quel respect cette jeune révolutionnaire inspirait aux vieux soldats par son intrépidité dans les situations les plus dangereuses.

Commissaire de la flotte

Une fois terminée la lutte contre les Tchécoslovaques et la Volga libérée, Reisner, se soudant à la flotte rouge, est nommée commissaire à l'état-major de la marine. Son enthousiasme et sa délicatesse, joints à une intelligence réfléchie, lui attirent le respect des officiers en chef de l'ancienne flotte qui, comme l'amiral Altfater et comme Berens, avaient besoin, en entrant au service des Soviétiques, qu'un être vivant les aidât à se rapprocher de la révolution. Lorsque dans la lutte contre Denikine notre flotte entre à nouveau en jeu, Reisner la suit d'Astrakhan à Enzéli. Après la fin de la guerre civile, Reisner, habitant Leningrad, cherche à étudier directement à l'usine la vie des masses ouvrières ; elle ressent avec une peine infinie la révolte de Cronstadt, le début de la NEP et, remplie d'angoisse pour l'avenir de la Russie soviétique, elle part pour l'Afghanistan comme épouse du représentant plénipotentiaire soviétique Fiodor Raskolnikov. A Kaboul, elle ne reste pas simple spectateur dans la lutte diplomatique que mène la représentation soviétique contre l'impérialisme anglais. Elle y prend part personnellement, entre en contact avec le harem de l'émir qui jouait un rôle considérable dans la politique afghane, étudie la politique indienne de l'Angleterre pour laquelle l'Afghanistan joue le rôle d'un avant-poste, et le mouvement national indien.

Des monuments littéraires sur la guerre civile

A son retour de Kaboul, en 1923, elle publie *Le Front* et *L'Afghanistan*. *Le Front* restera l'un des grands monuments

littéraires sur notre guerre civile. Il montre avec quelle finesse et quelle attention l'auteur observe non seulement les héros et les chefs de la lutte, mais la masse qui mène directement cette lutte. En octobre 1923, Larissa Reisner se rend en Allemagne dans un double but : elle doit donner à l'ouvrier russe une image de la guerre civile qui se prépare là-bas sous l'influence de l'occupation de la Ruhr par les Français et de la crise économique. Elle devait également, en cas de prise du pouvoir en Saxe, servir d'agent de liaison entre la partie du comité central du Parti communiste allemand et de la représentation du Komintern qui se trouvait à Dresde et l'autre partie. Mais le déroulement des événements en Saxe ne permit même pas à Larissa Reisner de commencer à remplir les missions qui lui étaient confiées. Se trouvant à Berlin aux plus durs moments qui suivirent la défaite de la Saxe, elle aide les représentants du Komintern qui vivent en pleine conspiration à s'orienter vers l'état d'esprit des masses. Elle suit la file des chômeurs devant la Bourse du travail, devant les boutiques, assiste aux réunions d'usine, aux meetings de la social-démocratie, se rend dans les hôpitaux, participe aux premières manifestations qui parviennent à être organisées malgré la dissolution du Parti communiste par le gouvernement. Dès l'annonce du soulèvement de Hambourg, Reisner se précipite là-bas mais le soulèvement est si vite écrasé qu'elle arrive trop tard.

“Hambourg sur les barricades”

Elle recueille, auprès des familles de fugitifs qui avaient pris part au soulèvement, des renseignements sur la lutte héroïque du prolétariat de Hambourg, pénètre dans les salles d'audience où l'on juge les vaincus. Elle vérifie les documents rassemblés par ceux qui ont pris part au soulèvement et, de retour en Russie, elle laisse avec son *Hambourg sur les barricades* publié dans le n° 1 de la revue *Jizn*, un livre unique en son genre tel que n'en ont connu ni le soulèvement finlandais ni la Hongrie soviétique. La censure et la justice de l'Empire allemand interdi-

sent la publication du livre et ordonnent qu'il soit brûlé. Un esthète du journal libéral *Frankfurter Zeitung* proteste contre ce jugement au nom des hautes qualités artistiques du livre, mais le tribunal de classe de la contre-révolution allemande sait ce qu'il fait : il détruit le livre qui maintient pour le prolétariat allemand l'esprit du soulèvement de Hambourg. A peine remise de la pénible vie de conspiration qu'elle a menée à Hambourg, Larissa Reisner part dans l'Oural y étudier les conditions de vie du prolétariat. Ce voyage ne signifie pas seulement pour elle l'aboutissement d'un but littéraire. La NEP lui inspire des doutes qu'elle cherche à dissiper dans la vie concrète et elle trouve dans le pénible labeur des métallurgistes et des mineurs, dans le travail que font nos administrateurs dans les bourgs délaissés de l'Oural une réponse à la question : construisons-nous le socialisme ou le capitalisme ? Elle rentre pleine d'espoir dans notre avenir et se lance dans l'étude de l'édification de notre économie.

Dans le Donbass

Elle délaisse les livres pour aller visiter une région textile, dans le Donbass. Le livre *Le fer, le charbon et les êtres vivants* dépeint le prolétariat russe au travail. Ce livre se distingue sur le plan artistique par le fait que Larissa Reisner, qui a grandi parmi des acméistes et qui possède un style très recherché, se met à écrire de manière plus simple, plus accessible aux masses laborieuses. Il ne s'agit pas d'une simplification artificielle, mais du résultat de son rapprochement avec les ouvriers lors des voyages qu'elle effectua au titre de propagandiste dans les unités techniques de la garnison de Moscou. En 1925, souffrant d'une malaria contractée lors de l'expédition de Perse, elle part faire une cure en Allemagne ; même la maladie ne l'empêche pas d'établir des contacts avec le prolétariat de Hambourg. Elle quitte en cachette la clinique où elle est en traitement pour participer à une manifestation organisée par les communistes de Hambourg, et quelque peu rétablie, elle parcourt l'Allemagne pour étudier la situation de la classe ouvrière et les

mutations sociales qui s'opèrent sur la base de la stabilisation. Elle pénètre aussi dans le laboratoire technique de Junkers, dans l'usine de Krupp, dans l'énorme imprimerie d'Ulstein et enfin dans les mines de charbon de Westphalie, dans les logements ouvriers, dans les casernes massives de la misère.

“Au pays d'Hindenburg”

Le livre *Au pays d'Hindenburg* n'est plus un reportage littéraire, mais une grande toile sur fond social et politique peinte de la main d'un maître très étroitement lié à la lutte de la classe ouvrière. Ce travail terminé, elle se met à l'étude des documents concernant le soulèvement des décabristes. Ses essais sur Troubetskoï, Kakhovski, Stengel, qui ont suscité les louanges du meilleur historien marxiste russe, constituent en même temps, sur le plan artistique, les meilleures de ses œuvres. Elle n'a même pas vu ces travaux imprimés. La tête remplie tout à la fois des plans du livre qui dépeint l'existence

des ouvriers ouraliens aux temps de la révolte de Pougatchev, du capitalisme et du pouvoir des soviets et des plans du livre qui devait retracer dans ses grandes lignes l'histoire de la lutte émancipatrice du prolétariat, elle tombe malade du typhus. Son organisme ruiné par la malaria ne résista pas et le 9 novembre 1926 Larissa Reiser mourut à l'hôpital du Kremlin. Avec elle disparaissait, au seuil d'une vie riche de création, un combattant du communisme qui tout en participant directement à la lutte émancipatrice du prolétariat était appelé à peindre cette lutte sous une forme artistique. Avec elle disparaissait une communiste profondément attachée à la classe ouvrière russe qui, grâce à une grande culture, avait su en même temps se lier au mouvement révolutionnaire d'Orient et d'Occident. Avec elle enfin disparaissait une femme profondément révolutionnaire, précurseur de ce nouveau type humain qui naît dans les tourments d'une révolution.

Karl Radek



Timothée Sapronov (1887 - 1939)

L'ouvrier Timothée Sapronov a laissé un nom dans l'histoire de la révolution russe surtout parce qu'à partir de 1920 il a animé un groupe d'opposition dans le Parti bolchevique, intitulé “Centralisme démocratique” (ou déciste), qui s'est maintenu avec de nombreux changements jusqu'au milieu des années 1930 avant d'être disloqué après l'arrestation puis

l'exécution de ses principaux dirigeants. Cette autobiographie publiée en 1927 dans l'encyclopédie Granat, mais rédigée en 1925, ne souffle mot de cette activité d'opposant. On peut s'interroger : s'agit-il d'une autocensure ou d'une censure externe ? On penche pour la seconde hypothèse, car Sapronov n'était pas du genre à garder sa langue dans sa poche.

Le groupe des décistes se constitue en 1920 sous sa direction et celle d'Ossinski et de Vladimir Smirnov. Il réclame une liberté totale de discussion dans le Parti bolchevique et la fin des nominations d'en haut aux postes électifs.

Les décistes sont partie prenante de la déclaration des quarante-six cadres du parti qui, à la mi-octobre 1923, engagent le combat pour la démocratisation du parti et forment l'opposition de gauche. Cette déclaration est formée d'une lettre au comité central de Preobrajensky, Se-rebriakov (anciens secrétaires du comité central) et Breslav.

On y lit : *"La crise économique et financière qui a éclaté à la fin de juillet de cette année (...) a révélé inexorablement l'incapacité de la direction"* dont les mesures empiriques au coup par coup préparent une catastrophe économique et donc politique. Cette situation exige un grand débat sur ses causes et sur les remèdes à y apporter. Or la démocratie dans le parti est moribonde. La libre discussion y a pratiquement disparu. Ce n'est plus le parti qui élit ses dirigeants, mais ces derniers qui désignent les délégués aux congrès. Les militants critiques ou en désaccord ne font leurs remarques qu'en privé et s'ils sont sûrs de la discrétion de leur interlocuteur. Ce *"régime intolérable détruit le parti en le remplaçant par un appareil bureaucratique sélectionné (...) incapable de faire face aux crises et qui menace d'être totalement inefficace face aux événements graves qui s'annoncent."* En fait, *"le parti est remplacé par un appareil bureaucratique sélectionné"*. Evoquant *"la dictature d'une fraction dans le parti, instaurée en fait après le X^e Congrès"*, ils précisent : *"Nombre d'entre nous ont accepté de se subordonner à un tel régime temporairement à cause du passage à la NEP et de la maladie de Lénine."* D'autres non. Tous sont d'accord aujourd'hui pour dire que *"ce régime dictatorial a épuisé ses possibilités"* et devient pernicieux.

Quarante-trois autres militants se joignent à cette déclaration en y ajoutant des commentaires divers. Saprionov signe un court texte avec Ossinski et cinq autres militants étrangers au courant

déciste (Mouralov, Antonov-Ovseenko, Benediktov, Ivan Smirnov et Piatakov) qui affirme : *"Je partage pour l'essentiel les idées de cet appel"*, et soutient la proposition d'une conférence. Alors que Vladimir Smirnov signe un autre texte affirmant :

"Je ne suis pas d'accord avec un certain nombre d'opinions dans la première partie de la déclaration. Je suis en désaccord avec certaines caractérisations de la situation interne du parti" (1).

Les décistes se joignent à l'opposition unifiée qui se constitue en avril 1926. L'appareil organisé des commandos de hurleurs qui lui interdisent de s'exprimer dans les réunions déclenche contre elle une offensive qui culmine dans la XV^e Conférence du Parti communiste (26 octobre-3 novembre 1926) où Molotov l'accuse de s'engager sur le chemin de Cronstadt. L'opposition, alors, recule. Saprionov et ses camarades rompent avec elle par une déclaration dite des 15 qui affirme :

"Staline a à ses côtés l'armée des fonctionnaires, tandis que l'opposition rallie la fraction ouvrière du parti ; le groupe de Staline et de la petite bourgeoisie qui le soutient ne peut être renversé que si l'opposition s'assure la sympathie active et l'appui de la classe ouvrière ; il est donc nécessaire de former un noyau pour défendre la cause de la révolution prolétarienne" (2). C'est annoncer la constitution d'une fraction et, bientôt, d'un second parti.

Au début de l'été 1927, Saprionov et les décistes diffusent une plate-forme dite des 15.

En décembre 1927, quinze décistes, dont Saprionov, Vladimir Smirnov, Dachkovski, diffusent un appel à l'intention du XV^e Congrès du parti communiste qui affirme :

"La politique opportuniste du comité central ne peut que renforcer la protestation de tous les ouvriers révolutionnaires contre elle."

(1) Cahiers Léon Trotsky, n° 54, décembre 1994, pp. 115-121.

(2) Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, Minit, 1963, pp. 250-251.

Le mois suivant, Sapronov est exilé en Sibérie avec les dirigeants de l'opposition Preobrajenski, Racovski, Sosnovski, Smilga, Serebriakov, Radek, Piatakov.

Sapronov se livre alors à une manœuvre qui fera long feu. Il affirme un "repentir public", certes, purement tactique, qui lui permet d'être un moment libéré et de reprendre ses activités politiques clandestines.

En août 1928, au moment où s'amorce le tournant vers la collectivisation et l'industrialisation, les décistes diffusent un texte d'une dizaine de pages, sans doute rédigé par Sapronov. On y lit :

"Le régime centrisme de la petite bourgeoisie, en écrasant l'opposition prolétarienne, en la persécutant, proclame un "cours gauche" et s'efforce par des méthodes bureaucratiques d'appareil de surmonter le danger de droite (...). Le centrisme, en persécutant l'opposition, empêche l'ouvrier de s'organiser et introduit par son cours gauche la dislocation dans ses rangs. Le centrisme est le principal danger pour la classe ouvrière, l'obstacle fondamental dans son combat contre la bourgeoisie. Le centrisme est particulièrement dangereux pour l'opposition, pas tant par la prison et l'exil que par le soi-disant cours gauche."

Son camarade Smirnov précise :

"Le gouvernement actuel qui se présente sous l'étiquette du pouvoir soviétique, qu'il avait pourtant lui-même détruit, devient maintenant une menace pour le prolétariat. Le prolétariat doit se battre contre ce gouvernement au nom de la dictature et au nom du véritable pouvoir des soviets" (3).

Sapronov est exclu du parti.

Un an plus tard, Sapronov est encore plus net. Dans une lettre du 10 août 1929, il écrit :

"Dans l'Union soviétique d'aujourd'hui domine la dictature de la petite bourgeoisie. Ce disant, nous rejetons toutes les "théories" de toutes les nuances de l'opposition trotskyste affirmant que l'URSS reste le pays de la dictature du prolétariat. En même temps, au contraire de l'opposition trotskyste qui appelle la classe ouvrière à amélio-

rer un peu, à corriger, à réformer le pouvoir existant, nous déclarons : la classe ouvrière de l'URSS est confrontée à la tâche grandiose de rétablir la dictature du prolétariat en écartant du pouvoir la classe de la petite bourgeoisie qui lui est hostile par une nouvelle révolution prolétarienne. Mais pour réaliser une tâche politique aussi grandiose, la classe ouvrière a besoin avant tout de son propre parti ouvrier, un parti fort rassemblant dans ses rangs la meilleure partie de la classe ouvrière et marchant en tête du mouvement ouvrier »

Puis il précise :

"Aujourd'hui, ce n'est pas encore le cas. Aussi, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière n'est-elle pas encore à l'ordre du jour. Pour la prochaine période, la tâche est d'organiser le parti ouvrier. L'opposition prolétarienne en a pris l'initiative sur ses épaules. Mais la classe ne constitue son parti que dans le cours de la lutte. Dans les conditions de la dictature de la petite bourgeoisie, la lutte de la classe ouvrière dans les premières étapes de son développement — et nous en sommes précisément à cette première étape — doit se développer essentiellement comme une lutte pour des revendications partielles. C'est dans le cours de cette lutte que se forgera le parti de la classe ouvrière."

Et Sapronov énumère une liste de vingt-huit revendications (en réalité trente-neuf, car la douzième est divisée en sept revendications partielles et la vingt-huitième en six) qui vont de l'interdiction de la production de vodka à la liberté d'organisation du "parti communiste ouvrier".

Son exigence d'un second parti approfondit la rupture avec l'opposition trotskyste qui se refuse à avancer alors cette revendication. Trotsky envisage en effet les problèmes du point de vue de la révolution mondiale et donc de l'Internationale (alors que Sapronov et les décistes partent de l'URSS conçue comme une réalité en soi, ce qui conduira leur courant à disparaître). C'est au moment où l'Internationale communiste, sur

(3) Cahiers Léon Trotsky, n° 59, août 1997, p. 25.

l'exigence de Moscou, validera la politique désastreuse du PC allemand qui a concouru à porter Hitler au pouvoir que Trotsky abandonnera la bataille d'opposant dans les PC pour ouvrir la perspective d'une nouvelle Internationale et donc de nouveaux partis. Encore le *Bulletin de l'opposition* gardera-t-il ce titre jusqu'à sa mort.

Selon l'un de leurs dirigeants, Ivanov, dit Dune, les "sapronovistes" rassemblent alors près de 2 000 militants, en grande majorité clandestins, ce qui permet à nombre d'entre eux d'échapper à l'arrestation, mais leur activité politique s'éteint à partir du milieu des années 1930. Certains d'entre eux, dans les camps, participent aux mouvements de grève de la faim organisés par les trotskystes à Vorkouta et à Maghadan.

En septembre 1929, les "sapronovistes", comme les appelle l'appareil, diffusent dans plusieurs arrondissements de Moscou un tract signé "le groupe de

bolcheviks-léninistes sapronovtsy de Sokoloniki" qui appelle à la lutte pour "les conquêtes d'Octobre et la dictature du prolétariat".

Sapronov est alors arrêté et jeté en prison à Verkhné-Ouralsk. Victor Serge, l'évoquant avec Vladimir Smirnov, écrit d'eux : "Tous deux sont usés, malades et intraitables" (4).

Une circulaire du 21 juin 1935 ordonne le retrait des bibliothèques des livres et brochures de Sapronov, condamné peu après à une seconde peine de prison. Sapronov est fusillé en 1939.

Jean-Jacques Marie

(4) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et écrits politiques*, Bouquin, 2001, p. 385.

Les documents non référencés font partie d'un volume destiné à une publication ultérieure...

Autobiographie

Je me souviens comme si c'était hier des années 1991-1992, années de famine (j'avais alors 4-5 ans). Notre petite izba, en brique, mais sans toit, aux vitres cassées, tout autour la misère noire, juste une méchante hutte où s'abritait une haridelle qui avait réussi à survivre en mangeant la paille du toit ; aucun autre bétail, pas même des poules. Une nuit, le tonnerre se met à gronder, la pluie déferle, mes parents se réfugient sous l'auvent de la porte, les enfants (nous étions sept) sous le rebord des fenêtres. L'eau clapote, des cataractes s'écoulent du plafond, le tonnerre gronde, aux cris et aux piailllements des enfants se mêlent les jurons menaçants de mon père "taisez-vous p...". A travers tout ce bruit on perçoit parfois les sanglots étouffés et les supplications de ma mère "Volodia, ne jure pas, n'offense pas dieu."

Nous n'avions plus de pain, même pas du pain d'archoche, pas d'argent pour en acheter, les "livraisons" (l'aide aux affamés) allaient au staroste et aux koulaks de ses amis. Nous attelons la haridelle et par-

tons mendier, notre mère en tête. Nous quittons la maison de nuit, (nous avons honte). Parvenue en plein champs, mère laisse libre cours à son chagrin. Elle se lamente au rythme des cahots de notre pauvre carriole : "Mes pauvres chéris, pourquoi vous avoir mis au monde si nombreux, pour notre grand malheur, pourquoi le seigneur ne me les reprend-il pas, malheureuse que je suis."

Et nous voici au grand marché de la ville de Mtsensk. La rosse, dételée, mâche de la paille. Une foule de badauds fait cercle autour de nous : "Regardez, regardez, comme elle danse bien la petite mendigote." C'est ma petite sœur de trois ans qui danse et, de sa voix grasseyante, débite des historiettes. Les uns rient, d'autres sont émus, et certains, en se signant pieusement, lui jettent des pièces d'un ou deux kopecks. Et ma mère ? Elle sanglote doucement derrière la carriole.

Une épidémie de rougeole, les gens meurent comme des mouches, on traîne les corps au cimetière et on les recouvre

de chaux. Les “scélérats” (les détachements sanitaires) “expédient” les gens.

Soudain, ma mère tombe malade. Convulsée de douleurs, elle se tord bras et jambes et pousse des hurlements sauvages. Et mon père lui crie : *“Tais-toi s..., si on t'entend, on t'expédie. Tu as fait une douzaine de gosses et tu veux crever ? Et moi, qu'est-ce que j'en ferais ?”*, ne cesse-t-il de répéter. Et il réussit à “empêcher” ma mère de mourir. Une semaine entière on n'a laissé personne entrer dans la maison ; on disait que maman n'était pas là, qu'elle était partie chez des amis. Et pendant tout ce temps nous avons ramassé des orties, les avons fait bouillir dans un chaudron et avons versé sur maman cette mixture bouillante. Elle a guéri. La médecine était vaincue.

Après les années de famine, la situation pour nous n'a guère changée. Le père était toujours aux mains du seigneur local ou du koulak pour un pound de farine, un chargement de paille, aussi ne faisons-nous notre récolte qu'après que père ait travaillé chez ses débiteurs c'est-à-dire quand le blé avait déjà grainé ou pourri sous la pluie. Ainsi, toute la famille restait à nouveau sans pain et papa et mes frères et sœurs aînés allaient à nouveau se vendre, on hypothéquait les derniers arpents de terre, on portait à l'usurier les dernières babioles du coffre de ma mère. Sur fond de famine et autres privations, de fréquentes disputes éclataient à la maison, mon père battait les enfants et ma mère était épuisée et malade.

A sept ans je suis allé à l'école, j'y ai subi des moqueries, parfois des coups, à cause de mes méchants habits, et j'étais surnommé le “mendigot”. Bientôt, cependant, j'ai eu des défenseurs parmi les enfants de riches parce que je leur soufflais les réponses pendant les cours. A huit ans, on m'a envoyé paître le bétail et à douze j'ai été emmené par le seigneur de la région (la comtesse Levchina) à Piter où j'ai passé un an sans recevoir aucun salaire ; je servais la famille seigneuriale pour un morceau de pain. Quand, à treize ans, j'ai réclamé que mon travail soit payé, j'ai été renvoyé chez moi par la comtesse courroucée, comme un “ingrat”.

Depuis l'enfance on me bourrait le crâne avec les “vies des saints”, je me

plongeais dans cette lecture et j'étais pieux jusqu'au fanatisme, ce dont ma mère attendait pour elle une récompense au “royaume des cieux”. A Piter, on me traînait d'églises en monastères, de “reliques” en “saintes tombes”. Mais en même temps, un concierge “hérétique” me fournissait en brochures qui faisaient tournebouler dans ma tête toutes mes notions sur dieu ; et il avait aussi les bruits et les discussions sur les “révoltes” dans les usines Oboukhov, Semennikov et autres. Je voyais de mes yeux les manifestations d'étudiants et leurs affrontements avec la police (durant l'hiver 1900-1901) et je me demandais involontairement : *“Pourquoi ?”* Et le concierge m'expliquait qu'il n'y avait pas de dieu, mais des riches et des pauvres qui luttent les uns contre les autres. Le tsar et les gendarmes sont du côté des riches. C'est ce concierge (Malinine) qui a, le premier, ébranlé ma foi en dieu.

Revenu de Piter, j'ai fait paître le bétail du grand propriétaire encore pendant un an, puis, à quinze ans, je suis devenu peintre en bâtiment et j'ai fait ce travail jusqu'à la révolution de février. Hors saison de construction, je travaillais dans des usines, j'ai été débardeur, concierge, etc. En 1905, j'arrive à Moscou et je tombe dans le flot du mouvement révolutionnaire. La révolution, avec sa presse révolutionnaire nombreuse, les manifestations de masse et les meetings, a produit sur moi un bouleversement idéologique et j'ai pris part aux manifestations de rue et aux actions de masse, sans toutefois avoir conscience des objectifs des différents partis politiques et du sens profond des luttes qu'ils menaient entre eux. Je n'ai commencé à réfléchir au sens politique des événements qu'après l'écrasement de la révolution. Je me suis lié au groupe bolchevique des ouvriers d'Abrikossov et Ding (1). Bientôt, le groupe se désagrèga, et une partie, Ianine et d'autres, sont déportés pour avoir organisé des “expropriations” (2).

(1) Deux grandes fabriques de confiserie.

(2) “Expropriations” : attaques à mains armées pour se procurer de l'argent pratiquées à cette époque par les partis révolutionnaires.

En 1907, j'ai été perquisitionné pour la première fois, en mon absence ; on a trouvé de la littérature révolutionnaire et quelques armes ; mon frère a dit que tout cela était à lui et il a été expulsé de Moscou. En 1907, j'adhère au syndicat des travailleurs du bâtiment, mais celui-ci a bientôt été interdit par le gouverneur, et les ouvriers ont fui ou ont été arrêtés. Pendant les années de réaction, j'ai vainement cherché une quelconque organisation parmi les travailleurs du bâtiment et n'ai rien pu faire d'autre que de poursuivre ma formation personnelle.

Comme littérature, j'avais le *Programme d'Erfurt*, *Misère de la philosophie*, quelques écrits de Lassalle, 5-6 brochures en tout. Je les lisais et les relisais, il y avait beaucoup de choses que je ne comprenais pas et je n'avais personne à qui poser mes questions. En 1912, quand le mouvement ouvrier est reparti, avec l'aide de la *Pravda*, j'ai commencé un travail intense pour organiser les travailleurs du bâtiment, pour constituer des groupes, d'abord de syndicalistes, puis du parti. Pendant longtemps nous n'avons pas réussi à établir de liens et j'ai dû non seulement organiser les groupes, mais y intervenir comme propagandiste.

A la veille de la guerre, nous avons réussi à faire légaliser le syndicat des ouvriers du bâtiment qui a pris fermement position contre la guerre et bientôt, parmi ses membres, se sont affirmés des dizaines de bolcheviks. Après la déclaration de guerre, à notre initiative, sont reconstitués le bureau central des syndicats illégal et le groupe d'initiative des bolcheviks de l'arrondissement.

J'ai passé presque toute la guerre dans l'illégalité, travaillant à Moscou, Leningrad, Saratov, Nijni et Toula. Dans toutes ces villes (sauf Toula) j'ai pris part aux organes dirigeants des organisations du parti. La révolution de février m'a trouvé à Touchino où j'ai activement participé à l'organisation de comités d'usine, de comités paysans, de soviets d'arrondissement et de district et de cellules du parti. En même temps, je travaillais au soviet de ville de Moscou, dans les soviets de la province, le comité provincial des bolcheviks et d'autres organes du parti, des syndicats, des soviets et des zemstvos. C'est

ainsi que j'ai été élu à la Constituante.

Après la révolution d'Octobre et jusqu'à la fin 1919, j'ai été président du comité exécutif de Moscou. En raison du caractère spécifique de mon travail lié aux institutions centrales, je me suis, dès 1918, heurté aux aspects négatifs du "glavkizm" (3) et j'ai dû, un des premiers, engager la lutte contre le bureaucratisme des directions centrales.

Au septième congrès des soviets, mon point de vue (contre le "glavkizm", pour une construction horizontale des soviets et de leurs départements) est soutenu de toutes parts contre les institutions centrales et l'emporte, ce qui est exprimé dans la résolution du VII^e Congrès des soviets sur la construction des soviets, approuvée par le IX^e Congrès du parti. J'ai proposé des projets sur la construction des soviets aux VIII^e et IX^e Congrès des soviets, qui ont été adoptés. (Une partie de mes articles et rapports sur cette question est parue en recueil : *Articles et rapports sur les questions d'organisation de la construction du parti et des soviets*, édité par le comité de Moscou 1920).

Pendant les années de la révolution, j'ai fait partie des organes dirigeants du parti et des soviets des provinces de Moscou, Petrograd, Kharkov et Samara ; j'ai été secrétaire du bureau de l'Oural du Parti communiste russe, membre du comité central, président du petit Sovnarkomn, membre du comité exécutif central et de son présidium, président du Glavkomgosor (comité d'Etat au logement) et j'ai travaillé dans toute une série d'autres organes centraux et locaux du parti, des soviets, des syndicats et de l'économie.

Comme secrétaire du comité exécutif central panrusse, j'ai beaucoup travaillé à rendre plus simple et moins dispendieux l'appareil des soviets au niveau central et local. J'ai été rapporteur sur cette question aux sessions du comité et je suis l'auteur des projets de résolutions proposées à ces sessions sur ce sujet.

(3) Nom donné à la direction extrêmement centralisée de toute la production industrielle pendant la période du communisme de guerre ; on comptait une cinquantaine de directions centrales (glavki).



Jacob Sverdlov (1885 - 1919)

Le sort de Sverdlov est curieux. Il fut le véritable dirigeant du Parti bolchevik, avec Lénine, dont il soutint toujours la politique, d'avril 1917 à sa mort, en mars 1919. Sa mort avant les divisions qui se manifestèrent à la tête du parti bolchevique dès l'année suivante lui permit de ne pas être effacé par l'historiographie stalinienne de la liste des dirigeants bolcheviques contrairement à la plupart de ces derniers. Mais cette historiographie le transforme en une sorte d'icône inoffensive car rien dans ses écrits et ses discours, par ailleurs circonstanciels et dénués d'idées originales, ne pouvait ni servir ni desservir Staline. Ainsi Sverdlov tomba-t-il dans l'oubli.

Jacob Sverdlov naquit en mai 1885, à Nijni-Novgorod, dans une famille juive. Son père, artisan graveur, était à la tête d'un petit atelier très sombre de typographie et d'imprimerie, et d'une famille nombreuse. D'après son frère, qui rédigea sa plate biographie de l'encyclopédie Granat, "*dès sa plus petite enfance, Sverdlov montra une vivacité peu commune, un caractère remuant, du goût pour des espiègleries à n'en plus finir, et avec tout cela un esprit prompt et curieux. Il mettait souvent par ses questions les adultes dans une situation très embarrassante*" (1).

Jacob entre le 30 avril 1896 au lycée de Nijni-Novgorod. Il y reste quatre ans,

pendant lesquels la situation de fortune de la famille aux nombreux enfants ne cesse de se dégrader. Comme beaucoup d'autres lycéens de l'époque, il se dresse contre l'esprit de routine scolastique du lycée, commence à "sécher" les cours ; ses notes baissent, en particulier sa note de conduite qui tombe à la fin à trois sur cinq, ce qui, dans l'échelle des notes russes, est très mauvais ! Il quitte l'école en août 1900 avec un simple certificat de cinq années de présence.

Les débuts de l'activité révolutionnaire

Après le lycée, Sverdlov commença à travailler comme apprenti dans une pharmacie de Kanavin, ville entourée d'entreprises forestières qui employaient un grand nombre d'ouvriers. Il organise peu à peu des soirées de propagande parmi eux. Par leur intermédiaire, il établit des liens avec les ouvriers de Sormovo. Il recrute aussi des maîtres-artisans de l'atelier de son père, qui impriment les brochures et tracts d'agitation nécessaires et les cartes d'identité des organisations clandestines. L'appartement de son père servait déjà à cette époque de permanence pour les militants de passage et de

(1) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, 1969, p. 70.

lieu de dépôt pour les écrits clandestins et même pour des armes.

En 1901, un comité du POSDR est constitué à Nijni-Novgorod. En avril, la police abat un étudiant, Riourikov. Sverdlov participe à la manifestation qui accompagne ses obsèques le 22 avril 1902. La manifestation est dispersée par la police et une grande partie des manifestants fichés à la direction de la gendarmerie. Sverdlov se cache un instant puis, dès sa réapparition, il est arrêté, emprisonné quatorze jours pour refus d'obtempérer à la police pendant les obsèques. Après sa sortie de prison, il se consacre au travail clandestin dans l'usine de Sormovo, où le POSDR a été désorganisé par une série d'arrestations.

Après la scission du II^e Congrès du POSDR, il s'engage du côté des bolcheviks et part pour Kostroma mettre en place le comité du Nord du POSDR. Le 15 février 1905, il passe à Kazan et entre au comité de Kazan du POSDR. A la fin de septembre 1905, il passe à Ekaterinbourg où il est chargé de rassembler les organisations de l'Oural. Il arrive à Moscou avant l'insurrection de décembre, part à Tammerfors à la conférence du parti, puis revient dans l'Oural en qualité de représentant du comité central du parti. Sous le surnom de "Mikhaïlytch", il s'occupe ensuite du parti à Perm, où il est arrêté le 10 juillet 1906 avec sa femme "Olga". De la prison de Perm, il est transféré dans une compagnie disciplinaire au régime particulièrement sévère ; puis, en septembre 1907, le tribunal condamne Sverdlov à deux années de forteresse, non compris le temps de détention préventive.

Libéré en 1909, il part à Moscou, où il tente de réorganiser les rangs du POSDR démantelé par les arrestations successives.

Arrestations à répétition

Il est bientôt arrêté et exilé pour trois ans, à Narym dans le nord de la Sibérie. Il s'enfuit bientôt et, dès l'été 1910, il est de nouveau à Moscou où le comité du POSDR est largement infiltré de provocateurs. Le 14 novembre, il est de nouveau arrêté, mis en détention préventive

jusqu'en mai 1911, et envoyé encore une fois à Narym pour quatre ans. En cours de route, il fait plusieurs tentatives de fuite ratées, prend froid, reste longtemps malade, puis est transféré à Narym d'où il tente à nouveau de s'enfuir mais de nouveau sans succès. La barque sur laquelle il s'est installé chavire au bout de quelques kilomètres. Il est ramené à Narym où sa femme et son fils viennent le rejoindre. Peu après, il tente une nouvelle évasion, réussie celle-là.

A l'automne 1912, il arrive à Pétersbourg, et il est coopté au comité central du Parti bolchevique. Le 9 février 1913, Lénine lui confie la mission de réorganiser la *Pravda* dont l'attitude conciliatrice à l'égard des mencheviks sous la direction Molotov-Staline-Raskolnikov le met en fureur. Mais, trahi par le provocateur Malinovski, il est arrêté quelques jours après son arrivée et emprisonné à "Kresty". Trois mois après, il est envoyé en Sibérie, dans la région de Touroukhansk, où il passe quelques mois avec Staline dans une cohabitation difficile dans le hameau de Koureïka.

Au comité central

Fin février, à la première nouvelle de la révolution, Sverdlov remonte à cheval sur près de deux mille kilomètres les rives de l'Iénisseï, arrive à Krasnoïarsk, puis continue sa route vers Petrograd où il préside la première conférence légale du Parti bolchevique en avril 1917. Proposé par la conférence elle-même, Sverdlov est élu à l'unanimité au comité central composé alors de neuf membres.

Sa biographie officielle dans l'encyclopédie Granat, rédigée par son frère, est étonnamment discrète sur la suite. Dès lors, pourtant, il seconde Lénine dans une tâche essentielle : la réorganisation du Parti bolchevique et la mise en place d'un appareil central qu'il gère avec sa femme et une quinzaine de permanents. Son frère se contente d'affirmer qu'au lendemain de la prise du pouvoir Sverdlov devient président du comité exécutif central (CEC) des soviets, sans signaler qu'il remplace à ce poste Kamenev qui tentait de l'utiliser pour imposer un gouvernement socialiste ho-

mogène avec les partis qui, hier encore, soutenaient le gouvernement provisoire et la poursuite de la guerre. Puis il expédie les dix-huit mois qui suivent en moins de dix lignes.

Une biographie officielle bien discrète

“Les premiers décrets [du gouvernement] sont forgés avec sa participation directe, et c’est sous sa direction que le jeune gouvernement fait ses premiers pas ; il dirige six congrès [des soviets] en tant que président permanent. Dans les années les plus dures de la construction de la République soviétique, il se trouve à la tête du parti bolchevique, mais au moment le plus difficile, après un voyage en Ukraine et un discours à un meeting d’Orel, il prend froid, et de retour à Moscou, il meurt au bout de quelques jours” (2).

C’est là un véritable escamotage du rôle joué par Sverdlov d’avril 1917 à mars 1918, même si son frère ajoute un extrait de l’hommage rendu à Sverdlov par Lénine après sa mort où on lit en particulier : *“Un tel homme ne pourra jamais être remplacé, si par remplacer nous entendons trouver un camarade qui réunit en lui de telles qualités. Le travail qu’il accomplissait seul devra désormais être confié aux mains d’un groupe, qui, marchant sur ses traces, continuera son œuvre” (3).*

Il faut donc rétablir ce que le frère passe sous silence : le rôle central joué par Sverdlov à la tête du Parti bolchevique pendant ces vingt-trois mois. La vie interne du Parti bolchevique et le travail du comité central reposent essentiellement sur lui. Il assure en grande partie la direction de l’activité bolchevique pendant les manifestations du début juillet, mais, étrangement, le gouvernement provisoire l’oublie dans la liste des dirigeants bolcheviques qu’il envoie en prison. C’est lui qui, Lénine et Zinoviev se cachant, assure la tenue du VI^e Congrès du Parti bolchevique au cours duquel Trotsky et les interdistricts rejoignent ce dernier, en août 1917. Il gère les affaires courantes et devient en fait le premier secrétaire général du comité

central bien avant que ce poste n’existât officiellement. En l’absence de Lénine, c’est lui qui préside les réunions du comité central. Au cours de l’année qui suit, il est le seul membre du comité central à soutenir sans aucune hésitation Lénine, alors souvent minoritaire, sur toutes les grandes questions qui déchirent la direction. Il soutient la position de Lénine pour l’insurrection et, pour la préparer, assure la liaison entre l’appareil du parti et le comité militaire révolutionnaire dont il fait partie.

Au début de novembre, Lénine veut remplacer à la tête du comité exécutif central des soviets Kamenev, partisan d’un gouvernement de coalition avec les anciens Partis socialistes du gouvernement provisoire et qu’il contraint à démissionner, par un homme sûr et habile, susceptible de tenir en main l’instable Parlement soviétique où figurent des S-R de gauche et des mencheviks. Lénine choisit Sverdlov.

Tout en assumant la présidence du comité exécutif central des soviets, il conserve la direction du secrétariat du comité central et de l’appareil du parti. C’est lui qui prend la direction du comité exécutif central des soviets au début de novembre 1917, à la place de Kamenev qui démissionne du comité central. Il fait partie du bureau du comité central, exécutif permanent composé de quatre membres : Lénine et Trotsky reconnus comme les dirigeants politiques du parti, Staline et lui-même, ses organisateurs. Il soutient sans broncher Lénine lors de bataille de ce dernier pour signer la paix de Brest-Litovsk. C’est lui qui, avec Zinoviev, avant le VII^e Congrès, retourne le comité bolchevique de Moscou jusqu’alors partisan acharné de la guerre révolutionnaire.

Il peut manifester quelques — rares — désaccords avec Lénine sur des détails ou des points secondaires. Ainsi, lorsque Lénine, en octobre 1917, veut exclure du Parti bolchevique Kamenev qui a dénoncé l’insurrection dans le journal de Gorki, Sverdlov rappelle que seul le congrès — et non le comité central —

(2) *Ibid.*, p. 73.

(3) *Ibid.*, p. 73.

a le droit d'exclure du parti. Au comité central, il propose les ordres du jour, présente des rapports sur des questions précises ou fournit des informations ; mais il intervient très rarement sur le fond, se contentant de soutenir Lénine. Aussi est-il malaisé de définir sa pensée politique propre.

Le contrôle du parti et de son appareil est de plus en plus assuré par Sverdlov, "le porte-parole énergique, inflexible de Lénine" (4), selon le S-R de gauche Steinberg, homme doté d'une mémoire prodigieuse, et sa femme, Constantina Novgorodtseva. Ne griffonnant sur son carnet que de brefs et incompréhensibles gribouillis, il accumule et conserve dans sa tête une masse invraisemblable de données sur les cadres du parti et leur affectation qu'il gère souverainement. Selon Lounatcharski, "Il avait en mémoire une sorte de dictionnaire biographique des communistes" (5). Il est une sorte de bottin ambulant des cadres du Parti bolchevique. Il est à peu près à lui tout seul, et avec l'aide de son épouse, l'appareil central du comité central. Bien que le titre n'existe pas encore, il signe souvent les textes qu'il émet en son nom "secrétaire" et même "président" du comité central. Or il est en même temps le président du comité exécutif central, l'organe suprême théorique mais en partie réel du pouvoir. Cette concentration des fonctions entre les mains d'un seul homme laisse à Lénine la direction du gouvernement et l'orientation politique du parti. Mais Sverdlov est l'arbre de transmission par lequel tout passe.

Pendant ces huit mois où Trotsky est souvent au front, Lénine et Sverdlov déterminent souverainement à eux deux la politique du pouvoir soviétique. Ossinski le déclarera au VIII^e Congrès du parti : "Lénine et Sverdlov réglèrent les questions à l'ordre du jour par des conversations particulières entre eux et avec des camarades en particulier" (6). Véritable bourreau de travail, d'aspect froid et flegmatique, renforcé par sa tenue de cuir noir dont il fut le véritable initiateur dans le Parti bolchevique, il manifestait un très grand sang-froid et savait rester imperturbable dans les atmosphères les plus tendues. •

Dans leur dictature bicéphale de fait, Lénine définit la politique, et Sverdlov, dit "ferme-gueule" à cause de sa poigne, choisit les hommes chargés de l'appliquer. La confiance de Lénine en ce dernier n'est pas nouvelle. Début novembre 1917, Lénine avait demandé à Trotsky si Boukharine et Sverdlov s'en tireraient au cas où Trotsky et lui seraient liquidés. Mais, depuis Brest-Litovsk où Boukharine a sombré dans le verbalisme ultra-révolutionnaire, Lénine n'a plus confiance en lui. Reste Sverdlov.

Sverdlov prépare dès janvier le VIII^e Congrès du Parti communiste. Il a, à cette fin, formé un bureau d'organisation de quatre personnes, dont lui-même et sa femme. Puis il part en Ukraine reprendre le contrôle du comité central du PC ukrainien tombé entre les mains des communistes de gauche. Il en revient malade de la typhoïde (ou de la grippe espagnole selon la version officielle, peut-être vraie ?) et meurt deux jours après son retour, le 18 mars, mort foudroyante qui rompt brutalement le tandem dirigeant Lénine-Sverdlov à la tête du parti et du pays depuis neuf mois.

Dans l'hommage qu'il lui rend, Lénine annonce d'ailleurs la fin du système de direction personnelle de Sverdlov. Il faudra confier à "tout un groupe d'hommes" le travail d'organisation que Sverdlov "a accompli seul" ("tout seul", précise-t-il plus loin), à savoir : le choix et l'affectation des cadres responsables. Dans son rapport au congrès qui s'ouvre ce 18 mars, Lénine se dit hors d'état de faire à sa place un rapport d'organisation, car ce travail était effectué par Sverdlov "qui très souvent prenait lui tout seul les décisions" (7). L'hommage est ici pour le moins ambigu. Ossinski ironise sur cette situation étrange d'un parti au pouvoir dont tout l'organigramme de l'appareil tenait dans la tête

(4) J. Steinberg, *Souvenirs d'un commissaire du peuple*, Paris, 1930, p. 201, p. 103.

(5) Lunacharsky, *Revolutionary Silhouettes*, Penguin press, Londres, 1967, p. 103.

(6) VIII^e Congrès, *Stenografitcheski Otchot*, Moscou, 1959, p. 165.

(7) Lénine, *Œuvres complètes* (russe), tome 38, pp. 79 et 146.

d'un homme avant d'être effacé par sa mort : "Sverdlov conservait dans sa tête toutes les données sur tous les cadres du parti en Russie, quel que fût l'endroit où ils se trouvaient. A tout moment il pouvait dire où chacun se trouvait et il les déplaçait. Maintenant qu'il est mort, personne ne sait où les cadres sont installés" (8).

Zinoviev sera plus critique encore dans son rapport du VIII^e Congrès à Petrograd. Selon lui Sverdlov avait assuré au comité central que le parti comptait 700 000 membres, chiffre, dit Zinoviev, surévalué de 200 000 membres ! Sverdlov connaissait donc bien mal son parti ou bluffait. Zinoviev ajoute, perfide : "Des camarades de province nous ont indiqué que le comité central laissait beaucoup à désirer sur le plan du travail organisationnel ; il s'occupait de la province de façon très réduite" (9). Le nouveau comité central, dès sa première réunion, décidera de mettre fin à ce système et affirmera d'emblée qu'il doit se réunir deux fois par mois, règle statutaire que Sverdlov avait oubliée depuis l'été 1918, avec l'accord de Lénine, qui n'en dit mot. L'appareil du comité central qui, à sa mort, ne compte que quinze personnes, en comprendra quatre-vingt en décembre, et cent cinquante en mars 1920, un an plus tard.

Dans le portrait qu'il trace de lui en 1923, Lounatcharski définit son rôle et ses limites sans diplomatie mais avec clarté : "Il n'avait pas d'idées à lui. Il avait des idées orthodoxes sur tout (...). Il n'a jamais été à l'origine de rien, il transmettait simplement ce qu'il recevait

du comité central, parfois de Lénine lui-même. Il le transmettait bien entendu de façon claire et nette en les adaptant à chaque situation concrète. Quand il parlait en public, ses discours avaient toujours une marque officielle (...). Il disait ce qu'il fallait, rien de plus (...). Pas de feux d'artifice intellectuel." (10).

Selon Georges Haupt, "cet homme qui tenait solidement en main l'appareil du parti était étranger à toute fraction". Il ajoute : "Sa mainmise sur cet appareil aurait sans doute modifié les conditions de la lutte qui déchira le parti à partir de 1923" (11). Peut-être. Mais on peut douter qu'il aurait pu freiner l'ascension de l'appareil due à des conditions sociales et politiques et que Lénine lui-même ne put brider.

Jean-Jacques Marie

(8) VIII^e Congrès, *op. cit.*, p. 165.

(9) *Petrogradskaia Pravda*, 26 mars 1919.

(10) Lunacharsky, *op. cit.*, p. 107. En réalité, il faudrait inverser l'ordre : il transmettait ce qu'il recevait de Lénine, voire du comité central... qu'il ne réunit, par exemple, que rarement pendant l'été, l'automne et l'hiver 1918... et dont il ne pouvait donc transmettre grand chose !

(11) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 76.



Walter Benjamin

(1892 - 1940)

Walter Benjamin, né en 1892, à Berlin, dans une famille bourgeoise juive assimilée, a été un grand intellectuel allemand, philosophe, essayiste, critique d'art de l'entre-deux-guerres. Réfugié en France en 1933, après l'accession d'Hitler au pouvoir, il se donnera la mort après la défaite française de mai-juin 1940, en avalant des tablettes de morphine, le 26 septembre 1940, à Port-Bou, sur la frontière espagnole. Épuisé par sa maladie cardiaque — il a fallu le hisser littéralement dans les montées au cours de ce dernier voyage —, dans l'impossibilité de franchir la frontière, il ne se sent plus la force d'affronter la Gestapo, à laquelle il va être remis, à la fois comme juif et comme ennemi du national-socialisme.

Il avait placé ses espoirs en l'Union soviétique, à partir de 1924, mais, malgré l'influence d'une femme aimée, militante bolchevique, Asja Lacis, et celle de Bertolt Brecht, dont il était très proche dans les années 1929-1939, il n'adhèrera

jamais au Parti communiste allemand, restant sur sa réserve, faute d'une suffisante conviction dans la politique conduite par le KPD et Staline.

Sa tragédie se nouera dans la défaite sans combat du prolétariat allemand, livré aux nazis par la double trahison social-démocrate et stalinienne. Il attendait la "révolution bolchevique allemande". Il dut s'exiler précipitamment, avant de finir dans la nuit du suicide. Avec, cependant, une lueur d'espoir pour les survivants, placée dans *"la lutte des classes que jamais ne perd de vue un historien instruit à l'école de Marx"* (1).

Jeunesse - idéalisme "anarchiste"

Jusqu'en 1924, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de trente-quatre ans, Walter Benjamin mène l'existence protégée d'un fils de famille juif, étudiant, qui vit d'une

(1) Thèse IV, dans *Essais*, p. 196.

rente paternelle et ne se préoccupe pas de la vie économique et politique. Lors de la guerre de 1914, il échappe aux tranchées en se faisant réformer, en simulant des maladies.

Retiré en Suisse, il ne paraît s'être intéressé ni à la révolution russe ni à la guerre civile allemande de 1918 et à l'écrasement des spartakistes. "*La République des conseils de Munich fondée en avril 1919 le laissa indifférent*", les soviets de Hongrie auraient été, à ses yeux, le fruit "*d'un égarement infantile*", d'après son ami Scholem.

Il reste un idéaliste mystique. Certes, il appartenait à une classe de bourgeois juifs assimilés qui ne pratiquaient plus qu'une religion formelle. Les rites et les fêtes religieuses lui font "*l'effet d'une comédie impie*", d'"*un retour en arrière de cinq cents ans dans l'histoire du monde*" (2). Il se déclarera athée et il n'adhère pas au sionisme politique de Scholem, mais il est profondément imprégné de la mystique théologique juive (3).

Sa première œuvre importante (*Le langage en général et sur le langage humain en particulier*, 1916) en témoigne puisqu'elle se veut un commentaire du Pentateuque et fait de Yahvé le créateur des noms, Adam étant chargé des mots désignant les choses. "*Loin de se réduire à un instrument, le langage est le médium par lequel l'essence spirituelle de l'homme se communique à Dieu. C'est par cette attribution du nom que se parachève la création divine (...). Le langage que Dieu souffle à l'homme avec la vie et l'esprit est une réalité dernière, inexplicable et mystique*" (4).

Désorientation politique

Cette pensée idéaliste trouve son complément dans la confusion politique. Benjamin n'est pas très différent des nombreux intellectuels juifs issus de la bourgeoisie émancipée, comme lui au carrefour de la vie. Certains évolueront vers le marxisme, les propres frères de Benjamin et de Scholem, par exemple, adhéreront au Parti communiste ; Ernst Bloch ou Georg Lukacs sont rapidement célèbres pour leurs ouvrages qui se veulent marxistes et influenceront Benja-

min. Le parcours de Karl Kraus, plus âgé de vingt ans (1874-1936), est exemplaire. Il incarne des révoltes, des désillusions et des échecs que Benjamin devra dépasser. Kraus, intellectuel viennois juif très antisioniste — il voyait dans le sionisme une source de l'antisémitisme moderne —, partisan d'une assimilation complète par les mariages mixtes et l'abandon de la foi juive, a surtout été un pamphlétaire acerbe, redouté et admiré. Il éditait, épisodiquement, une revue très lue, *Die Fackel (Le flambeau)*. Il y dénonça violemment "*le carnage tragique*" de la guerre de 1914-1918, poursuivant inlassablement de sa haine les "*va-t'en guerre*". Après avoir soutenu la social-démocratie, il en vint à écrire sur le communisme (en 1931) : "*Que le diable emporte sa pratique mais que Dieu nous le préserve comme une menace constante au-dessus des têtes de ceux qui possèdent des biens et qui voudraient forcer les autres à partir aux fronts de la faim et de l'humeur patriotique*" (5). Lors de la nomination d'Hitler à la chancellerie du Reich, l'homme d'ordre qu'il était resta muet, à l'extrême surprise de ses admirateurs : "*En ce qui me concerne, je n'ai aucune idée sur Hitler.*" Mais il prit peur devant le pan-germanisme et l'antisémitisme et, parfaite illustration du petit-bourgeois affolé, oscillant sans cesse, il se rallia, comme un moindre mal, au chancelier autrichien Dollfuss qui venait de réprimer sauvagement le soulèvement ouvrier de février 1934. Ses amis furent consternés.

D'autres intellectuels, comme Franz Rosenzweig, s'enfermeront dans le messianisme juif. Benjamin ne partagera pas ses rêveries. Ce qui ne l'empêchera pas, longtemps, de s'efforcer, en tant que juif, à la discrétion politique. Après l'arrivée

(2) Citations données par Bruno Tackels, p. 50.

(3) A ce sujet, voir Jean-Michel Palmier, *Walter Benjamin, Le chiffonnier, l'Ange et le Petit Bossu*, édition Klincksieck, 2006, chap. III, 2 notamment, *Evolution de Benjamin, à l'égard du judaïsme et du sionisme*.

(4) Jean-Michel Palmier, *op. cit.*, pp. 172-173.

(5) Cité par Benjamin dans son essai sur Kraus, repris par Bruno Tackels, *op. cit.*, pp. 399-400.

au pouvoir des nazis, quand la "terreur" s'installera, il soulignera son "extrême réserve politique (...) depuis toujours", destinée à le "protéger de la persécution systématique" (6). Une attitude de prudence qu'il professait déjà dix ans plus tôt. En 1923, précisément, il écrivait : "Le juif aujourd'hui qui s'engage publiquement pour toute cause allemande, fût-ce la meilleure, la perd parce que son expression allemande officielle est nécessairement vénale (au sens profond) ; elle ne peut produire le témoignage de son authenticité. (...) Tout ce qui aujourd'hui, dans l'ordre des relations germano-juives, se donne des formes d'action visibles est funeste" (7). Il pense que Walter Rathenau, le ministre juif des Affaires étrangères de la République de Weimar, a été assassiné en 1922 pour n'avoir pas respecté cette règle de discrétion qui s'imposerait aux juifs. ("Il est certain que le juif ne doit pas prendre la parole (une profonde nécessité m'a toujours été évidente dans la mort de Rathenau.)")

Au début des années vingt, si Benjamin abomine l'Etat hégélien (et son Université allemande d'esclaves), il ne dispose pas d'une théorie politique de rechange et, comme un Rosenzweig, en définitive, il se réfugie dans l'exil intérieur de la pensée messianiste juive, sans accepter, pour autant, la réponse du sionisme politique de Scholem.

En juillet 1924, il annonce à son ami Scholem qu'il vient de s'abonner "à L'Action française, journal des royalistes, dirigé par Léon Daudet et surtout Charles Maurras, remarquablement écrit (...) ; sur l'essentiel, leur orientation me semble finalement la seule qui permette sans s'abêtir de scruter les détails de la politique allemande." Mais en même temps, Benjamin, qui partage le sort et le désespoir de toute une nation livrée à la famine née de l'inflation de 1923, aperçoit "le chemin montant de la révolte" (8). Il aurait pu faire le choix de s'exiler en Palestine. Il s'y refusera toujours, en dépit de mille hésitations. C'est l'instant où sa vie bascule, il rencontre le marxisme. Il reconnaîtra plus tard : "Le chemin de l'intellectuel pour parvenir à la critique radicale de l'ordre social est

le plus long, comme celui du prolétariat est le plus court" (9).

La rencontre d'Asja Lacis, le "revirement" de Benjamin

Le "revirement", pour reprendre son propre terme, n'est pourtant pas lointain.

Son "nihilisme" ne l'a pas empêché de se lancer dans des réflexions sur la politique. Il a rencontré Ernst Bloch (1885-1977), en 1918, à Berne. Il a trouvé sa conversation enrichissante et a lu son traité, *L'esprit d'utopie*, qui ne l'enthousiasme pas mais a le mérite de l'amener à remettre en cause son "refus de toute tendance politique actuelle". Mais il ne trouve encore chez Bloch qu'inspiration idéaliste et messianiste. C'est alors qu'il fait la connaissance lors d'un séjour à Capri — en juin 1924 — d'Asja Lacis (10) "une lettone, bolchevique de Riga, qui fait du théâtre et de la mise en scène, une chrétienne, la personne la plus remarquable" de ses connaissances locales. Elle deviendra, dans un courrier adressé à Scholem (7 juillet), "une révolutionnaire russe de Riga, l'une des femmes les plus exceptionnelles que j'ai rencontrées" (11). Il en tombe passionnément amoureux, rencontre du hasard et de la nécessité (12). La précision donnée par le qualificatif "chrétienne" est révélatrice : en effet, il était opposé, par principe, à tout mariage mixte hors de la communauté juive et il

(6) *Correspondance II*, op. cit., p. 77.

(7) *Correspondance I*, op. cit., pp. 284-285.

(8) Cité par Bruno Tackels, op. cit., p. 173.

(9) *Œuvres II*, Gallimard, Folio essais, 2000, p. 408.

(10) Asja Lacis (1891-1979), grande admiratrice de Meyerhold. Pionnière du théâtre pour enfants. Passera dix ans en camp de 1938 à 1948, dans le Kazakhstan.

(11) *Correspondance I*, pp. 318-321.

(12) Il dédicacera, en reconnaissance, son ouvrage *Sens Unique* à cette femme : "Cette rue s'appelle rue Asja Lacis, du nom de celle qui en fut l'ingénieur et la perça dans l'auteur." Communiste sincère, elle passa dix ans dans les camps staliniens.

va pourtant proposer — vainement — à une “chrétienne”, Asja Lacis, de l’épouser.

Elle va l’initier, dit-il, à une “*théorie bolchevique radicale*” au moment même où Bloch lui fait un compte-rendu de *Histoire et lutte de classe*, de Lukacs, qu’il lira peu après : “*En bonne et due forme*, écrit-il, en septembre 1924, à Scholem inquiet du virage idéologique de son ami, *je te demande de pouvoir ajourner l’inspection du problème que me pose de manière concurrentielle le communisme actuel. Car ni l’aspect objectif de la chose n’est assez mûr ni mes motivations personnelles assez clarifiées pour que je puisse t’en parler. Peut-être t’ai-je écrit que vraisemblablement plusieurs éléments d’indication coïncidaient : à l’un d’ordre privé* (allusion à sa liaison avec Asja Lacis) *s’est ajoutée la lecture du livre de Lukacs qui m’a frappé en ceci que Lukacs, partant de considérations politiques, en arrive, partiellement tout au moins, et probablement de manière bien moins étendue que je ne supposais d’abord, à des thèses concernant la théorie de la connaissance qui me sont très proches ou qui corroborent les miennes*” (13).

Un peu plus tard, il cherchera à se procurer l’article du professeur Debordine (directeur de l’Institut des professeurs rouges) qui avait fait du livre de Lukacs (1885-1971) une très sévère recension (14), critiquant ses tendances idéalistes et même mystiques qui ne devaient pas au départ déplaire à Benjamin.

Le 22 décembre 1924, de retour à Berlin, le “revirement” est flagrant et c’est lui qui utilise ce mot avec celui de “métamorphose” : “*A Berlin, pour faire retour à mon voyage, on est unanime à déclarer évidente la métamorphose qui s’est produite en moi (...). Même les clignotants communistes (...) étaient en premier lieu l’indice d’un revirement qui a éveillé en moi la volonté, non plus comme je l’ai fait jusqu’ici, de masquer par retour au passé les aspects actuels et politiques, mais de les déployer dans mes réflexions, et cela, par manière d’expérience, jusqu’à l’extrême*” (15).

En 1925, sa thèse d’“habilitation” — nécessaire pour entrer dans la carrière universitaire qui, en lui assurant un revenu régulier l’aurait libéré de toute tutelle — est refusée (la thèse est jugée incompréhensible, d’“*une écriture ésotérique et absconse*” (16)). Son père, qu’il accuse de “*mesquinerie et despotisme*”, refuse d’augmenter sa pension et lui intime l’ordre de prendre un emploi, ce qu’il refuse. Il va s’orienter vers une carrière de critique artistique dans les journaux littéraires allemands, qui ne lui fournira que des ressources incertaines, avant qu’elles cessent totalement, en 1933.

Le 6 décembre 1926, il arrive à Moscou, décidé à reconquérir Asja Lacis, et attiré par le soleil de la révolution. Il en reviendra doublement déçu. Sentimentalement, en premier lieu. Et politiquement. Il repart perplexe sur l’évolution de la révolution. “*Et ce qui en sortira en premier lieu pour la Russie est totalement imprévisible. Peut-être une véritable société socialiste, peut-être tout autre chose. La lutte qui en décide est en cours et ne s’interrompt pas*” (17). Benjamin, qui ne savait pas le russe, avait compris cependant que le sort de la révolution était en train de se jouer, mais sans rien connaître de la réalité du combat qui se déroulait. Il avait envisagé d’adhérer au parti, il en avait pesé le pour et le contre. Mais il craint pour sa liberté intellectuelle ; il a vu, à Moscou, apparaître le visage menaçant de la bureaucratie, dans le domaine de l’art, le seul qui l’intéresse vraiment. C’est d’ailleurs pourquoi on ne trouve dans ses écrits de l’époque aucune allusion aux événements politiques.

(13) *Correspondance I*, pp. 324-325.

(14) Dans un des essais de son ouvrage *Changement de fonction du matérialisme historique*, Lukacs mettait en cause la validité universelle du matérialisme historique, qui ne peut plus subsister sous le socialisme que comme une méthode d’investigation du passé, thèse qui comprenait l’abandon de la dialectique de la nature.

(15) *Correspondance I*, pp. 336-337.

(16) Bruno Tackels, *op. cit.*, p. 203.

(17) *Correspondance I*, p. 400.

Mais il avait assisté à une représentation au théâtre du metteur en scène Meyerhold (18), maître d'Asja Lacis, qu'il admire : "*Les applaudissements étaient parcimonieux (...). La représentation a été un plaisir pour les yeux. Mais de telles choses sont liées sans doute à la prudence générale qui règne ici dans l'expression publique des opinions*" (19).

Incertitude intellectuelle et choix politique : "pendre le drapeau rouge à la fenêtre"

Benjamin vit, au cours de ces années, dans l'incertitude politique, partagé entre sa propre métaphysique et ce qu'il comprend du marxisme, à travers des lectures, il est vrai, peu capables de l'éclairer (20). Dans une lettre à Scholem, de mai 1926 (21), il en fournit lui-même une analyse : "*Agir toujours sur les phénomènes à leurs racines et non au niveau de leurs effets, et ce dans les domaines les plus essentiels, c'est ce que je chercherais aussi si un jour j'entrais au Parti communiste (ce que je continue à lier à un coup de pouce du destin). Alors, en ce qui me concerne, l'expérience seule décidera de ma possibilité d'y rester ; plus que le oui ou le non, n'est-ce pas la durée qui est ici intéressante et soulève un problème ? Quant à certaines de mes conceptions irrévocables (le caractère pour moi non pertinent de la métaphysique matérialiste ou de la conception matérialiste de l'histoire), j'y vois des armes solides qui, le cas échéant, dans la pratique, peut-être, fonctionneraient sans doute aussi bien ou même mieux dans une alliance avec le communisme qu'en opposition à lui.*"

Il considère donc le matérialisme historique comme une "métaphysique", une "conception" étrangère à ce qu'il appellera plus tard une "*philosophie de l'histoire*". Les leçons de Lukacs ont porté. Même s'il reconnaît que ses réflexions ne sont que "*balbutiements*", il n'en continue pas moins : "*Je ne rougis pas de mon "ancien" anarchisme, car je considère les buts communistes comme un non-sens*

et comme n'existant pas. Ce qui n'enlève pas un iota à l'action communiste, parce qu'elle est le correctif de ces buts et parce qu'il n'y a pas de buts politiques sensés" (22). Ces lignes témoignent à l'évidence de sa méconnaissance du marxisme, mais, c'est le plus important dans sa démarche, de ses espoirs dans la nécessaire action communiste et une évolution politique qui lui permettrait de faire coïncider d'une façon ou d'une autre le judaïsme et le marxisme.

Scholem va sans cesse revenir, "*en vieux théologien*", dit-il, mais avec une passion de plus en plus impatiente, sur ce qu'il nomme, dans une lettre du 30 mars 1931, "*la schizophrénie*" de son ami, le mettant même au défi d'entrer au parti parce qu'il en serait bientôt chassé. Benjamin ne reviendra plus sur sa position de compagnon de route du Parti communiste. Il répond, le 17 avril 1931, à Scholem (23) : "*Ne va pas t'imaginer que j'aie la moindre illusion sur le sort de mes affaires dans le parti... Mais ce serait être myope que de ne pas considérer cette situation comme modifiable, même s'il ne faut pas moins qu'une révolution bolchevique en Allemagne. Non qu'un parti victorieux reverrait le moins du monde son attitude à l'égard de ce que je fais aujourd'hui, mais sans doute en ce sens qu'il me rendrait possible une écriture autre.*"

(18) Le jugement de Benjamin était juste et prémonitoire. Meyerhold, à partir de 1935, au lieu de suivre les directives du régime et de créer des spectacles sur la collectivisation et l'industrialisation, monte des classiques et ne s'intéresse qu'à la beauté. Cela lui vaudra les foudres soviétiques et lui coûtera la vie. En 1939, il est arrêté, torturé, contraint à "avouer" sa culpabilité (on l'accuse de trotskysme et d'espionnage) et exécuté en secret le 2 février 1940.

(19) *Journal de Moscou*, op. cit., p. 47.

(20) Lukacs y est pour quelque chose quant il écrit dans son *Journal de Moscou* qu'il a compris que, selon sa thèse, "*le matérialisme historique ne serait au fond applicable qu'à l'histoire du mouvement ouvrier lui-même*" (p. 124). A ce sujet, voir Gérard Bloch, notes accompagnant son édition de la Biographie de Karl Marx due à Franz Mehring, Apio, 1984, pp. 69-72.

(21) *Correspondance I*, pp. 387-392.

(22) *Correspondance I*, pp. 388, 389.

(23) *Correspondance II*, pp. 44-48 et 48-50.

La révolution changerait les mentalités et cela prendrait du temps. Il connaissait *Littérature et Révolution*, de Trotsky (ouvrage auquel il s'était référé, en 1929, dans son essai sur le surréalisme) et il partageait ses analyses sur l'"art prolétarien" selon lesquelles "les vingt, trente ou cinquante années que prendra la révolution prolétarienne mondiale entreront dans l'histoire comme la transition la plus pénible d'un système à l'autre, en aucune façon comme une époque indépendante de culture prolétarienne", cependant que "la quantité se transformera là aussi en qualité : l'accroissement du caractère de masse de la culture élèvera son niveau et modifiera tous ses aspects" (24).

Malheureusement, pour Benjamin, le début des années trente n'est pas celui des années du développement de la révolution mondiale. Il s'imagine que le sectarisme du KPD pourrait s'effacer, il ne comprend pas son rapport étroit avec la contre-révolution stalinienne.

Cela n'enlève rien à la sincérité de ses propos, à son courage, malgré le désespoir, quand il ajoute à l'intention de Scholem : "Veux-tu m'interdire de pendre le drapeau rouge à la fenêtre sous prétexte qu'il ne serait qu'un chiffon ?", et, enfin : "J'arrive à une extrémité. Un naufragé dérivant sur une épave, qui grimpe à la pointe de son mât, lui-même déjà fendu. Mais de là-haut, il a la chance de lancer un signal pour qu'on le sauve" (25).

Il s'efforcera souvent de clarifier sa position. Il y est attaché, on vient de le lire, comme un homme en train de faire naufrage. Dans une lettre de la même période (7 mars 1931), à un rédacteur de la revue littéraire *Neue Schweizer Rundschau*, Max Rychner, qui ne comprenait pas son choix politique, il entreprend d'expliquer ce qui l'a "conduit à recourir à l'approche matérialiste". Non, il n'a pas cédé à la propagande des "brochures communistes", il ne "professe" pas la "vision du monde" matérialiste, mais son expérience de "la science bourgeoise" académique le "rattache davantage aux analyses grossières et revêches d'un Franz Mehring qu'aux délimitations les plus profondes du royaume des idées telles qu'en produit aujourd'hui l'école

de Heidegger". Non, il n'est "pas un partisan du matérialisme dialectique comme d'un dogme mais un chercheur pour qui, en tout ce qui nous anime, l'attitude matérialiste paraît plus féconde que l'idéaliste du point de vue de la science de l'homme". Pour conclure, Benjamin s'explique sur la place de la théologie dans son esprit : "Et pour le dire d'un mot : jamais je n'ai pu chercher et penser autrement que dans un sens, si j'ose ainsi parler, théologique, c'est-à-dire conformément à la doctrine talmudique des quarante-neuf degrés de signification de chaque passage de la Thora. Or les hiérarchies du sens, la platitude communiste la plus rebattue les respecte davantage que l'actuelle profondeur bourgeoise qui n'en tient jamais qu'un seul, l'apologétique" (26).

En 1934, il est en exil et se voit contraint de se répéter, en raison de l'insistance polémique de Scholem qui lui demande une nouvelle fois s'il partage "un credo communiste". Il renvoie son correspondant au double de la lettre à Max Rychner qu'il lui avait envoyé "Mon communisme de toutes les formes et expressions possibles qu'il est susceptible de prendre est le plus éloigné de celle d'un "credo", au prix même de son orthodoxie, il n'est rien mais vraiment rien que l'expression de certaines expériences faites dans ma pensée et dans ma vie" (27).

La production littéraire de Benjamin dans les années 1930 ne va pas ralentir, mais il va s'efforcer de la rapprocher de cet engagement politique.

S'il n'entreprendra la lecture systématique du *Capital* qu'en 1938, il ne s'en est pas tenu à Bloch et à Lukacs, et ses œuvres de la période contiennent des références très nombreuses aux œuvres de Marx et Engels (28). Il a lu Mehring. Il a

(24) Léon Trotsky, *Littérature et révolution*, collection 10/18, pp. 220, 223.

(25) *Correspondance II*, pp. 48-50.

(26) *Correspondance II*, pp. 42-44.

(27) *Correspondance II*, pp. 112-113.

(28) L'édition récente en français de *Paris, capitale du XIX^e siècle* — Cerf, 1993 — fournit une liste impressionnante des références de Benjamin aux classiques du marxisme dans la rédaction de cet ouvrage jamais achevé — pp. 927-957.

lu, en 1920, les *Lettres de prison* de Rosa Luxembourg, "touché par leur incroyable beauté et leur signification". Trotsky l'a vivement impressionné : "J'ai totalement sombré dans le monde russe quinze jours durant, écrit-il au printemps 1932. J'ai lu d'abord L'Histoire de la révolution russe de février de Trotsky et suis sur le point de finir son autobiographie. Depuis des années je n'ai rien assimilé avec une pareille tension, à couper le souffle. Vous devez sans la moindre hésitation lire les deux livres." Il lira le second tome portant sur la révolution d'Octobre l'année suivante. Jean Selz, qui a connu Benjamin à cette époque, sur l'île d'Ibiza, avance que Benjamin donnait raison à Trotsky sur Staline (29) : "Nous parlions peu de politique. Il savait que je ne partageais guère ses idées, en partie issues du marxisme (d'un marxisme toutefois nettement antistalinien ; il avait une grande admiration pour Trotsky)."

Dans la période d'intense lutte de classes de 1931 à 1933, où la bourgeoisie allemande porte coup sur coup à la classe ouvrière démoralisée par les trahisons successives et combinées de ses deux grands partis, le SPD et le KPD, Benjamin ne semble toujours pas suivre de près les questions de l'heure, la stratégie politique pourtant si décisive. En fait, il ne comprend pas que le marxisme est un guide pour l'action et non une philosophie. Nulle trace dans ses écrits des analyses de Trotsky sur la situation allemande pourtant répandues en Allemagne à soixante mille exemplaires par les militants bolcheviks-léninistes. Quand Trotsky écrit les célèbres pages sur *La tragédie du prolétariat allemand*, avec son sous-titre : "La classe ouvrière allemande se relèvera ; le stalinisme jamais", datées du 14 mars 1933, il est sur le chemin de l'exil. Il quitte la ville de Berlin, où il ne reviendra plus, le 15 mars.

"Politiser l'art"

Cherchant à se rendre utile, il va s'employer à définir une théorie matérialiste de l'art capable de servir la révolution et il jugera fièrement après la rédaction de *L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique* (1935-1936) qu'elle "existe

désormais".

On ne retiendra ici de cette œuvre, qui fut reçue froidement, en 1935, par l'Institut de recherche sociale comme par Brecht et carrément refusée pour publication à Moscou, que ce qui intéresse le cheminement politique de son auteur.

Benjamin entend se placer délibérément à l'école de Marx dans son avant-propos. L'œuvre d'art, affirme-t-il, a bénéficié, à l'origine, d'une "aura", qui était comme un pouvoir ou une autorité magique, de caractère culturel. "On sait que les plus anciennes œuvres d'art naquirent au service d'un rituel, magique d'abord puis religieux. Or c'est un fait d'importance décisive que l'œuvre d'art ne peut que perdre son aura dès qu'il ne reste plus en elle aucune trace de sa fonction rituelle." L'aura culturel, à la Renaissance, "s'est sécularisé à travers le culte voué à la beauté, mais après trois cents ans, l'invention de la photographie a amorcé la crise de l'aura".

Au temps du capitalisme, les progrès techniques viennent tout bouleverser. Ils ont permis la reproduction à l'infini des œuvres, uniques pendant si longtemps, grâce à l'imprimerie, la gravure, la photographie, la radio, le cinéma... L'aura disparaît puisque l'œuvre chargée de ce mystérieux pouvoir n'est plus unique, distante et imposante mais se trouve mise à la libre et immédiate disposition d'un public de plus en plus large, comme ce sera le cas avec le cinéma, ce qui lui donne une puissance sociale originale tout à fait prodigieuse.

Benjamin étudie précisément la place du cinéma dans l'art et la société contemporaine. Duhamel, qui tenait le cinéma pour un "divertissement d'ilotes", n'a rien compris. C'est que "la masse est une matrice d'où sort à l'heure actuelle tout un ensemble d'attitudes nouvelles à l'égard de l'œuvre d'art. La quantité est devenue qualité (30). L'accroissement

(29) Jean Selz, *Walter Benjamin à Ibiza*, dans *Walter Benjamin Ecrits français*, Folio Essais, 1991, pp. 475.

(30) Trotsky, dans ses propos sur l'art, avait tenu un raisonnement semblable — cf. *supra*. Benjamin avait lu attentivement *Littérature et révolution*.

massif du nombre de participants a transformé leur mode de participation."

Mais les mêmes révolutions techniques, si elles sont mises à la disposition du fascisme par le capitalisme, peuvent être chargées d'une nouvelle aura pour électriser les foules, aura maléfique. Benjamin part de l'exemple des futuristes italiens, avec le manifeste de Marinetti sur la guerre d'Éthiopie, qui vont présenter les guerres et leur barbarie comme des spectacles de poésie et d'enthousiasme (31). *"Depuis vingt-sept ans, nous autres futuristes (...) nous affirmons ceci : la guerre est belle... parce qu'elle crée de nouvelles architectures, comme celle des grands chars, des escadres aériennes aux formes géométriques, des spirales de fumée montant des villages incendiés, et bien d'autres encore (...). Écrivains et artistes futuristes... rappelez-vous ces principes fondamentaux d'une esthétique de guerre, pour que soit ainsi éclairé (...) votre combat pour une nouvelle poésie et une nouvelle architecture."* Les nazis n'allaient pas être en reste. Les grands rassemblements nazis, leur mise en scène, les films qui en sont réalisés par une Leny Riefensahl vont illustrer "quelle esthétisation de la politique pratique le fascisme".

Benjamin n'ajoute que ces mots qui sont les derniers de son article : *"La réponse du communisme est de politiser l'art."* Benjamin entend parler en "dialec-ticien" : il sait que l'esthétisation de la violence prépare les esprits à la guerre nécessaire à l'impérialisme : *"Lorsque l'usage naturel des forces productives est paralysé par le régime de la propriété privée, l'accroissement des moyens techniques, des rythmes, des sources d'énergie, tend à un usage contre-nature (...). La guerre impérialiste, avec ses caractères atroces, a pour facteur déterminant le décalage entre l'existence de puissants moyens de production et l'insuffisance de leur usage à des fins productives (autrement dit, le chômage et le manque de débouchés)"* (32).

Benjamin et le stalinisme

Le Parti communiste allemand était alors le parti communiste le plus

puissant d'Europe. Mais sa stalinisation allait le conduire au désastre. Les opposants à la "ligne" sont exclus — ce qui sera le sort, en 1926, entre beaucoup d'autres, du frère de Scholem, député au Reichstag, qui mourra à Buchenwald. La "ligne", pour Staline, opposé à tout mouvement révolutionnaire, c'est qu'Hitler n'est pas l'ennemi principal, c'est la social-démocratie. Après sa liquidation, ce sera le tour des nazis (33). Le plenum de l'exécutif de l'Internationale communiste, en février 1928, avait donné le signal d'une lutte renforcée extraordinaire et sans merci contre les "sociaux-fascistes" (politique de la troisième période). Dans le même temps, les élections législatives avaient donné 809 000 voix aux nazis en 1928 quand le Parti communiste en recueillait 3 300 000 ; mais en 1930, si le Parti communiste avait atteint 4 600 000 voix, les nazis avaient bondi à 6 400 000. Les choses iront en empirant et le 31 juillet 1932, les chiffres respectifs seront de 5 277 000 contre 12 732 000. C'est alors que Remmele, un des dirigeants communistes, osera écrire : *"Le Parti communiste approche chaque jour davantage du but qu'il s'est donné, conquérir la majorité de la classe ouvrière"* (34).

Benjamin ne comprend pas les progrès des nazis en pleine crise économique et avec un chômage en explosion (380 000 travailleurs en 1927, 1 200 000 en 1929, à 3 000 000 en 1931 et 5 500 000 en 1933). Il ne connaît à peu

(31) Benjamin avait-il enregistré ces lignes dans *Littérature et révolution* (10/18, p. 115) ? *"Il ne faut pas chercher la poésie de la révolution dans le bruit des mitrailleuses ou dans les combats des barricades ; dans l'héroïsme des vaincus ou dans le triomphe des vainqueurs, car tous ces moments existent aussi dans les guerres."*

(32) Toutes les citations de l'essai de Benjamin sont tirées de l'édition *Essais 2, op. cit.*, pp. 87-126.

(33) Voir les articles de Christian Coudène dans le numéro 44 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(34) Chiffres et citations dans Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, Editions de Minuit, 1963, pp. 342 et suivantes.

près rien de Lénine, n'a certainement pas lu les thèses de la III^e Internationale sur la politique du front unique (1923) qui, seule, aurait pu sauver l'Allemagne. Il écrit, le 3 octobre 1931, ce que lui dicte sa vision petite-bourgeoise, innocentant de leurs responsabilités les dirigeants du parti. *"Le chômage est en passe de rendre les programmes révolutionnaires tout aussi désuets que le sont devenus ceux de la politique économique. Car selon toute apparence, le porte-parole chez nous des masses de chômeurs sont de fait les nationaux-socialistes ; les communistes n'ont toujours pas trouvé le contact nécessaire avec ces masses, ni, du coup, la possibilité d'une action révolutionnaire, dans la mesure où la défense des intérêts des travailleurs devient de plus en plus, en chaque cas concret, une tâche réformiste, à cause de la formidable armée des militaires de réserve et il est probable que même les communistes n'auraient guère pu y parer autrement que les sociaux-démocrates"* (35).

En somme, le Parti communiste n'a pas de responsabilité dans le désastre. Il n'aurait rien pu faire de mieux que les sociaux-démocrates pour protéger l'Allemagne du nazisme. Il s'agit d'une vision mécaniste, vulgaire du marxisme : une donnée économique, le chômage expliquerait la passivité des travailleurs ! Comme si l'appel du KPD, décidé expressément par Staline lui-même, à soutenir le plébiscite nazi d'août 1931, contre le SPD en Prusse, n'était pas l'élément essentiel, majeur de la situation : un terrible coup porté contre l'unité ouvrière, qui isole non seulement le KPD et ses militants des ouvriers SPD et des sans parti, mais même de ses propres électeurs qui ne suivent pas.

Benjamin voit comme chacun arriver la catastrophe. De plus en plus pessimiste, il tente d'échapper à la réalité : il part à l'étranger, il passe plus de deux mois sur la Côte d'Azur au printemps 1931 et près de quatre mois dans l'île d'Ibiza en 1932. Il songe même très sérieusement à se donner la mort, en raison de sa *"lassitude provoquée par le combat sur le front économique"* et de la situation insupportable en Allemagne dont il écrit à

Scholem qu'il ne peut s'en faire qu'une idée imparfaite.

Il répercute un sentiment de panique : *"A tout ce que j'apprends (...), j'estime très peu probable qu'il faille plus loin que l'automne (on est toujours en 1931) pour qu'éclate la guerre civile."* Sans doute n'a-t-il guère confiance en l'issue de cette perspective, puisqu'il a fait précéder cette information de ces mots : *"Si je le pouvais, il serait je crois grand temps de quitter l'Allemagne"* (36).

A partir de son exil, en France, il va vivre, de plus en plus en retrait et isolé, de plus en plus défiant envers le stalinisme.

Il parlera en 1933 de son *"immense absence d'illusion"*, de sa *"profonde méfiance envers le cours du monde"*. Il est très proche de la misère, matériellement et moralement. Il n'a plus de ressources et cherche de l'aide, sans succès. *"Pour caractériser au mieux ce qu'on fait aux juifs et ce qui est fait pour eux, on pourrait parler de bienfaisance nonchalante. (...) Votre dévoué serviteur (...), en dépit d'une correspondance prometteuse avec la haute finance juive, n'en a récolté jusqu'à ce jour ni un centime, ni un matelas, ni une bûche de bois"* (37). Il ne peut compter sur des hommes qui devraient le soutenir, les écrivains communistes allemands émigrés. Il ne peut même pas discuter avec eux. Il attendait beaucoup d'une conférence sur l'œuvre d'art *"minutieusement préparée"* : *"Le plus intéressant fut l'effort des écrivains du parti pour contre-carrer sinon la conférence, au moins les débats. Ils n'y parvinrent pas et se bornèrent à suivre en silence dans la mesure où ils ne lui restèrent pas tout à fait extérieurs."* La raison de cette attitude ? *"Du reste, et non sans une certaine raison assurément, ils peuvent se croire en sécurité tant que Moscou même voit l'alpha et l'oméga de la politique en littérature dans la poursuite des belles lettres de gauche, ainsi que me le fait craindre la récente fondation de Das Wort"* (38).

(35) *Correspondance II*, p. 55.

(36) *Correspondance II*, p. 54.

(37) *Correspondance II*, p. 105.

(38) *Correspondance II*, pp. 209-210.

Il n'ignore pas que ces hommes touchent des prébendes de Moscou (ce qui n'est évidemment pas son cas), à condition de rester dans la ligne.

Or la ligne, c'est la soumission à Staline et, pour les artistes, le "réalisme socialiste". C'est à ce moment qu'il pourra découvrir le rôle d'un Lukacs dans le soutien à cette politique de la culture et au "socialisme dans un seul pays" de Staline.

Il cherche à se faire une opinion personnelle sur la politique stalinienne, encore difficile à déchiffrer pour lui. Il écrit, le 31 août 1936, à Max Horkheimer : "Je suis naturellement avec la plus grande attention les événements de Russie (il s'agit des premiers grands procès de Moscou, condamnation et exécution de Kamenev et Zinoviev). Et il me semble n'être pas le seul à y perdre son latin." Il écrira encore, le 31 janvier 1937 : "Je n'ai aucune clé pour les événements actuels en Union soviétique" (39). Le 9 juillet 1937, cependant, il prend ses distances avec le Front populaire. Il comprend le danger de ce nouveau tournant de Moscou, d'alliance avec la bourgeoisie. Il confie à un ami : "Mais si tu veux continuer d'enrichir ta connaissance de la politique du Front populaire, jette un coup d'œil dans la presse française de gauche : tous ne s'accrochent qu'au fétiche de la majorité "de gauche" et personne n'est gêné qu'elle fasse une politique qui, pratiquée par la droite, provoquerait des émeutes" (40).

Il s'était tenu à l'écart du congrès des écrivains antifascistes organisé par Willy Munzenberg (41) "pour défendre la culture", en 1935. Il n'en pense pas grand bien. "Brecht était là lui aussi et, tu l'imagines, cette rencontre fut de toute l'organisation l'élément qui me combla le plus et ce fut presque le seul" (42). Il ne donnera pas de suite aux injonctions et reproches d'Asja Lacis qui, de Moscou, s'indigne, de son silence : "Décidément, je ne comprends pas pourquoi on n'entend rien de toi, même Bloch a écrit un livre contre le fascisme, même s'il est mauvais (à ce qu'on dit). On n'a rien entendu de toi non plus au congrès des écrivains de Paris — tu es donc toujours

isolé. Même le fascisme n'a pu te ramener à la vie, lui qui a rendu l'ouïe à certains sourds face au mystique" (43).

Il ne tire aucunement de ses analyses critiques de plus en plus sévères, à mesure qu'il comprend que la politique de Staline détruit le mouvement ouvrier, la nécessité de se rallier au combat de l'opposition communiste à Staline. Tout au contraire, il estime qu'il faut se taire, se soumettre à l'idée qu'il ne faut rien dire qui pourrait affaiblir l'Union soviétique : "L'effet destructeur des événements de Russie va nécessairement continuer de s'étendre. Et là ce qui est grave, ce n'est pas l'indignation hâtive des imperturbables combattants de la "liberté de pensée". Ce qui me semble bien plus triste et tout à la fois bien plus nécessaire, c'est le mutisme de ceux qui pensent, qui justement parce qu'ils pensent, peuvent difficilement se considérer comme gens qui savent. C'est mon cas" (*Correspondance II*, p. 224). La pensée est embrouillée. Elle rejoint celle de Brecht ou plus certainement s'en fait l'écho.

L'influence de Brecht

Introduit auprès de Bertholt Brecht, en 1929, par Asja Lacis, Benjamin avait développé une solide amitié avec l'auteur dramatique dont il partagera les thèses sur un théâtre didactique. Le 6 juillet 1930, il avait donné la version écrite d'une émission radiophonique consacrée à Brecht : "Brecht est un phénomène difficile à saisir. Il se refuse à utiliser "librement" ses grands talents d'écrivain. Et il n'y a peut-être aucun reproche contre sa démarche littéraire — plagiaire, perturbateur, saboteur — qu'il ne revendiquerait comme titre de gloire pour son action non littéraire, anonyme, mais sensible, en tant qu'édu-

(39) *Correspondance II*, p. 205 et p. 220.

(40) *Correspondance II*, p. 2.

(41) Munzenberg, dirigeant du PC allemand. Sa lettre de démission du parti en 1939 sera remarquée par Benjamin. Voir un commentaire dans l'article de Christian Coudène, *Cahiers du mouvement ouvrier*, op. cit., n° 47, p. 53.

(42) *Correspondance II*, p. 169.

(43) Bruno Tackels, op. cit., p. 471.

cateur, penseur, organisateur, homme politique, metteur en scène" (44). Au temps de l'exil, Brecht accueillit généreusement son ami plusieurs étés (1934, 1936, 1938), dans sa maison danoise. L'éloge de 1930 donne une idée de l'influence profonde du dramaturge.

Benjamin ne suivra pas Brecht jusqu'au bout dans son soutien à la politique stalinienne. Le 27 mars 1938 (*Correspondance II*, pp. 236-237), il condamnera le "compromis, en Espagne, de l'idée révolutionnaire avec le machiavélisme des dirigeants russes et le mammonisme de ceux du pays".

Il nous a laissé dans ses *Ecrits autobiographiques* des notes issues de ses conversations sur la politique de l'URSS en 1938, lors de son dernier séjour à Svendborg, au Danemark (45). Les derniers procès de Moscou viennent de se dérouler, avec, entre autres, l'exécution de Boukharine. Trotsky, dont les partisans affirmés ou supposés sont poursuivis et assassinés de tous côtés, une fois de plus, est désigné comme le criminel ennemi du peuple soviétique, instigateur de tous les malheurs qui le frappent. Brecht et Benjamin ont vraisemblablement eu connaissance de *La Révolution trahie* de Trotsky, parue en 1936.

Le 20 juillet 1938, Benjamin rend compte des réflexions de Brecht qui paraît alors plongé dans un réel désarroi. Il n'est d'abord question que de la politique culturelle de Moscou, l'auteur dramatique fermant les yeux sur les procès, ne s'intéressant qu'aux conséquences de la répression dans le monde des arts : "Brecht, lui, cherche à comprendre, du mieux qu'il peut, les raisons de la politique culturelle russe, en spéculant sur les impératifs de la politique des nationalités. Mais cela ne l'empêche évidemment pas de juger que la ligne théorique est catastrophique pour ce pourquoi nous nous battons depuis vingt ans" (*Correspondance II*, p. 258).

Note du 25 juillet 1938 : "Il (Brecht) suivait l'évolution en Russie ; et les écrits de Trotsky également. Ils prouvent qu'un soupçon demeure ; un soupçon justifié qui exige une approche sceptique des affaires de la Russie. Un tel scepticisme serait à prendre au sens où l'en-

tendaient les classiques. Si un jour il s'avérait fondé, il faudrait combattre le régime, et le combattre publiquement. Mais "hélas, ou Dieu merci, comme vous voulez", ce soupçon n'est pas encore aujourd'hui une certitude. En tirer une politique comme celle de Trotsky ne serait pas justifié. "Il n'y a pas de doute que d'un autre côté en Russie même des cliques criminelles sont à l'œuvre. On le voit de temps à l'autre à travers leurs forfaits.""

Staline est un mal nécessaire. Note du début août : "En Russie règne une dictature sur le prolétariat. On peut éviter tout cela, s'en détacher tant que cette dictature assure encore un travail pratique pour le prolétariat — c'est-à-dire tant qu'elle contribue à un accommodement entre le prolétariat et la paysannerie en tenant essentiellement compte des intérêts du prolétariat." C'est exactement le point de vue des défenseurs de la bureaucratie quand Trotsky ne cesse de démontrer qu'elle détruit les conquêtes d'Octobre, qu'elle est un cancer mortel pour l'URSS.

Non seulement Brecht maintiendra cette position qu'il faut soutenir Staline contre Trotsky, au nom d'un prétendu moindre mal, mais il la développera publiquement, grâce à diverses œuvres littéraires. Avec le poème *Le Paysan à son bœuf*, présenté le 25 juillet à Benjamin, qui hésitait à comprendre ("Au premier abord je ne compris pas le sens de la chose ; et quand par la suite la pensée de Staline me traversa l'esprit, je n'osai pas la retenir.") : "Il dit que c'était véritablement écrit en l'honneur de Staline, qui avait à son avis d'immenses mérites." Il écrira un long commentaire (46) pour justifier les procès de Moscou dont la lecture est accablante pour sa mémoire. Brecht estime impossible de prendre position contre les procès sous

(44) Cité par Bruno Tackels, *op. cit.*, p. 325, d'après les *Essais sur Brecht*, Maspéro, 19, p. 39.

(45) Conversations avec Brecht – Svendborg 1938, dans *Essais sur Brecht*, Paris La Fabrique, 2003.

(46) Bertolt Brecht, *Sur les procès de Moscou*, dans *Ecrits sur la politique et la société*, Ed. L'Arche, Paris 1970, pp. 89-93.

prétexte qu'ils ont jugé et condamné des "accusés connus comme des héros de la Révolution (qui) avouent des délits tels que sabotage économique, l'espionnage (stipendié de surcroît) et l'assassinat (et qui plus est celui de Gorky)." Ce serait une "attitude d'hostilité au prolétariat russe menacé de guerre par le fascisme mondial et au socialisme qu'il est en train d'édifier", etc. Les accusés ont en effet pu rassembler autour d'eux "tout ce qu'il y avait en Russie et ailleurs de vermines, de parasites, de professionnels du crime, d'indicateurs (...). Je suis convaincu que c'est la vérité." D'ailleurs, "même des adversaires acharnés de l'Union soviétique et de son gouvernement estiment que ces procès ont prouvé sans ambiguïté l'existence de conspirations actives contre le régime". La liquidation des généraux soviétiques s'explique par "la collaboration avec les états-majors capitalistes". Le texte de Brecht sur les procès soumis à Benjamin fera de Trotsky un ambitieux et un ennemi de l'Union soviétique qui attend des catastrophes de la guerre la chance de son retour en URSS (47) : "Trotsky avait, à l'origine, considéré comme un danger l'effondrement de l'Etat ouvrier lors d'une guerre, mais de plus en plus il y vit la condition d'une action pratique. Si la guerre vient, l'édification qui a été "précipitée" s'effondrera, l'appareil s'isolera des masses ; à l'extérieur, il faudra abandonner l'Ukraine, la Sibérie orientale, etc. ; à l'intérieur, il faudra faire des concessions, renforcer les koulaks ou les laisser reprendre des forces — tout cela étant en même temps la condition préalable de la nouvelle politique, du retour de Trotsky" (48).

Ces lignes sont écrites au moment même où Trotsky combat pour la défense inconditionnelle de l'URSS ! On ignore le sentiment de Benjamin à la lecture d'un document qui lui était destiné, entre autres. Il écrira cependant des lignes (fin 1938-1939) dans lesquelles il prend ses distances avec Brecht : "Heinrich Blücher (49) a indiqué à très juste titre qu'à certains moments le Manuel pour habitants des villes (de Brecht) n'est rien d'autre qu'une formulation de

la pratique de la Guépéou. (...) En vérité dans les passages en question de ces poèmes, on trouve précisément un précipité de ce mode de comportement que les pires éléments du PC partagent avec les éléments les plus dénués de scrupules du national-socialisme. (...) Ce commentaire, sous la forme que je lui ai donné, est une pieuse falsification : une dissimulation de la culpabilité que Brecht a partagée dans le processus en question."

C'est ce dont témoigneront les *Thèses sur la philosophie de l'histoire* de 1940. Benjamin, qui va y qualifier les dirigeants des partis (SPD et KPD) de traîtres, avait échappé à l'emprise de Brecht dont le choix politique de soutien à l'appareil stalinien (critiqué en petit comité) aura des conséquences qui donnent raison, rétrospectivement, à Benjamin.

Certes, l'engagement communiste de Brecht était sincère. Ses ouvrages ont été brûlés par les nazis. S'il a été, après la guerre en RDA, choyé par le régime et un de ses apparatchiks bien payés de la culture (3 000 marks mensuels alors que les ouvriers n'en gagnaient que 350), il n'a jamais fait partie de son appareil dirigeant et répressif. C'est bien pourtant son choix stalinien des années trente, jamais renié — même après les nouveaux procès et pendaisons, à Budapest, Sofia et Prague, de 1949 à 1952 —, qui conduira Brecht à ternir son nom lors du soulèvement du prolétariat de Berlin-Est, le 17 juin 1953. On ne connaît généralement à ce sujet que la conclusion fameuse du poème *La solution*, publié plus tard : "J'apprends que le gouvernement estime que le peuple a "trahi la confiance du régime" et "devra travailler dur pour regagner la confiance des autori-

(47) Bertolt Brecht : *Ecrits sur la politique et la société*, Ed. L'Arche 1970, (sur les procès de Moscou), pp. 89-93.

(48) Bertolt Brecht, *Ecrits sur la politique et la société*, L'Arche, 1967, pp. 89-93, sur les procès de Moscou.

(49) Heinrich Blücher (1889-1970), historien et philosophe, fut membre du "groupe Brandler" dans le Parti communiste allemand, dont il fut exclu en 1928. Il émigra en 1933 pour Prague, puis Paris et les États-Unis en 1941.

tés". Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?"

Le 17 juin, Brecht n'a pas prononcé ces mots courageux. Le fond de sa pensée et de son activité en ces jours décisifs, est révélé par ses écrits intimes qui ne font que reprendre les calomnies de l'appareil stalinien déversées sur les ouvriers. Il dit d'abord : les manifestations ont montré "le mécontentement d'une importante partie des travailleurs berlinois à l'égard d'une série de mesures économiques erronées" ; mais il ajoute immédiatement : "Des éléments fascistes organisés ont tenté d'abuser de ce mécontentement à des fins sanguinaires. C'est uniquement grâce à l'intervention sûre et rapide des troupes soviétiques que ces tentatives ont été déjouées. Il est trop clair que l'intervention de ces troupes soviétiques n'était nullement dirigée contre les manifestations ouvrières (...). Désormais il appartient à chacun d'aider le gouvernement à éliminer les erreurs qui ont provoqué ce mécontente-

ment et qui mettent en péril nos conquêtes sociales dont l'importance est indéniable" (50). La lettre, écrite à chaud, le 17 juin, à la direction du parti réclamait une discussion avec les ouvriers sur les points litigieux et se terminait par l'expression de "sa solidarité avec la Parti socialiste unifié d'Allemagne". Le gouvernement, habilement, publia la seule conclusion. Brecht fut discrédité et durement affecté. L'appareil stalinien lui décerna le prix Staline international pour la paix en 1955.

Marcel Picquier

Dans son prochain article qui sera publié dans le numéro 53 des Cahiers du mouvement ouvrier, Marcel Picquier étudie le testament politique de Walter Benjamin, représenté par les Thèses qu'il avait envoyées à Adorno et Horkheimer à New York.

(50) Brecht, *Ecrits sur la politique et la société*, op. cit., p. 254-255.

7

Chronique des falsifications

Un faussaire maladroit

Monsieur François Kersaudy est "professeur à l'université de Paris-I après avoir enseigné à Oxford (pauvres Anglais !), il est spécialiste d'histoire diplomatique et militaire contemporaine" et a, paraît-il, un "talent singulier : il parle neuf langues". Peut-être est-ce vrai : mais cela ne devrait pas l'autoriser à raconter n'importe quoi dans sa langue natale. Il écrit dans ce hors série *Historia* (juillet 2011) consacré à Tintin (héros d'une bande dessinée *Tintin chez les Soviets*) présenté par le biographe de Mitterrand et de Sarkozy, Franz-Olivier Giesbert, un article intitulé : *URSS, les affameurs du peuple* (pp. 23 à 27), qui s'ouvre sur une grande découverte historique :

"Ce que la Grande Guerre, la révolution et la guerre civile n'avaient pu faire, le communisme l'a accompli en un temps record : la ruine de l'agriculture, du commerce et de l'industrie russes" (p. 23). On s'interroge : est-ce pure ignorance ? L'auteur ne se serait-il renseigné que dans les égouts du *Livre noir du communisme* ?

Une double correction...

Son affirmation qui ne repose sur aucun fait mérite en effet une double correction...

L'économiste proche des S-R Pitirim Sorokine, qui détestait les bolcheviks et critiquait sévèrement la politique de réquisition des "excédents" de blé pendant la guerre civile menée par Lénine, qui le chassa de Russie en août 1922, a souligné une vérité : *"Tout au long de notre histoire, nous avons été un peuple affamé, qui n'est jamais sorti de la zone des famines chroniques, même aux XIX^e et XX^e siècles"* (1).

Ainsi, la Russie tsariste avant la Première Guerre mondiale, en temps de paix, a connu deux famines qui ont fait des centaines de milliers de morts, en 1891 et en 1911.

La faim menace dès la fin 1916. Le ministre de l'Intérieur tsariste, Protopopov, prend des premières mesures timides de réquisition, qui ne règlent rien.

La faim est si menaçante que, le 23 février, c'est aux cris de *"Du pain ! Du pain !"* que les ouvrières du textile de la capitale débraient et manifestent.

La faim se fait de plus en plus menaçante au cours de l'année 1917 sous le gouvernement provisoire, si bien qu'au premier congrès des soviets, en juin 1917, lorsque le menchevik Dan veut démolir les propositions de Lénine, il déclare : *"En réalisant ce programme, est-*

(1) *Novy Mir*, 1992, n° 5, p. 161.

ce que nous verrons circuler des trains pleins de blé, est-ce que nous obtenons les clous, les chaussures, les marchandises dont parlait Pechekhov ?” (2)... ce qui veut dire clairement que, dès juin 1917, on manque de blé, de clous, de chaussures et de toutes sortes de marchandises.

A la veille d'octobre 1917, la famine frappe à la porte

Le 14 octobre, le journal de Gorki, hostile aux bolcheviks, rappelons-le, *Novaia Jizn*, annonce une catastrophe alimentaire imminente : Petrograd a besoin de 48 000 pouds (un poud = 16 kilos) de blé par jour. Le 11 octobre, elle en a reçu 18 000, le 12, 12 000, le 13, 4 000. La famine approche. Le 16 octobre, le ministre du Ravitaillement du gouvernement provisoire de Kerenski, désespéré, se demande comment obtenir du blé : en en doublant le prix d'achat ou en employant la force armée, et conclut : “*Si, en doublant le prix, nous ne recevons toujours pas le pain qui nous est nécessaire, nous serons bien entendu contraints de recourir à la force militaire*” (3) peu sûre !

La guerre civile qui s'engage dans les semaines qui suivent la révolution aggrave évidemment la situation. Lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir, les entrepôts à blé sont vides, Petrograd a des réserves de farine pour un jour ; l'armée et les ouvriers manquent de pain, mais espèrent que les bolcheviks vont régler le problème et signer la paix. Lénine, qui ne contrôle qu'une partie du pays, abandonne la politique de réquisition du gouvernement provisoire, qu'il ne peut plus mener avec un appareil d'Etat disloqué (mais non détruit) et hostile.

Les villes sont laissées libres de se ravitailler. Les paysans se partagent les grandes propriétés qui assuraient l'essentiel du blé commercialisable, souvent en détruisant le matériel ; ils produisent surtout pour le marché local et veulent vendre leur récolte un bon prix ou en faire de la vodka. C'est le retour au marché

libre, la disette et le triomphe du marché noir. La loi du marché est implacable : le prix des denrées alimentaires augmente dans les villes de 50 % en novembre 1917, de 30 % en décembre. La spéculation se déchaîne. Les comités d'usines tentent de troquer leur production contre du pain, des œufs et du lait chez les paysans des alentours ou forment des détachements qui rôdent dans la campagne voisine à la recherche de stocks alimentaires sur lesquels les déserteurs se jettent eux aussi.

L'ignorance ou la mauvaise foi

M. Kersaudy affirme que “*le communisme a accompli en un temps record (...) la ruine de l'industrie*”, ce que, écrit-il, “*la Grande Guerre, la révolution et la guerre civile n'avaient pu faire*”. Ici, l'ignorance ou la mauvaise foi atteignent des sommets. A la fin de la guerre civile, l'industrie russe est ruinée, presque totalement détruite. Rappelons des chiffres qui traînent partout, que personne ne conteste, mais que Kersaudy semble ignorer malgré son multilinguisme : en 1921, plus de la moitié du parc existant de locomotives est inutilisable ; la production de fonte représente 2,4 % de celle d'avant-guerre, celle des métaux finis 4 %, celle d'acier 2,4 %, l'ensemble de la production industrielle 20 % de celle de 1913 et la qualité des produits fabriqués est très basse. La Russie est retombée à l'ère pré-industrielle : 48 des 50 hauts-fourneaux installés en Ukraine sont hors d'usage. Si la production de charbon représente encore près du quart de celle d'avant-guerre grâce à une mobilisation quasi-militaire des mineurs, le bois est devenu, dans certaines régions, le combustible essentiel d'une industrie artisanale. Cela, c'est la situation au début de 1921, donc au moment où la guerre civile tire à sa fin.

Or — et sans vouloir justifier le moins du monde les méthodes de Staline et de la bureaucratie, la brutalité avec la-

(2) *Pery Sjezd Sovietov, Pétersbourg, 1917, tome 1, p. 141.*

(3) *Novaia Jizn, n° 156, 18 octobre 1917.*

quelle ils ont transféré des millions de paysans brutalement arrachés à la terre dont ils étaient dépossédés et sans formation dans des usines construites à la hâte —, les chiffres sont là : malgré les malfaçons engendrées par les méthodes stalinienne, l'une des raisons pour lesquelles l'URSS a militairement défait la Wehrmacht, c'est qu'à partir de 1943 elle produit plus de tanks (de bonne qualité) et de pièces d'artillerie (de qualité convenable), et des milliers d'avions (de qualité médiocre) que l'Allemagne nazie, qui avait pourtant à sa disposition la quasi-totalité du potentiel industriel de l'Europe continentale. Ainsi, au début de 1945, l'Armée qui s'appelle encore rouge dispose de 108 000 canons et mortiers contre 43 000 pour la Wehrmacht, de 12 900 tanks contre 7 087 pour la Wehrmacht et de 15 540 avions (répétons-le, de médiocre qualité, mais qui volaient quand même !) contre 6 800 pour la Luftwaffe.

Pour une industrie détruite après avoir été ruinée, ce n'est pas si mal.

Vous avez dit "prétextes" ?

On pourrait s'arrêter là. Mais M. Kersaudy écrit : « *Même les sujets de débat apparemment fondamentaux, tels que la "révolution mondiale" contre "l'édification du socialisme dans un seul pays", ne constituent que prétextes, faux-semblants et querelles de mots : ce qui intéresse les neuf membres du Politburo — et surtout les quatre plus ambitieux d'entre eux —, c'est la réponse à la question posée jadis par Lénine : kto kovo ?, "qui bouffe qui ?".* »

D'abord, kto kovo ? ne veut pas dire "qui bouffe qui ?", mais dans un conflit entre classes sociales et non entre individus pour le pouvoir, qui va l'emporter sur l'autre, ce qui, pour Lénine, ne relève d'ailleurs nullement du seul usage de la force et de la contrainte.

Ensuite, si l'affrontement entre "révolution mondiale" et "socialisme dans un seul pays" n'était que la couverture idéologique d'une lutte d'ambitieux pour le pouvoir, comment expliquer :

a) Que Lénine en ait fait une question

centrale. Ainsi, le 12 mars 1919, il déclare au soviet de Petrograd : "*L'édification (du socialisme) dépend de la rapidité avec laquelle la révolution triomphera dans les pays les plus importants d'Europe. Ce n'est qu'après une telle victoire que nous pourrons nous atteler sérieusement à cette édification*" (4). Staline effacera cette phrase du texte imprimé de ce discours... bien longtemps après avoir liquidé les opposants, ou, dirait Kersaudy, ses "rivaux". L'édition khrouchtchevienne ne la rétablira pas. Pourquoi donc, si ce n'était qu'un faux-semblant d'une lutte terminée depuis une génération ?

b) Trotsky en fera plus que jamais une question de fond après la défaite de l'Opposition de gauche en URSS, après son exil, jusqu'à la fin de sa vie, et le fondement de la IV^e Internationale, alors que la "succession de Lénine" était réglée depuis longtemps.

C'est donc bien une question de fond et non de circonstance. Mais là, il ne s'agit peut-être pas d'ignorance ni de falsification, mais tout simplement d'incompréhension : ces questions de fond dépassent sans doute l'intelligence moyenne de M. Kersaudy, suffisante pour pérer à la Sorbonne d'aujourd'hui, mais insuffisante pour aborder l'histoire de l'Union soviétique.

Jean-Jacques Marie

(4) *Severnaia Kommouna*, n° 58, 14 mars 1919. La phrase a disparu de la réédition dans les *Œuvres complètes*, tome 38, pp. 1 à 7.

Dans la revue "Book" d'octobre 2011

Dans la livraison du mois d'octobre 2011 de la revue *Book* (n° 26), j'ai notamment relevé ces deux perles.

1) A la page 94 de la revue, on trouve une courte recension d'un roman de Ruta Sepetys, traduit du lituanien par Bee Formentelli, intitulé : *Ce qu'ils n'ont pas pu nous prendre* (Paris, Gallimard Jeunesse). Sous le titre "*Le goulag expliqué aux enfants*", l'auteur non précisé du compte rendu nous apprend que la romancière "*décrit le périple de Lina, une petite Lituanienne de 15 ans, arrêtée par la police secrète soviétique et déportée avec sa famille jusqu'au cercle arctique. Un sort partagé par des centaines de milliers de Baltes après 1941*" (c'est moi qui souligne).

Pour conclure, ce même auteur anonyme cite l'extrait d'un article d'un certain Nux Gordon dans le *Wall Street Journal* (une publication qui doit certainement être d'une impartialité à toute épreuve sur ces questions !) qui prononce la sentence définitive suivante, entérinant comme des évidences indiscutables non seulement l'exacte correspondance entre la répression stalinienne et la politique d'extermination nazie en ces termes, mais la parfaite identité de la première avec le communisme : "*Gurdon estime que l'ouvrage donnera au public l'occasion de développer une opi-*

nion aussi informée et claire sur le communisme que sur le nazisme." Et voilà comment, sous couvert d'impartialité et d'information, on pratique allègrement le "passez muscade !"

Voici les chiffres réels de la déportation des lituaniens : 79 433 au cours des trois vagues de déportation en 1941, en 1948 et 1949 (ajoutons que parmi ces 79 433 il y avait un certain nombre de fascistes qui avaient assassiné des milliers de juifs et de communistes), plus 17 943 étiquetés "koulaks" en 1951. On est donc loin des "centaines de milliers" ci-dessus annoncés.

Mais il y a beaucoup mieux, c'est-à-dire bien pire

2) Dans la traduction d'un long compte rendu en anglais paru dans *The Observer* daté du 30 janvier 2011, sous la plume d'un certain Richard Holloway (dont les rédacteurs de *Books* nous apprennent, page 6, qu'il s'agit d'un "*écrivain écossais et ancien évêque anglican d'Edimbourg*" et d'une "*grande figure du débat public en Grande-Bretagne sur les questions d'éthique et de religion*", en outre collaborateur du *Times*, de *The Independent*, mais aussi du journal réputé de gauche *The Guardian*, une person-

nalité au profil au-dessus de tout soupçon donc !) d'un ouvrage d'un certain John Gray (spécialiste de philosophie politique et professeur à la prestigieuse London School of Economics, appartenant donc, lui aussi, aux experts indiscutables autorisés à éclairer le bon peuple sur les mouvements qui ont marqué l'histoire contemporaine), intitulé *The immortalization Commission. Science and the Strange Quest to Cheat Death* (la commission pour l'immortalisation, la science et l'étrange quête d'un moyen de tromper la mort, Farrar, Straus and Giroux, 2011).

Cet ouvrage part de la commission créée en Union soviétique pour embaumer le corps de Lénine qui lui fournit son titre pour décrire un mouvement spirite de l'époque victorienne auquel participa le par ailleurs tristement célèbre Lord Balfour, mouvement qui, révolté par les conséquences philosophiques de la théorie darwinienne de l'évolution des espèces, s'est consacré jusque dans les années 1930 du vingtième siècle à mettre sur pied "un système soigneusement pensé d'écriture automatique appelé "correspondances croisées", à travers lesquelles les défunts communiquaient avec les vivants" (p. 71).

Pourquoi pas après tout, puisque, comme il n'y a pas de "sot métier" il n'y a pas de "sot" sujet d'étude.

Mais là où l'essai devient proprement abracadabrantesque, c'est quand son auteur prétend trouver une filiation entre ces élucubrations médiumiques et rien moins que le bolchevisme (!). Et ici, je suis obligé de citer le compte rendu d'Holloway qui, à dessein, ne nous permet pas de distinguer ce qui est de son cru et ce qui appartient en propre à la "pensée" (mais le terme en l'occurrence apparaît quelque peu emphatique) de l'auteur dont il rend compte.

Citons d'abord le chapeau qui figure sous le titre du compte rendu : "Ce satané désir d'immortalité" :

"Au moment où Darwin montre que l'homme est un animal comme les autres, de grands esprits de l'ère victorienne décident de recourir à l'occultisme pour essayer de démontrer l'existence d'une vie après la mort. Curieusement [en effet,

c'est bien le mot approprié !], cette quête d'une forme d'immortalité n'est pas sans lien (on admire ici le flou très artistique de la formule. Et pour cause !) avec l'eschatologie bolchevique et son cortège de massacres" (p. 70).

Non, ne te pince pas ! C'est mot pour mot ce qu'écrit Holloway, et, vu l'extrême lourdeur de l'article, c'est sans doute l'essentiel de ce que retiendront la majorité des lecteurs et des abonnés à *Books*, sans doute fiers d'être tombés par inadvertance sur une telle découverte qui bouleverse effectivement bien plus la science que celle du bon docteur Dühring !

Mais le festival est loin de s'arrêter là !

Dans un encadré intitulé : *Les "constructeurs de Dieu"* (toujours p. 70), mais dont l'auteur n'est pas précisé, ce qui fait qu'il n'est pas certain que ce soit Holloway qui soit en cause cette fois, mais ce qui démontre en tout cas l'honnêteté intellectuelle des responsables de la revue, on lit ceci :

"Pour étayer le lien entre l'occultisme et les révolutionnaires russes (il ne s'agit bien évidemment que d'étayer le lien en question qui a été scientifiquement démontré de la manière magistrale que l'on a vue), John Gray prend pour point de départ le courant bolchevique des "constructeurs de Dieu", qui prônait la création et l'organisation d'une religion de l'humanité socialiste et pensait que la science pouvait abolir la mort. Cette doctrine, embrassée par des intellectuels comme Maxime Gorki et Anatoli Lounatcharski, a été combattue par Lénine (ici les optimistes pourraient saluer cet éclair de lucidité historique et penser qu'il laisse présager un retour à une certaine probité intellectuelle, mais, hélas, il va leur falloir bientôt déchanter). Mais la volonté de déifier un homme transformé par l'avènement du socialisme, entreprise qui passait par la victoire sur la mort, n'est pas sans rapport (visiblement la technique de camouflage de la double négation fait florès chez ces grands savants) avec la création de la "commission pour l'immortalisation de la mémoire de V. I. Oulianov"."

Pour finir, et cette fois c'est bien Hol-

loway qui parle, même s'il ne se démarque jamais de son auteur, J. Gray, je te livre encore ce véritable morceau d'anthologie, presque incroyable dans sa suffisante ignorance et insondable mauvaise foi :

“Les dirigeants révolutionnaires (tous et indistinctement, bien sûr, pourquoi s’embarrasser de détails ?) ont sécularisé les aspirations eschatologiques de l’humanité, pour en faire cette doctrine impitoyable (sic !) selon laquelle l’homme ne progresse qu’à travers les catastrophes (mais où vont-ils chercher tout cela ?). Et les bolcheviks (la sous-espèce la plus exécrationnable, indubitablement, de ce genre déjà fort haïssable que sont les “dirigeants révolutionnaires”) ont précisément provoqué (tous seuls avec leurs abominables petits bras !) une succession de catastrophes au cours desquelles d’innombrables (on ne va tout de même pas perdre son temps à les dénombrer !) individus ont été exterminés comme de la vermine (c’est logique pour des

gens qui voulaient rendre les hommes immortels !). Outre les monstres comme Lénine et Staline (pour le coup, Trotsky a miraculeusement échappé au couperet tératologique !), Gray fait figurer au générique (quel aveu ! Tout cela ne serait donc que du cinéma ?) une multitude d’occultistes politiques et de techno-immortalistes, tous déterminés à établir sur terre un nouveau paradis collectif – et à déchaîner les enfers au passage (c’est vraiment du Cecil B. DeMille !).

Le fossé peut sembler considérable (mais non ! mais non ! Pensez donc ! Vous êtes trop bons avec ces “monstres”, M. Holloway, et vous vous faites du mal bien inutilement !) entre un groupe d’intellectuels victoriens s’essayant à la recherche parapsychologique et les purges de la Russie bolchevique. Mais Gray a raison (ouf ! On a eu très peur !) de situer l’origine de ces deux élans dans la réticence de l’homme à accepter sa nature mortelle.”

Frank Labrasca

Du mouvement ouvrier au mouvement "social"

Une réflexion sur le devenir du "Maitron"

Le lecteur trouvera ci-après une réflexion, pleine de pertinence, sur l'évolution récente du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, devenu depuis 2006 *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*.

Purisme ? Chipotage ? Non. Cette métamorphose est tout sauf anodine et s'inscrit dans la grande occultation dont fait l'objet aujourd'hui non seulement l'histoire du mouvement ouvrier mais la classe ouvrière tout court, y compris — et surtout — au sein de ce qui reste des partis censés la représenter. Ainsi, on a vu dernièrement une officine — les cuistres disent "think-tank" pour faire chic —, Terra Nova, proche du patron déchu du Fonds monétaire international et du Parti socialiste, faire ses adieux officiels à la classe ouvrière industrielle jugée trop crispée sur ses "avantages acquis" et ses valeurs (Orwell parlait de "common decency") et insuffisamment ouverte sur les grands vents de la mondialisation économique et multiculturelle. Selon les têtes pensantes de la gauche néosocialiste, l'avenir électoral de la rue de Solferino passerait donc par l'alliance entre les nouvelles classes moyennes, les "bobos", des centres-villes et les "exclus" du monde du travail.

Toutefois, si plus rien ne peut surprendre venant des hiérarques branchés du PS, que dire des continuateurs, sans

doute bien intentionnés, de l'œuvre de Jean Maitron qui apportent leur petite contribution à cet air du temps nauséabond au nom d'un prétendu "mouvement social" dont on ne sait ce qu'il recouvre exactement ? Ou plutôt si.

Avec l'entrée des frères Cohn-Bendit dans ce dictionnaire, on sait désormais que le syntagme en question désigne tout, n'importe quoi (qu'est-ce qui n'est pas social aujourd'hui ?) et surtout n'importe qui. Tout sauf des militants ouvriers. Tout sauf des organisations ouvrières, à moins de considérer le Mouvement du 22 mars, dont la frange la plus radicale clamait fièrement — rappelons-le — le mot d'ordre "*Les syndicats sont des bordels, l'Unef est une putain*", comme une expression de la classe ouvrière... Mais Daniel Cohn-Bendit, reconnaissons-le, n'en demandait probablement pas tant, lui qui, finalement, n'a jamais prétendu de quelque manière que ce soit faire partie prenante du mouvement ouvrier. Ni il y a quarante ans ni, a fortiori, aujourd'hui. D'ailleurs, un regard rapide sur les œuvres littéraires récentes de ce monsieur le confirme aisément. Ainsi, sollicité pour la rédaction d'une préface d'un ouvrage paru en 2008 aux éditions Denoël, *Mai 68*, Cohn-Bendit n'évoque à aucun moment, la grève générale et les occupations d'usine, et réduit les événements à un petit happening libertaire annonçant l'émergence

des Verts (!) : “*Ce fut le dernier soubresaut sociétal (sic) ignorant encore tout de la dégradation climatique, du déboisement massif, du CO₂ toxique, du réchauffement climatique, etc., bref de l’écologie politique.*” Plus récemment, dans un livre intitulé malicieusement : *Que faire ?* (Hachette 2009), consacré aux idées de l’auteur pour faire face aux grands défis de nos temps troublés, le héraut de la “concurrence libre et non faussée” s’étend longuement et complaisamment sur son itinéraire politique sans jamais faire la moindre référence, fût-elle lointaine, à un quelconque mouvement ouvrier.

Les responsables du *Maitron* “modernisé” devraient méditer l’adage hégélien selon lequel : “*A ce dont l’esprit se contente, on mesure l’étendue de sa perte.*”

Michel Gandilhon

Au début des années 1970, on a lu dans *Le Monde* (ce journal était alors “de qualité”, et non pas “de caniveau”) à plusieurs reprises — certains s’en souviennent peut-être — des articles assez élogieux et très complets sur Jean Maitron et l’immense activité d’archiviste à laquelle il se livrait encore : recenser, en dépouillant tous les journaux syndicaux et les archives des syndicats, tous les militants ouvriers qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, avaient exercé des responsabilités dans ce qu’il nommait le “*mouvement ouvrier*” et en établir une biographie (et même une “*prosopographie*” — une sorte de portrait), dont la longueur dépendait de l’importance et de la durée des responsabilités exercées, et cela, dans un *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, établi sur le modèle des grands dictionnaires biographiques disponibles en librairie, dont les mérites sont incontestables, mais dont le défaut est de ne retenir que les “*grands hommes*” ou les “*hommes de mérite*” (médecins, savants, professeurs, industriels, artistes, inventeurs, découvreurs, etc.).

Ce dictionnaire fait par un “*amateur*” (Maitron était instituteur, et il travaillait à son dictionnaire, comme les prolétaires de Rancière, “*la nuit*” ou pendant ses jours de congé) est admirable : probité, précision, exhaustivité, humilité.

Cette œuvre a suscité l’intérêt des

historiens et des spécialistes de sciences sociales de l’Université, à Paris-I et au CNRS, qui ont fondé en 1970 une UMR au CNRS consacrée à l’étude du mouvement ouvrier à partir des archives et des premiers travaux de Maitron, qui a été intégré au CNRS.

La plupart de ces historiens sont des militants, anciens ou actuels, ou des sympathisants de la Ligue ou du NPA, qui, peu à peu, ont changé l’objet de cette entreprise “*scientifique*”, l’élargissant au “*mouvement social*”. La dénomination du nouveau dictionnaire (années 1940-1968) est : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, “*mouvement social*” n’étant pas complément du nom “*dictionnaire*”, mais mis en apposition à “*mouvement ouvrier*”, comme si c’était l’autre nom ou le nouveau nom du “*mouvement ouvrier*” ou comme si les deux étaient tenus pour équivalents ou identiques. Là est justement la “*récupération*”. Dans ce nouveau dictionnaire, deux entrées sont consacrées aux deux frères Cohn-Bendit : plus de 11 000 signes au cadet, plus de 9 000 signes à l’aîné. Or, s’il existe un homme politique en France (et en Allemagne) qui n’a rien à voir avec le mouvement ouvrier, auquel il est totalement étranger et qu’il couvre d’un mépris sans borne, et qui ne s’en cache pas, c’est sans aucun doute Cohn-Bendit : pour lui, la disparition des ouvriers et des prolétaires ou leur élimination de la vie publique (aucune “*représentation*” dans les médias : ils sont la majorité invisible), à laquelle il donne son aval en toute circonstance, n’est en rien dommageable, au contraire même. Or c’est Cohn-Bendit qui bénéficie d’une des plus longues *prosopographies* dans ce dictionnaire biographique du “*mouvement ouvrier*” — de “*feu le mouvement ouvrier*”.

J.-G. L.

Note de lecture

Note de lecture

Une plongée dans le contexte politique à propos du troisième volet de la saga marseillaise de Robert Mencherini : *Une histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950*

Résistance et Occupation (1940-1944) (1)

C'est le titre du troisième volet de la saga provençale de Robert Mencherini, historien de la lutte des classes. Il s'achève en juin 1944, veille de la levée en masse de la population marseillaise contre l'occupant et son larbin vichyste. La libération de la ville fut achevée avec l'arrivée des troupes coloniales d'Afrique du Nord : Tabors et Goumiers débarqués en Provence sous le commandement du général Delattre de Tassigny. C'est ainsi que le tournant redouté vers la prise du pouvoir indépendant par les résistants eux-mêmes et la population dans les comités locaux de libération fut promptement réglé au profit d'un pouvoir central gaulliste installé à la préfecture, reconquise par Raymond Aubrac muni des pleins pouvoirs par le général de Gaulle.

L'épisode décisif de la reddition des troupes allemandes et de l'effondrement conjoint de Vichy à Marseille, déjà abordé par l'historien dans d'autres publications, fera l'objet du quatrième volet à paraître. Quand ? Commencé en 2004, ce travail de galérien des dépôts d'archives et de rencontres avec les survivants de cette épopée est sous-titré "*Midi rouge, ombres et lumières, 1, 2 et 3*". Le "poids" de chacun des deux tomes va crescendo. De *Les années de crise, 1930-1940* — 230 pages, dont 44 d'appareil —, à *Vichy en Provence* — 660 pages, dont 141 de notes —, voici à présent le troisième étage de la fusée : 772 pages, dont 253 d'appareil complet (notes, bibliographie, sigles et abréviations, index des noms, le tout en petits caractères !).

Une densité d'écriture traduisant le sérieux d'un long travail de recherche que l'on peut d'ores et déjà qualifier de somme incontournable pour l'étude de cette tranche de l'histoire de Marseille et des Bouches-du-Rhône. L'importance des renvois en bas de page de données contextuelles liées aux biographies et faits particuliers, évoqués dans le texte de la page en lecture, écrits en petits caractères, donne souvent aux yeux et au cerveau l'ordre de parcourir et de lire, en parallèle, deux livres à la fois ! Mais ce roman vrai d'une époque encore pétrie "d'ombres et de lumières", n'a rien à voir avec un roman d'aventures historique... tout en sachant que l'ombre n'existe que par la lumière. Passionnant, mais difficile à lire sur le sable chaud de la Pointe Rouge avec la friture des cigales pour bruit de fond ! Pour la concentration, mieux vaut s'isoler.

Avant-propos un peu iconoclaste

Il ne faut point craindre d'actualiser le texte de 1848 de Marx et d'Engels du *Manifeste du Parti communiste* ! La question du communisme "*reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe*" proclament les deux révolutionnaires, peut être adapté utilement à la situation que Robert Mencherini décrit depuis 1930 : "*Un spectre hante l'Europe : le spectre de la révolution. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance fasciste, nazie et corporatiste, pour le traquer : le pape et Staline, Hitler et Pétain, Mussolini et Franco, les radicaux de France et les nouveaux chefs de la coalition internationale : Churchill, Roosevelt et de Gaulle.*" Est-

(1) Robert Mencherini. *Résistance et Occupation (1950-1944)*. "*Midi rouge, ombres et lumières*". 3 — *Une histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950*. Syllepse, avril 2011. 25 euros.

ce parce que le travail du chercheur est celui d'un universitaire et non celui d'un militant plongé dans le cambouis de la lutte des classes — resté par souci déontologie au-dessus de la mêlée — qu'il hésite à intégrer le contenu par nature révolutionnaire de la résistance sans nom, qui surgit d'en bas, dans la Résistance officielle institutionnelle fabriquée d'en haut ? Ne délègue-t-il pas avec soulagement cette délicate dimension généralement occultée en la confiant aux deux *Héros de la Résistance*, icônes encore vivantes, témoins et acteurs qui ont trempé leurs mains dans le sang et la boue : Stéphane Hessel et Raymond Aurbac, qui accordèrent au livre de Robert Mencherini préface et postface ?

Le contexte international

Le 25 août 1939, quelques jours avant l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, trois jours après avoir conclu un pacte de non-agression avec l'Union soviétique, Hitler convoque à la chancellerie du Reich Robert Coulondre, ambassadeur de France. Décidé à jeter le peuple allemand dans la catastrophe guerrière, le Führer sonde une dernière fois le représentant de la France sur son maintien de l'alliance avec la Pologne. L'étonnant échange avec Hitler que Coulondre rapporte à son ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, traduit non seulement l'impasse politique dramatique dans laquelle ces deux garde-frontières de leurs capitalismes respectifs s'apprentent, l'un et l'autre, à plonger l'Europe et le monde, mais aussi, et surtout, l'angoisse qui les étreint quant à l'issue révolutionnaire inéluctable que leur folie meurtrière prépare. Face à Hitler à court d'arguments, comme pour le loup de la fable, Coulondre rapporte que Hitler, déclara qu'*"il n'est pas un pays digne de ce nom qui pourrait supporter semblables affronts. La France ne le tolérerait pas plus que l'Allemagne. Ces choses ont assez duré et je répondrai par la force à de nouvelles provocations. Je tiens à le dire une fois encore : je désire éviter un conflit avec votre pays. Je n'attaquerai pas la France, mais si elle entre dans le conflit, j'irai jusqu'au bout. Je viens, vous le savez, de*

conclure avec Moscou un accord qui n'est pas seulement théorique, mais, dirais-je, positif (...). Je le dis à nouveau, il m'est très pénible de penser que nous pouvons en venir là. Dites cela au président Daladier, je vous en prie, de ma part."

Mis en face de la détermination au pas de l'oie du chancelier, Coulondre sort de son sac diplomatique un argument aussi étonnant qu'inattendu : *"Les ravages d'une guerre certainement longue entraîneraient un cortège d'atroces misères. Si je pensais effectivement, ai-je marqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue d'une guerre, il n'y eut qu'un vainqueur réel, M. Trotsky."* Hitler, parfaitement conscient de cette perspective insupportable qu'il ouvrait lui-même croyant la combattre, s'emporte de colère : *"Pourquoi, alors, avoir donné à la Pologne un chèque en blanc ?"*

Pourquoi Trotsky ?

Pour Coulondre, que vient donc faire ici cette référence au nom de Trotsky dans un affrontement "diplomatique" annonçant l'imminence de la guerre ? Quel danger pouvait-il représenter à ce moment précis, militairement, pour nos deux fauteurs de catastrophe ? Chassé d'URSS par Staline et condamné à errer sur *"la planète sans visa"*, le vieux révolutionnaire était isolé, accueilli en exil, à Mexico. Que pouvait-il représenter dans l'imaginaire du chef des nervis de Berlin et dans celui du démocrate républicain de Paris, viscéralement attachés au maintien de leurs parts de marché, prêts, sans réels états d'âme, à verser le sang de leurs peuples ? Pourquoi l'évocation de son nom les tétanise-t-elle tant ? Parce que, encore vivant, sa personne et son nom symbolisent le spectre d'octobre 1917 et celui d'une Armée rouge victorieuse qui firent table rase du passé capitaliste de la Russie comme réponse du peuple russe au carnage impérialiste. Ce danger était-il encore présent dans un contexte où ils pensaient que la révolution avait été battue et écrasée par leurs soins dans toute l'Europe ? Trotsky avait annoncé un an à l'avance la signature du pacte germano-soviétique ; s'ap-

puyant sur l'analyse faite d'un rapide épuisement des ressources militaires de l'Axe, il pronostiquait une durée maximale de quatre ou cinq ans pour cette guerre. Donc : 1944 ou 1945. Enfin, s'appuyant sur les enseignements de l'histoire, il annonçait le soulèvement des peuples martyrs ouvrant la voie à la révolution dont la guerre était grosse. Staline, qui le pourchassait pour le faire assassiner, répondait ainsi au désir secret de presque toutes les chancelleries qui lui avaient fermé leurs portes.

Partout, la même démente politique !

On retrouve ce malaise organique jusque dans le wagon de Retondes, où siègent les plénipotentiaires allemands et français. Le général Huntzinger, chef de la délégation française, déclara au général Von Stülpnagel, président de la commission franco-allemande d'armistice, que *"le Maréchal (...) a accepté, pour sauver son pays de la révolution et de la ruine, de signer l'armistice"*. Cette même angoisse domine la plaidoirie de Léon Blum au procès de Riom : avoir sauvé la France (et l'Espagne ?) de la révolution en 1936. Pour les mêmes raisons, Maurice Thorez, chef du Parti communiste et voix de son maître Staline qui l'avait chapitré, appelait les ouvriers en grève, occupant les usines, à lâcher la proie pour l'ombre et à capituler en rase campagne en les appelant à *"savoir arrêter une grève lorsque satisfaction est obtenue"*. Quelle satisfaction ? On la retrouve à Vichy avec Pierre Laval, qui affirme avoir fait le choix de l'Allemagne pour sauver la France du bolchevisme. Staline, de son côté, pour donner des gages aux Alliés qui voient avec juste raison, dans l'existence même de l'Union soviétique, une menace révolutionnaire, fait assassiner Trotsky et dissoudre l'Internationale communiste après la victoire de Stalingrad.

La crainte panique de la révolution est au cœur de l'Occupation et de la Résistance officielle décrites par Robert Mencherini. L'Appel du 18 juin 1940 est sans équivoque. Le candidat sauveur de la patrie, répondant de Londres au sau-

veur de la France resté à Bordeaux, proclame que seule une *"force mécanique supérieure"* viendra à bout des forces de l'Axe alors victorieuses. Avertissement sans frais à l'attention de toute tentative de subversion révolutionnaire de l'Etat. Les débarquements en Normandie et en Provence ont répondu à cette aspiration désespérée de la classe des possédants, lesquels avaient répugné à armer massivement les résistants des maquis. L'abandon de ceux du Vercors, munis de fusils et de revolvers, à la puissance de la force mécanique supérieure des commandos aéroportés de la Wehrmacht, illustre cette opposition entre résistance et Résistance...

Le parrainage de Stéphane Hessel et Raymond Aubrac

C'est justement ce que nous expliquent sans fard, icônes encore vivantes de la Résistance institutionnalisée, *Héros de la Résistance*, Stéphane Hessel et Raymond Aubrac, auxquels Robert Mencherini offre la possibilité de s'exprimer sur les responsabilités qui furent les leurs à Marseille. Aux résistants, encore une fois, les mains dans le cambouis et dans le sang, au milieu de la glorieuse mêlée, depuis la Résistance jusqu'à la Libération. A l'historien, universitaire qu'il observe jusque dans le détail, y compris celle de l'activité du noyau trotskyste de Marseille, que la répression de Vichy démantela et qu'un commando stalinien de libération de prisonniers liquida dans le silence propice des maquis du Puy-en-Velay. Il fallait le souligner, tous les chroniqueurs occultant généralement cet épisode tragique où disparut, avec d'autres, Pietro Stesso, alias Blasco, chef reconnu du mouvement ouvrier italien passé à l'Opposition à Staline dans le Parti communiste italien. C'était le prix à payer pour garantir le pacte de maintien du *statu quo ante* que Staline signait avec Churchill, Roosevelt et de Gaulle : oui à la Libération, non à la révolution !

Cette invitation relève-t-elle d'un adoubement silencieux ou d'une manifestation de reconnaissance envers deux

personnages emblématiques, incontournables de l'histoire de la Résistance et de la Libération ? De 1940 à 1950, ils furent des acteurs-témoins de premier plan de cette tranche d'histoire qu'examine l'historien qui les connaît bien. Stéphane Hessel a 94 ans et Raymond Aubrac 97 ans aujourd'hui. Entre 1944 et 2011, leur existence ne révèle-t-elle pas la réalité d'un pont vivant entre deux contextes distincts dans la forme, mais si comparables dans le fond : guerre mondiale en 1939-1945, mondialisation économique en 2011 ? Contextes qui ouvrent tous deux sur une intense crise pré-révolutionnaire.

Raymond Aubrac, plongeant à Marseille dans le chaudron de l'insurrection, fait à Robert Mencherini cette confidence flatteuse : *"C'est à ce moment que les travaux de Robert Mencherini m'eussent été les plus utiles, pour comprendre ce qu'était cette ville à un instant décisif où les problèmes s'accumulaient"* (p. 616). Ces *"problèmes qui s'accumulaient"*, au-delà du ravitaillement, étaient ceux de la révolution à canaliser depuis les maquis vers l'armée de libération elle-même. C'était là le mandat politique impérieux et impératif que lui avait confié de Gaulle, qui craignait comme la peste que la Libération se transformât en Commune insurrectionnelle sur tout le territoire, Paris et Marseille en tête ! Les Goumiers algériens et les Tabors marocains, ces troupes coloniales supplétives débarquées en Provence, étaient-elles d'essence "versailleuse", susceptibles de réoccuper Marseille, ou libératrices du territoire provençal ? Roosevelt n'avait-t-ils pas envisagé cette éventualité ? N'ayant aucune confiance dans ce général à deux étoiles, candidat bonaparte pour libérer un peuple qui n'avait jamais aimé les coups d'Etat ?

Dans ce contexte fragile, Hessel et Aubrac, l'un et l'autre, réaffirment le "mandat" politique que les Quatre Grands leur avaient confié : Churchill, Roosevelt, de Gaulle et le lointain Staline. En fait, en ce qui concerne Staline, le plus éloigné en apparence était en fait le plus présent, par Parti communiste interposé, sur le port et les quais, dans les usines et les quartiers, où il était chargé

de la police politique exigée par les Alliés *"en temps de guerre"*. Voilà pourquoi, privée de direction, la révolution resta suspendue en l'air, comme en apesanteur. Ni révolution, à ce jour restée inachevée, ni contre-révolution devenue inutile. *Statu quo* : je te donne l'os à ronger de la Sécurité sociale et du grain à moudre pour gérer tes conquêtes sociales et tu me laisses tranquille à l'abri des regards. Ce "compromis" fut constamment remis en cause par le patronat, transformant à terme la classe des vainqueurs en perdante. Aujourd'hui, le terme du contrat arrive à échéance : tous les acquis sociaux sont liquidés, un à un, sous ses yeux, sur l'autel du FMI, que Stéphane Hessel contribua justement et indirectement à proclamer, en 1944, pour sauver le capitalisme. Que faire alors ? Se coucher ou se redresser ?

Hessel et Aubrac, témoins de moralité face au tribunal de l'histoire ?

Stéphane Hessel, naturalisé d'origine allemande, deux fois normalien, intellectuel porte-plume de haut niveau du général de Gaulle, se réfugia à Marseille avant de rejoindre l'appel de Londres, où il fut l'un des fondateurs du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), cerveau opérationnel de la France libre préparant la relève et la reconstruction de l'Etat national après l'effondrement, programmé, de Vichy. Mobilisé en 1939, officier envoyé sur le front, prisonnier un seul jour, évadé le lendemain, il rejoignit Marseille avec sa femme retrouvée, cette ville cul-de-sac où s'entassaient comme dans une nasse tragique les réfugiés, candidats à l'exil, menacés d'arrestation et de rétention en camps d'internement par Vichy et de mort par la Gestapo. C'est là, à Marseille, qu'il rencontra Varian Fry, cet Américain que j'avais qualifié de *"rebelle dans l'œil du cyclone"* (voir mon article dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, nos 39 et 40) qui l'aida à *"faire apposer un visa"* sur son passeport lui permettant de gagner Londres. Ils se rencontraient dans le cadre du Comité américain de secours — le CAS — que Fry avait légalement constitué, ainsi qu'à la villa Air-Bel

avec les intellectuels et artistes de la mouvance trotskyste avec les surréalistes. Robert Mencherini revient souvent (9 pages !) sur la place du CAS dans le combat de fourmi effectué par Fry pour sauver des griffes nazies cette fameuse "Liste noire" de deux cents noms dont il était porteur. Stéphane Hessel fut arrêté, déporté à Buchenwald, puis à Dora, d'où il réussit deux fois à s'évader, pour se retrouver à Paris le 8 mai 1945.

Raymond Aubrac, quant à lui, sous-lieutenant de parachutistes, devenu "porte-flingue" politique du général et des Américains, fut diligenté de toute urgence à Marseille. Dans sa lettre à Robert Mencherini, il écrit qu'il fut "chargé provisoirement (dès le débarquement en Provence) des fonctions de commissaire régional de la République dans les premiers territoires libérés sur la côte méditerranéenne" (ordre de mission signé par le général de Gaulle et Emmanuel d'Astier, commissaire à l'intérieur). Mais le mandat qui lui était confié en toute priorité était celui de la défense des entreprises abandonnées par leurs patrons déchus, tétanisés et menacés par le soulèvement révolutionnaire. Il écrit : « *Un cas particulier, qui est resté dans la mémoire marseillaise (et ailleurs en France dans bien des milieux), fut celui des "entreprises réquisitionnées". Il s'agissait d'un groupe de quinze entreprises, au total plus de quinze mille salariés, nécessaires au fonctionnement du grand port devenu, malgré les destructions de guerre, une base essentielle pour la libération de l'Europe. Les patrons, qui avaient beaucoup collaboré avec l'ennemi et souvent, aussi, accompagné la politique répressive de Vichy, étaient absents, et les ouvriers voulaient travailler. La solution était la réquisition, prévue par la loi de 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Grâce à des comités consultatifs de gestion auprès des directeurs nommés, elles fonctionnèrent en "cogestion".* »

En clair, il ne fallait pas que les ouvriers occupant les entreprises réquisitionnées s'organisent en "soviets marseillais" pour assurer leur gestion. Ce sont donc ces deux *Héros de la Résistance*, encore vifs et actifs de la plume et de la parole, qui ont ouvert et refermé le travail

de Robert Mencherini, historien de la lutte des classes.

Ouvrons le livre : une histoire dramatique en trois parties

L'introduction du livre par Robert Mencherini présente : "*Ce troisième tome de Midi rouge, après les deux précédents consacrés aux années 1930 et à la prise en main du département par Vichy en 1940-1942, offre un nouveau tableau d'ensemble de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1940 à juin 1944. La place première est accordée ici à la Résistance, depuis sa naissance dès l'été 1940 jusqu'à sa transformation et son affirmation après l'occupation de la zone libre, le 11 novembre 1942 (...). En Provence, la Résistance précède l'Occupation par les Allemands et les Italiens.*"

Robert Mencherini conclut son livre de façon inattendue : « *Ainsi, dans le département, alors que la Résistance a su, au cours de ces quatre années, acquérir une réelle influence, tisser des liens avec la population et coordonner ses efforts, elle apparaît singulièrement affaiblie au moment où s'engagent les combats décisifs* » (p. 612). Une Résistance « singulièrement affaiblie » ? D'où peut provenir cet étonnement de l'historien ? En effet, de quelle « résistance » à l'occupant et à Vichy parle Mencherini ? Celle qui monte d'en bas, spontanée, populaire et porteuse de révolution comme le tsunami qui balaie tout sur son passage ? Ou bien de la résistance d'en haut, organisée, celle des appareils dont la hantise et l'unique préoccupation politique sont de canaliser l'insurrection attendue vers la libération du territoire ? Ainsi, l'avertissement en forme de menace lancé à Hitler par Coulondre, quelques heures avant le déclenchement de la guerre, qui craignait « *qu'il n'y eût qu'un seul vainqueur réel, M. Trotsky* », se réalise pleinement à Marseille dans le processus de la Libération. Les masses réalisèrent leur unité dans le réseau serré des « Comités de libération », première forme, vite étouffée par les appareils, de la prise du pouvoir politique.

Michel Barbe,

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360